

MÉDIAS

Prévention des conflits et reconstruction



Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

© L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture – 2004

Directeur de publication : Barry James

Les auteurs sont responsables du choix et de la présentation des faits figurant dans cet ouvrage, ainsi que des opinions qui y sont exprimées, lesquelles ne sont pas nécessairement celles de l'UNESCO, et n'engagent l'Organisation en aucune manière.

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position, quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou régions, ou des autorités qui les gouvernent, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Conception de la mise en page et de la couverture : Irmgarda Kasinskaitė

Publié en 2004 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP (France)

(CI-2004/WS/8)

MÉDIAS

**Prévention des conflits
et reconstruction**

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	7
MESSAGE DE M. KOÏCHIRO MATSUURA, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'UNESCO, Le rôle vital des médias libres et indépendants	9
INTRODUCTION Une presse libre n'est pas un luxe	1
INTRODUCTION À LA PREMIÈRE PARTIE: En période de conflit, quel type de journalisme?	15
Chapitre 1: Un antidote au discours de haine: Le journalisme, pur et simple <i>Ronald Koven, représentant pour l'Europe du Comité mondial pour la liberté de la presse</i>	17
Chapitre 2: Au lendemain des conflits: Faire de la radiotélévision publique un véritable service public <i>Andrew Pudephatt, directeur exécutif d'Article 19</i>	21
Chapitre 3: L'attention se concentre sur les médias internationaux, mais ... Il ne faut pas négliger le rôle des médias locaux pour désamorcer les conflits <i>Ylva I. Blondel, Université d'Uppsala, Département de la recherche sur la paix et les conflits</i>	29
INTRODUCTION À LA PARTIE DEUX: Informer la population en période de crise	33
Chapitre 4: À l'heure où les organisations humanitaires entrent en action, elles doivent donner... La bonne information au bon moment <i>Florian Westphal, Comité international de la Croix-Rouge (CICR)</i>	35
Chapitre 5: Au chevet de la vérité, première victime de la guerre: Comment l'ONU rétablit la communication au lendemain d'un conflit <i>Par Susan Manuel, Département de l'information de l'ONU</i>	39
Chapitre 6: Comment une station de radio tient la population informée: Retour complexe à la normalité en République démocratique du Congo <i>Marco Domeniconi, Fondation Hirondelle</i>	45
INTRODUCTION À LA TROISIÈME PARTIE: Les journalistes dans la ligne de mire	49
Chapitre 7: Ils éclairent les zones d'ombre exposant faits et méfaits... Les journalistes payent très cher leur volonté d'informer <i>Rodney Pinder, directeur de l'International News Safety Institute</i>	51
Chapitre 8: Échos des guerres de la drogue: Protéger les reporters dans les zones dangereuses <i>Juliana Cano, directrice de la Fondation colombienne pour la liberté de la presse (FLIP)</i>	57
Chapitre 9: On met trop l'accent sur la technologie... Aider les médias, sans oublier les journalistes <i>Aidan White, Secrétaire Général, Fédération internationale des journalistes</i>	61
INTRODUCTION À LA QUATRIÈME PARTIE: Renforcer les capacités et la culture journalistique	67
Chapitre 10: Asie centrale et Caucase Sud: L'union des journalistes face à la répression dirigée contre les médias <i>Azer H. Hasret, président du Réseau d'Asie centrale et du Caucase Sud pour la liberté d'expression</i>	69

Chapitre 11: Renforcer les médias en Indonésie et au Timor oriental: Les défis de la liberté en Asie du Sud-Est <i>Kavi Chongkittavorn, président de l'Alliance de la presse de l'Asie du Sud-Est</i>	73
Chapitre 12: Situation catastrophique pour les médias au Libéria et en Sierra Leone: Les journalistes d'Afrique de l'Ouest attendent une aide rapide <i>Edetaen Ojo, vice-président de la Fondation pour les médias d'Afrique de l'Ouest</i>	75
Chapitre 13: Pourquoi les donateurs doivent-ils coordonner leur action: Les programmes de développement des médias ont besoin d'une vision à long terme <i>Lena Johansson, responsable de la Division de la culture et des médias, Agence suédoise de coopération internationale au développement</i>	77
INTRODUCTION À LA CINQUIÈME PARTIE: Des conditions difficiles pour les médias indépendants	79
Chapitre 14: Les barons sont revenus aux affaires: La lutte pour le pouvoir dans les médias des Balkans <i>Nebojsa Spaic, directeur du Centre des médias de Belgrade</i>	81
Chapitre 15: Quantité plus que qualité: un dilemme balkanique: Des médias trop nombreux qui se disputent un public albanais fort réduit <i>Remzi Lani, directeur de l'Institut albanais des médias</i>	83
Chapitre 16: La nouvelle Commission iraquienne des communications et des médias: Présent d'adieu ou cadeau empoisonné? <i>Roban Jayasekera, rédacteur en chef adjoint de Index on Censorship</i>	87
INTRODUCTION À LA SIXIÈME PARTIE: Nouvelles du front - trois épisodes	91
Chapitre 17: À Sarajevo, un journal en lutte contre les difficultés: Requiem pour un journal qui ne veut pas mourir <i>Gojko Beric, chroniqueur à Oslobodjenje</i>	93
Chapitre 18: Se tailler une part de marché en Sierra Leone: Comment un journal se débat pour se frayer la voie sur une route semée d'embûches <i>Kajsa Tornroth, Association mondiale des journaux</i>	99
Chapitre 19: Les journaux face aux pressions de l'Etat: Être toujours vif, réactif et proche du lecteur <i>Gwen Lister, rédacteur, The Namibian</i>	101
APPENDICES	109
Déclaration de Belgrade	109
Allocution d'Elisabeth Rehn, présidente de la Table de travail I du Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est	112
Allocution du Sous-Directeur général de l'UNESCO pour la communication et l'information, M. Abdul Waheed Khan	115
Cérémonie officielle de remise du Prix mondial de la liberté de la presse UNESCO/Guillermo Cano à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse, le 3 mai 2004, à Belgrade	118
Allocution prononcée par Miguel Sanchez lors de la réception, au nom de Raúl Rivero, du Prix mondial pour la liberté de la presse UNESCO/ Guillermo Cano	120



Préface

Abdul Waheed Khan
Sous Directeur général
pour la communication
et l'information
UNESCO

Fort de l'appui de l'Assemblée générale, le Secrétaire général de l'ONU, M. Kofi Annan, s'est engagé à faire passer l'Organisation d'une culture de réaction à une culture de prévention. Maintes et maintes fois, avait-il dit, on laisse les divergences dégénérer en différends et les différends dégénérer en conflits meurtriers qui engendrent la pauvreté, des souffrances parmi les populations et des dommages pour l'environnement partout où ils se produisent. Si l'on avait tenu compte des signes qui les annonçaient et prévenu les conflits qui ont éclaté depuis le début des années 90, des millions de vies auraient pu être sauvées et un nombre incalculable de milliards de dollars économisés.

Aucune culture de prévention ne saurait se passer de médias efficaces et démocratiques, qui sont du reste aussi tout à fait indispensables aux sociétés en marche vers la paix et la démocratie. Dans tout conflit, quel qu'en soit le stade, l'absence d'informations peut plonger les gens dans l'angoisse et le désespoir, et les rendre faciles à manipuler.

L'accès à l'information est favorable à la croissance économique mais aussi à la démocratie. Les sociétés sont plus fortes quand elles ont la capacité de prendre en connaissance de cause les décisions qui influenceront sur leur avenir et leur prospérité. C'est pourquoi la Déclaration du Millénaire des Nations Unies souligne la nécessité "d'assurer le droit des médias de jouer leur rôle essentiel et le droit du public à l'information".

En tant qu'institution spécialisée chef de file dans le domaine de la communication, l'UNESCO a une mission importante à remplir dans la lutte que les organismes des Nations Unies se sont engagés à mener contre la pauvreté et elle s'intéresse de plus en plus à la question de l'appui à apporter aux médias indépendants dont la contribution à la paix et à la prospérité est primordiale.

Voilà pourquoi la Journée mondiale de la liberté de la presse a été consacrée en 2004 au thème du "soutien aux médias dans les zones de conflit violent et dans les pays en transition". Le présent ouvrage propose diverses analyses sur ce thème, qui ont été présentées lors d'une conférence organisée à Belgrade sous l'égide de l'UNESCO pour célébrer cette Journée de la liberté de la presse. Elles passent en revue les dangers et les défis auxquels sont confrontés les moyens d'information indépendants, ainsi que les tentatives faites pour renforcer les capacités des diverses sources de nouvelles et d'informations afin qu'elles puissent réellement contribuer à l'édification de sociétés pacifiques et stables.

Le rôle vital des médias libres et indépendants

*Message de
M. Koïchiro Matsuura,
Directeur général de
l'UNESCO,
à l'occasion de la
Journée mondiale de
la liberté de la presse,
3 mai 2004*

En célébrant la Journée mondiale de la liberté de la presse, nous appelons l'attention de l'opinion sur le rôle vital que des médias libres, indépendants et pluralistes jouent dans le processus démocratique.

Il est essentiel, si l'on se soucie de transparence et de primauté du droit, que l'indépendance des médias soit respectée et que soit reconnu le droit fondamental de liberté de la presse inscrit à l'Article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Ces principes valent de manière égale pour les pays riches comme pour les pays pauvres, en temps de paix comme en temps de guerre.

Le thème de la Journée mondiale de la liberté de la presse est cette année "Les médias dans les zones de conflit et de postconflit et dans les pays en transition". Dans des situations de ce type, le travail que font les médias pour apporter des informations indépendantes et exactes peut contribuer considérablement aux processus de reconstruction et de réconciliation. Dans les périodes de troubles, de désordres et d'incertitudes, les gens ont particulièrement besoin d'informations dignes de foi : leur capacité à trouver des provisions, parfois leur sécurité personnelle, leur survie même peuvent en dépendre. Cependant, ils considèrent en général que la plupart des informations transmises par les médias sont de la propagande. Pour ces raisons, des médias indépendants et pluralistes sont particulièrement importants en temps de guerre, et ils restent au moins tout aussi essentiels pendant la phase d'après-conflit.

Le thème retenu pour cette année est d'une actualité tragique étant donné que les professionnels des médias en reportage dans les zones de conflits armés ont connu dans leurs rangs des morts et des blessés. Malheureusement, chaque année, plusieurs journalistes perdent la vie dans l'exercice de leur profession. Les autorités ont partout le devoir de respecter le droit des médias à travailler dans des conditions de sécurité raisonnables.

Trop souvent les guerres se perpétuent naturellement : un conflit en suscite un autre, entraînant inévitablement dans son sillage la mort, la pauvreté et la destruction. Des médias indépendants et pluralistes peuvent contribuer de façon significative à rompre ce cercle vicieux en permettant au dialogue de remplacer le conflit armé. Même quand il est passionné, le dialogue est essentiel pour jeter les bases de la réconciliation et de la reconstruction. Les médias peuvent fournir un espace indispensable où s'expriment des points de vue différents et où des informations de sources différentes s'offrent à l'examen de l'opinion.

De surcroît, la corrélation entre liberté de la presse et développement économique est chose désormais avérée. Il faut la garder présente à l'esprit à l'heure où la communauté internationale cherche à réaliser le programme ambitieux inscrit dans la Déclaration du Millénaire sous forme d'objectifs et de cibles. Une presse libre n'est pas un luxe que l'on réserve pour des temps meilleurs ; elle fait au contraire partie du processus même par lequel on parvient à ces temps meilleurs.

La liberté des médias est importante pour édifier des sociétés intégratrices, faire respecter les droits de l'homme, donner des moyens d'agir à la société civile et promouvoir le développement.

L'indépendance des médias ne repose pas seulement sur la capacité de particuliers à faire fonctionner des organes de presse ; elle suppose aussi un souci de respecter les normes professionnelles en matière de présentation de l'information. La formation des journalistes est essentielle dans les situations de postconflit, qui affectent plutôt les pays qui n'ont guère l'expérience de la liberté de la presse. Cette formation peut non seulement aider les nouveaux médias indépendants mais aussi contribuer à transformer des médias d'État en excellents médias de service public.

Tandis que nous célébrons la Journée mondiale de la liberté de la presse, nous devons réfléchir aux moyens de convaincre les gouvernements et autorités partout dans le monde de respecter la contribution essentielle des médias à l'édification d'une démocratie, d'un développement et d'une paix durables.

Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour donner aux journalistes autant de sécurité que possible dans l'exercice de leur profession. En cette Journée internationale de la liberté de la presse, faisons savoir l'importance que la liberté des médias revêt pour toutes les sociétés, et en particulier pour celles qui, sur une voie semée d'incertitudes, cheminent encore vers le rétablissement, la stabilité et la paix. Avant tout, rendons hommage aux hommes et femmes courageux qui nous apportent les nouvelles au mépris des risques et des dangers. C'est exactement dans la mesure où ils font librement leur métier que l'exercice des droits essentiels et libertés fondamentales peut se répandre.

Introduction

Une presse libre n'est pas un luxe

Barry James est journaliste basé à Paris. Il a travaillé pour plusieurs importants journaux et des agences de presse internationales, tels que le Buenos Aires Herald, le New York Herald Tribune, Le Times de Londres, l'United Press International, l'International Herald Tribune et l'Agence France Presse. Il est diplômé de l'Open University du Royaume-Uni et a enseigné le journalisme.

L'absence de liberté d'expression et de participation politique est à l'origine de bien des conflits dans le monde. L'expérience montre que des médias pluralistes et indépendants, en offrant un lieu de débat épargné par la violence, sont non seulement les garants de sociétés pacifiques et démocratiques, mais aussi un facteur essentiel de développement économique durable.

En revanche, utilisés abusivement pour amplifier des rumeurs, répandre de la propagande et inciter à la haine, ils ont un pouvoir extraordinaire pour exacerber les tensions et créer des conflits.

Les articles qui composent le présent ouvrage, tirés d'exposés présentés à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse à Belgrade, en mai 2004, analysent le problème des conflits violents et des moyens d'information et le rôle de ceux-ci dans la restauration de la paix et de la démocratie dans les pays en marche vers la stabilité ou la démocratie.

Dans un conflit, la vérité est toujours la première victime et les médias sont invariablement enrôlés comme défenseurs des parties en guerre. Après le conflit, le vainqueur est vraisemblablement si convaincu du bien-fondé de sa cause qu'il n'est pas disposé à tolérer des opinions opposées.

Pourtant, comme plusieurs auteurs de cet ouvrage le font observer, pendant comme après le conflit des informations exactes et non manipulées provenant de sources diverses sont aussi importantes qu'une assistance matérielle. C'est en effet ce que, dans les années 90, un grand nombre de sociétés ont reconnu en adoptant des lois sur la liberté de l'information.

Malheureusement, cette porte s'est refermée violemment, de sorte que transparence et liberté d'expression, attaquées de toutes parts, marquent un recul. Cette détérioration de la situation est en partie à mettre au compte de la prétendue guerre contre le terrorisme qui, interprétée au sens large, permet aux gouvernements de limiter l'accès à toutes sortes d'informations sans aucun lien avec la sécurité nationale - même si on peut faire valoir qu'une presse libre contribue à lutter contre la pauvreté, la désinformation et l'absence de débat public dont le terrorisme fait son miel.

D'après le dernier rapport Freedom House sur la liberté de la presse, le nombre de personnes vivant dans des pays où les médias opèrent sans entraves a baissé de 5 % au cours des deux dernières années et les démocraties pâtissent elles aussi de ce recul, alors que la liberté de la presse est une condition nécessaire d'une vie démocratique dynamique.

Médias: Prévention des conflits et reconstruction

Selon la directrice exécutive de Freedom House, Jennifer Windsor, “De moins en moins de gens dans le monde bénéficient d’un accès sans censure ni entrave à l’information concernant leur propre pays”. Une enquête analogue effectuée par Reporters sans frontières il y a deux ans est parvenue à la même conclusion : “la liberté est menacée partout”.

Cette constatation ne s’applique pas seulement aux pays en développement, où des médias dotés de maigres ressources luttent pour empêcher les gouvernements d’interdire le genre d’information que l’Occident considère comme allant de soi. Dans les pays industrialisés, les médias se soucient d’être des entreprises rentables et d’attirer le plus de lecteurs possible et cela aussi a eu un effet négatif. Selon Reporters sans frontières, dans le climat qui s’est établi après le 11 septembre, les États-Unis viennent après le Costa Rica en ce qui concerne la protection de la liberté de la presse, et l’Italie, en raison de la mainmise d’un seul homme politique sur les médias, se classe après le Bénin.

S’il a coûté très cher aux journalistes de certains pays d’avoir révélé la vérité, un petit nombre d’entre eux aux États-Unis ont trahi la profession, et même le vénérable New York Times a dû présenter des excuses pour s’être fait l’écho, sans songer à les mettre en doute, des raisons officielles de l’entrée en guerre contre l’Iraq. Il n’est, par conséquent, guère surprenant que, selon un sondage effectué par le First Amendment Center et l’American Journalism Review, les Américains n’aient pas une bonne opinion des médias et que plus de 60 % d’entre eux pensent qu’ils inventent tout simplement des histoires.

Comme le public juge les médias à la fois trop puissants et peu fiables, retrouver sa confiance est devenu une priorité. Par ailleurs, il serait illusoire de s’attendre à ce que les journalistes soient parfaits. Comme l’a dit Samuel Johnson, “Le journaliste trompera souvent, parce qu’il sera lui-même fréquemment abusé. Tout ce qu’il peut faire, c’est considérer attentivement et juger impartialement pour n’accepter sciemment aucune contrevérité et rétracter celle qu’il aurait admise par erreur”.

Pour mémoire, les pays les mieux placés, selon Reporters sans frontières, sont la Finlande, l’Islande, la Norvège et les Pays-Bas, suivis de près par le Canada, qui non seulement veillent scrupuleusement au respect de la liberté de la presse dans leurs propres sociétés, mais aussi luttent pour celle-ci ailleurs.

Ce qui fait le plus obstacle à la liberté d’expression est le terrible climat de danger et de crainte qui entoure les journalistes, menacés comme ils le sont par une foule hétéroclite de groupes armés, mafias, djihadistes, dirigeants paranoïaques, pseudo-démocrates, dictateurs militaires et dinosaures politiques cramponnés à leur pouvoir. Les journalistes sont plus que jamais en première ligne dans la lutte pour la démocratie et la transparence et ils sont de plus en plus nombreux à le payer de leur vie. Au cours de la dernière décennie, d’après le Committee to Protect Journalists, près de 350 reporters ont été tués en faisant leur travail. Paul Klebnikov, le rédacteur en chef du magazine *Forbes Russie* qui a été récemment assassiné à Moscou pour avoir rendu compte des liens entre la politique, les affaires et la criminalité en Russie, était l’une de ces nombreuses personnes qui ont été éliminées simplement pour avoir fait leur métier consciencieusement.

Comme lui, plus des trois quarts des journalistes qui ont perdu la vie pour faire leur travail ont été tués, non pas accidentellement lors d’un échange de coups de feu, mais “traqués et assassinés, souvent en représailles directes à leurs reportages”, indique le Committee to Protect Journalists. Les quatre pays les plus dangereux pour les journalistes sont l’Algérie, la Russie, la Colombie et l’Iraq.

Les attaques perpétrées contre des journalistes font rarement l’objet d’enquêtes et encore moins de sanctions. Le Comité n’a trouvé que 26 cas dans lesquels la ou les personnes qui avaient commandité ou exécuté l’assassinat d’un journaliste avaient été arrêtées ou poursuivies. L’Inter-American Press Association a précisé que les autorités n’avaient ordonné une enquête que pour 15 des 51 journalistes tués en Colombie au cours des dix dernières années. C’est cette impunité qui menace le plus la survie physique d’une presse libre là où elle est le plus nécessaire.

Dans de nombreuses régions du monde, surtout en Afrique, la liberté d’expression est gravement menacée par un autre phénomène : les lois qui criminalisent l’ “insulte” aux titulaires de fonctions officielles et qui protègent les dirigeants mégalomanes et corrompus contre toute critique et empêchent ainsi les journalistes de jouer leur rôle, essentiel à la démocratie, de censeurs du gouvernement. Même les pays qui se définissent eux-mêmes volontiers comme des démocraties ont adopté des lois qui interdisent de rendre compte de toute une

liste de sujets allant des activités du gouvernement à la vie privée des dirigeants.

Comme le juriste britannique Lord Denning l'a dit, "Il y a une grande leçon à tirer du XIXe siècle. C'est la liberté de la presse et plus particulièrement sa liberté de critiquer le gouvernement en place. Jusque-là, toute critique formulée à l'encontre du roi ou de ses ministres était considérée comme "libelle sédition".

La leçon mérite encore aujourd'hui d'être méditée dans de nombreux pays. Même aux États-Unis, avec leur Bill of Rights et leur Premier amendement, il n'y a pas si longtemps que la Cour suprême a fait sien l'opinion émise en 1776 par Jeremy Bentham, selon laquelle un gouvernement libre doit permettre aux "mécontents" de "partager leurs sentiments, concerter leurs plans et pratiquer toute forme d'opposition à l'exception de la révolte proprement dite, avant que le pouvoir exécutif puisse être en droit de les inquiéter". Une telle liberté d'expression survivra-t-elle aux futures versions du "Patriot Act" adoptée après le 11 septembre ? Cela reste à voir.

En fait, il ne faut pas oublier que la liberté de parole consiste, à tout le moins, à écouter ce que vos ennemis autant que vos amis ont à dire. Comme l'a dit Mike Godwin de l'Electronic Frontier Foundation, le Premier amendement "est destiné à protéger les propos offensants, parce qu'il ne vient à l'idée de personne d'interdire les autres".

Même lorsque la liberté des médias ne fait pas l'objet d'attaques directes, il y a de nombreuses façons plus subtiles, et quelquefois bien intentionnées, de censurer la libre circulation de l'information. Le "journalisme pour la paix" ou le journalisme pour le développement, par exemple, peuvent être louables en soi, mais en cherchant à imposer une vision extérieure des faits, il court le risque de nuire à l'objectivité. S'il est bon, le journalisme est aussi assez vigoureux pour se tenir tout seul sur ses jambes.

L'Article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme est succinct et clair :

"Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit".

Il n'y a absolument rien dans cette déclaration lapidaire qui puisse justifier ou excuser un journalisme au service d'autres intérêts ou une censure quelle qu'elle soit.

Une presse libre n'est pas confortable pour les dirigeants et les gouvernements, et elle n'a pas non plus à l'être. Dans un entretien accordé à l'Association mondiale des journaux, le Président du Brésil Luis Inácio (Lula) da Silva a déclaré : la liberté de l'information "est indispensable à la défense de l'intérêt public, comme au renforcement et à la consolidation de la démocratie". Pour lui, la transparence de l'information contribue à la lutte contre la corruption, "mais aussi à l'instauration d'une façon entièrement nouvelle de gouverner, plus efficace, plus morale et plus responsable".

Les gouvernements qui ne reconnaissent pas la nécessité de la liberté de la presse se font en fait beaucoup de tort. Pour citer Alvin Toffler, "au même titre qu'un bon système d'éducation, la liberté d'expression n'est plus une superfluité politique, mais une condition préalable de la compétitivité économique".

Pour James D. Wolfensohn, président du Groupe de la Banque mondiale, les médias jouent un rôle essentiel dans le progrès économique, la lutte contre la corruption, la correction du déséquilibre entre riches et pauvres et en fin de compte, la réduction de la pauvreté dans le monde. Tout l'intérêt de la liberté d'expression, selon le juge américain William Douglas, n'est pas d'assurer le confort des gouvernements et des élites, mais "de provoquer le débat. Elle répond peut-être le mieux à sa finalité ultime lorsqu'elle favorise l'agitation, suscite l'insatisfaction à l'égard de l'état des choses, ou même lorsqu'elle engendre la colère".

On peut se demander, par exemple, si certains pays (la Chine, notamment) se débattraient maintenant avec une épidémie de VIH/sida aussi grave s'ils avaient eu une presse libre pour porter le problème plus tôt à l'attention du public. Ou si le monde arabe n'aurait pas un niveau plus élevé de démocratie et de développement économique s'il acceptait plus facilement la libre circulation de l'information. En fait, selon le Programme des Nations Unies pour le développement, cinq fois plus de livres sont traduits en grec, qui est parlé par 11 millions de personnes, qu'en arabe, qui est la langue de plus de 280 millions d'individus.

Médias: Prévention des conflits et reconstruction

Un rapport de la Banque mondiale, *The right to tell - the role of the mass media in economic development* (Le droit de dire - le rôle des médias dans le développement économique), conteste l'idée que la liberté de la presse est un luxe dont on peut se passer tant que le développement économique n'est pas une réalité.

“Une presse libre n'est pas un luxe”, affirme Wolfensohn dans l'introduction du rapport. “Elle est au cœur d'un développement équitable. Les médias peuvent porter la corruption au grand jour. Ils peuvent exercer une surveillance sur la politique en maintenant l'action du gouvernement sous les feux des projecteurs. Ils se font l'écho d'opinions diverses sur la manière de gouverner et sur les réformes, et favorisent un consensus de l'opinion publique sur les changements nécessaires. Les médias contribuent à améliorer le jeu des marchés, du petit commerce maraîcher en Indonésie aux marchés mondiaux des devises et des capitaux de Londres et de New York. Ils peuvent faciliter les échanges commerciaux, en diffusant idées et innovations par-delà les frontières”.

Les retombées économiques de l'existence de médias libres et pluralistes sont explicitement reconnues au plus haut niveau international, même si nombre de pays signataires de la Déclaration universelle des droits de l'homme ne songent pas un instant à mettre son Article 19 en pratique.

“Aider tous les peuples du monde à communiquer fait partie intégrante des Objectifs du Millénaire pour le développement adoptés par les chefs d'État et de gouvernement lors du Sommet du Millénaire des Nations Unies qui s'est tenu en 2000”, a déclaré Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU. “Des médias libres et bien informés sont la pierre angulaire de la société de l'information et jouent un rôle essentiel lorsqu'il s'agit d'aider tous les peuples du monde à communiquer.”

Pourtant, n'y a-t-il pas une contradiction entre cette affirmation et la décision de tenir la prochaine session du Sommet mondial sur la société de l'information en Tunisie, pays où seuls des médias séniles sont autorisés, les journaux et les sites Web indépendants sont censurés et les journalistes qui défendent des vues opposées sont jetés en prison. La Tunisie est 127^e sur 149 sur la liste classant les pays selon le degré de liberté de la presse établie par Freedom House et 128^e sur 179 sur celle de Reporters sans frontières, et les grandes organisations mondiales de défense de la liberté de la presse ont adressé une lettre adressée au Secrétaire général pour lui demander de changer de lieu de réunion à moins que le gouvernement ne s'engage sincèrement à respecter l'Article 19.

Dans *The Elements of Journalism*, Bill Kovach et Tom Rosenstiel décrivent l'activité d'information comme une forme de cartographie moderne qui “dessine une carte pour permettre aux citoyens de s'y retrouver dans la société. C'est sa fonction et sa raison d'être économique”. Dans toute société, l'accès à des sources d'information indépendantes et multiples permet d'appréhender plus clairement les réalités. Sans information objective et librement accessible, les mensonges et les rumeurs prospèrent comme des champignons dans l'obscurité. La propagande ou la futilité ont le champ libre pour créer une image irréaliste du monde. Même les sociétés saturées d'information ont un besoin impérieux de distinguer le sensé de l'absurde, l'important du dérisoire et le vrai du faux.

Les médias jouent leur rôle non seulement quand ils réussissent le plan commercial, mais quand ils contribuent à l'existence d'une société civile dynamique, et tolérante, qui s'attache à favoriser le débat plutôt qu'à étouffer la contestation. La fonction des médias est d'informer, non pas de conformer, pour créer, selon les termes d'Adlai Stevenson, “une société où il n'est pas dangereux d'être impopulaire”.



Introduction à la première partie

En période de conflit, quel type de journalisme ?

Avant, pendant et après un conflit, les médias exercent, pour le meilleur ou pour le pire, un énorme pouvoir. Ils peuvent servir à attiser la haine (le Rwanda en est un exemple extrême), mais procurent également les informations et les nouvelles dont une démocratie a besoin pour fonctionner.

La mission du journaliste doit-elle être, alors, de promouvoir la paix, la démocratie et le développement ? Ronald Koven, du Comité mondial pour la liberté de la presse, s'oppose à ce que l'on charge les médias de responsabilités allant au-delà de leur tâche première, qui est d'informer. Liberté de la presse, dit-il, signifie liberté, pour les médias, de fixer leur propre ordre du jour. Ils s'acquittent au mieux de leur tâche lorsqu'on leur laisse la liberté de rendre compte des débats, tensions et contradictions qui agitent la société.

Andrew Pudephatt, d'Article 19, estime lui aussi que les journalistes devraient s'en tenir à leur rôle, qui est d'informer de manière impartiale, car en s'identifiant trop étroitement avec l'une des parties, et même avec les victimes, ils courent un risque. Leur tâche n'est pas de prendre parti, mais d'expliquer. Pour être sain, un environnement médiatique doit être pluriel, divers et apte à transmettre le plus large éventail possible de vues, d'informations et d'opinions émanant de la société. C'est pourquoi une loi garantissant la liberté d'expression est le point de départ obligé de toute stratégie qui viserait à instaurer une stabilité structurelle.

Après un conflit, cependant, dans une société privée d'institutions de base, le simple fait de libéraliser les médias a peu de chances de suffire. Pis : en l'absence d'une voix parlant pour l'ensemble du pays, une profusion de médias risque d'exacerber les divisions. Dans ce contexte, ajoute Pudephatt, il peut être nécessaire de transformer l'organisme de radiotélévision d'État en un véritable service public proposant à chaque membre de la société une couverture équilibrée et fiable de l'actualité.

Que les journalistes aient ou non le devoir de promouvoir la paix, Ylva Blondel, de l'Université d'Uppsala, estime que les médias locaux sont indispensables à la réconciliation et à la gestion à long terme des conflits.

La façon spectaculaire dont ils ont parfois attisé les conflits, ajoute-t-elle, montre aussi qu'ils peuvent énormément contribuer à promouvoir des objectifs plus constructifs et pacifiques.

Un antidote au discours de haine :

Le journalisme, pur et simple

CHAPITRE 1 La pratique du journalisme n'a besoin d'aucune justification. En tant que service à la société, le journalisme est sa propre justification. Il n'a nullement besoin de se parer d'adjectifs.

*Ronald Koven,
représentant pour
l'Europe du Comité
mondial pour
la liberté de la presse*

L'une des premières choses que l'on apprend dans le journalisme, c'est à éviter les expressions normatives ou qui portent un jugement, qu'il faut laisser les faits décrire la réalité sans l'embellir. Quel cas font de ce principe ceux qui tentent de créer de nouvelles formes de journalisme, en lui adjoignant un qualificatif, qu'il s'agisse de "journalisme pour la paix", de "journalisme pour le développement" ou de "journalisme civique" ? Quel mal y a-t-il donc à faire du journalisme pur et simple ?

Lors du vif débat sur le Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication, qui a failli anéantir l'UNESCO, il nous a été dit que nous devons pratiquer un "journalisme pour le développement". C'était là, en fait, une façon de décrire un journalisme acquis sans réserve aux gouvernements du tiers monde. C'était aussi une parfaite illustration de la façon dont des expressions qui sonnent bien peuvent désigner de manière codée des formes plus ou moins subtiles de censure.

Nous avons récemment eu, en Amérique, un débat similaire à propos d'un concept baptisé "journalisme civique", qui découlait de l'idée selon laquelle le public se détourne de la presse parce que celle-ci, en se concentrant sur les mauvaises nouvelles, est perçue comme trop négative. Cela peut, dans la pratique, être simplement une autre façon de dire que les médias d'information font leur travail de critique des autorités locales et nationales. Dans le contexte démocratique de la société des États-Unis, l'intention de ce nouveau "journalisme civique" était sans doute louable et son effet peut-être négligeable sur la fonction de surveillance dévolue à la presse. Les grands organes de presse de haute tenue appartenant au journalisme traditionnel ont, toutefois, rejeté l'idée.

Malgré les réserves qu'il avait suscitées aux États-Unis, le "journalisme civique" a été présenté à Prague, dans le milieu des années 90, lors d'une importante conférence parrainée par l'United States Information Agency. À l'issue de la première présentation de ce concept prétendument novateur, un ami roumain, journaliste chevronné, assis derrière moi, se pencha et me demanda : "Qui sont ces gens ? Des communistes ?" Non, ils n'étaient pas communistes, mais ils n'avaient pas pris la peine de se demander comment le message selon lequel la presse devrait davantage œuvrer à promouvoir les objectifs et les projets des autorités locales et nationales pourrait être perçu par les journalistes d'anciens pays communistes.

Médias: Prévention des conflits et reconstruction

Le problème, pour ces journalistes, consistait à prendre du recul par rapport aux sources du pouvoir dont ils venaient de se libérer - non à apprendre à partager leurs objectifs. Ainsi, lorsque j'entends parler de "journalisme pour la paix" ou du rôle imparti à la presse dans la "résolution des conflits" ou la "gestion des conflits", je ne peux m'empêcher de penser que c'est exactement comme cela que les censeurs du bloc soviétique aimaient à décrire leur façon de museler la presse. Ils avaient proposé maints textes juridiques et traités visant à écarter de la presse internationale les prétendus "bellicistes". L'expression "journalisme pour la paix" aurait sans doute été volontiers acceptée comme nom de code pour couvrir la campagne soviétique en faveur d'une censure internationale.

Lorsqu'on commence à poser en principe que la presse a pour fonction ou obligation, par exemple, de favoriser la cohésion et la solidarité sociales ou de réduire la pauvreté, où cela s'arrête-t-il ? Devons-nous exiger des journalistes qu'ils aient des diplômes de travailleurs sociaux ?

Pour que la démocratie fonctionne correctement, la société a besoin d'informations et de nouvelles. Elle a besoin d'espaces publics où elle puisse analyser, commenter et discuter l'actualité. Elle a besoin d'informations pratiques concernant, par exemple, la météo, les marchés et les services publics. Elle a également besoin des occasions de se distraire proposées même dans les médias sérieux. Ces fonctions traditionnelles de la presse sont plus qu'il ne faut pour occuper utilement des journalistes, sans y ajouter l'obligation de défendre de bonnes causes qui sont en fait le domaine des responsables politiques, des ministres de la foi, des champions de la moralité et d'autres personnalités pour qui le plaidoyer est un mode de vie - et qui veulent instrumentaliser les médias à leur profit.

Les médias doivent être libres de décider eux-mêmes du rôle qu'ils veulent jouer. Certains d'entre eux peuvent légitimement décider d'embrasser et de promouvoir de bonnes causes. Beaucoup le font. Cela, cependant, doit résulter de leur propre volonté et non leur être imposé par des forces extérieures au journalisme. Obliger les médias à œuvrer en faveur de buts particuliers revient à usurper leur libre choix, donc à nier la liberté de la presse.

Des choses aussi banales et évidentes devraient aller sans dire, mais les tentatives bien intentionnées d'assigner un rôle positif aux médias dissimulent souvent une volonté de les contraindre à faire diverses choses qu'ils n'ont pas choisies. Il n'y a là rien de nouveau ni d'inhabituel. C'est

une tentation constante de ceux qui défendent des causes dont ils sont sincèrement persuadés qu'elles visent au bien de l'humanité.

Il existe ainsi, parmi les organisations non gouvernementales humanitaires, un ressentiment constant à l'encontre de la presse, parce que celle-ci ne met pas automatiquement son espace et son temps à leur disposition pour promouvoir des objectifs tels que les droits de l'homme, la santé et l'harmonie sociale. Et lorsque la presse braque ses analyses ou ses critiques sur ceux qui poursuivent ces objectifs, peu d'ONG résistent à la tentation de crier à la trahison.

En cas de guerre ou de conflit, beaucoup n'essaient même pas de résister à la tentation de jeter dans le même sac une entité monolithique dénommée "les médias" et d'appeler de leurs vœux le contrôle et la censure d'une vaste catégorie baptisée "médias de la haine".

Peu prennent la peine d'opérer la nécessaire distinction entre des médias appelés à juste titre indépendants et les organes de propagande des parties aux conflits. L'une des personnes à avoir opéré cette distinction est Mark Thompson, dans son étude désormais classique de la Yougoslavie, *Forging War*. Bien entendu, des médias véritablement indépendants ont parfois des défaillances. Cependant, les campagnes systématiques et soutenues appelant à la discrimination ou à la violence ethnique ou raciale sont l'œuvre d'organes de propagande contrôlés ouvertement ou en secret par des forces politiques.

Lorsque vous gardez fermement cette distinction à l'esprit, vous ne risquez pas de confondre les médias d'information et leurs effets prétendus avec les officines de propagande qu'utilisent les décideurs politiques pour promouvoir leur politique. Nul n'a jamais songé à prétendre que pendant la deuxième guerre mondiale, l'Holocauste avait eu lieu à cause du ministre de la propagande Joseph Goebbels ou de Julius Streicher et de son journal haineux *Der Stürmer*. Nous savons très bien qu'ils n'étaient rien d'autre que des instruments politiques de Hitler et de Himmler. Pourquoi, alors, ne faisons-nous pas cette distinction aujourd'hui ? Pourquoi persistons-nous à tenter d'imputer à la presse la responsabilité des événements ? Se pourrait-il qu'il existe parmi nous des gens qui haïssent, consciemment ou non, la presse ?

Dans ce domaine comme dans tant d'autres, la maxime juridique anglo-saxonne selon laquelle "Hard cases

CHAPITRE 1 : Un antidote au discours de haine : Le journalisme, pur et simple

make bad law” (les cas difficiles ne font pas la bonne jurisprudence) s’applique également. On ne peut oublier les appels ciblés au massacre lancés au Rwanda par la *Radio des Mille Collines*. Nous savons maintenant que cette radio était en fait une arme de guerre utilisée par le président hutu contre les Tutsis. Le fait que c’était une station privée employant des journalistes professionnels n’y change rien. Vouloir fonder une législation internationale de la presse sur cet exemple singulièrement horrible dépasse l’entendement. Bien entendu, les appels très précis au massacre diffusés sur la *Radio des Mille Collines* sont des crimes contre l’humanité qu’il importe de poursuivre comme tels. Ce n’est parce que certains des auteurs étaient journalistes qu’il faudrait les poursuivre en tant que journalistes. Il faut les poursuivre en tant que criminels. Il n’est besoin, pour cela, d’aucune loi visant spécialement le journalisme.

Il a été affirmé, dans une intention louable, qu’il fallait combattre le “journalisme justicier”. L’exemple le plus souvent cité de ce type de journalisme est ce qui s’est passé au Kosovo après que les autorités serbes eurent été chassées de la province. On a évoqué, notamment, l’accusation lancée par le journal kosovar *Bota Sot* selon laquelle la nouvelle administration internationale employait des Serbes coupables d’exactions contre la population albanaise. Le journal cita nommément un chauffeur employé par les nouvelles autorités internationales. Deux semaines plus tard, il était assassiné. L’administration internationale accusa le journal d’avoir désigné la victime et d’être responsable de sa mort.

Que la publication du portrait et de l’adresse de cet homme équivalait à un appel au meurtre est un argument connu. Cette accusation, cependant, a été formulée bien après les faits. Lorsque les allégations concernant les faits de guerre du chauffeur ont été publiées, les nouvelles autorités n’ont rien fait - ni pour protéger l’homme en question, ni pour vérifier les accusations portées contre lui. Elles n’ont manifestement pas perçu le danger, ni le fait que les accusations pouvaient être graves. L’administration internationale n’a pas pu ou voulu assumer ses responsabilités et a préféré accuser un journal d’irresponsabilité. J’ai du mal, pourtant, à accepter l’opinion selon laquelle il ne méritait pas d’être signalé dans la presse qu’une nouvelle administration internationale censée remédier aux exactions passées embauchait peut-être des personnes mêlées à ces mêmes exactions. Le journal aurait-il dû passer sous silence cette information ?

Des censeurs en puissance nous disent, avec les meilleures intentions du monde, que les médias qui se font l’écho de griefs sont des “médias de la haine” qu’il faudrait réprimer. Nous suivons, en matière de presse, des codes internationaux qui continuent de peser sur des sociétés psychologiquement ébranlées, auxquelles on dit que la presse ne doit pas évoquer les horreurs du passé. En Bosnie, les rédacteurs des principaux organes de presse continuent de se sentir soumis à une censure internationale.

En fait, une certaine dose de tolérance de l’excès peut être salutaire. Prenez ce qui s’est passé en Roumanie, où, après la chute du régime Ceausescu, des fonds de la police secrète ont été utilisés pour lancer un hebdomadaire plein de hargne baptisé *Romania Mare* - Grande Roumanie. Ce journal déversait sa haine sur les minorités hongroise, allemande, juive et rom du pays. Il avait, avec 500.000 exemplaires, le tirage le plus important du pays. Rapidement, cependant, l’attrait de la nouveauté et de la provocation s’amenuisa et le tirage chuta à 50.000 exemplaires. C’est exactement ce qui se produisit avec la libéralisation des publications pornographiques au Danemark et en Espagne, qui connurent d’abord des tirages énormes, puis retombèrent à des tirages relativement modestes. Même si c’est un cliché, l’attrait du fruit interdit n’en est pas moins une réalité.

Si nous prônons un “journalisme pour la paix”, qu’est-ce qui interdirait, en principe, un “journalisme pour la guerre” ? Lorsqu’on laisse aux journalistes la liberté de rendre compte des débats, tensions et contradictions qui caractérisent toute société libre, c’est là qu’ils contribuent le mieux à l’hygiène sociale. Il ne faut pas laisser les haines et les frustrations couver dans l’ombre. La meilleure façon de s’en débarrasser, c’est de les mettre au jour. C’est ce que fait le journalisme pur et simple, à la différence du journalisme bâtard que prescrivent les charlatans.

Faire de la radiotélévision publique un véritable service public

CHAPITRE 2 Chaque fois que nous ouvrons un journal ou regardons un bulletin d'informations télévisé, nous sommes confrontés à l'un des problèmes les plus insolubles du monde moderne : la persistance de conflits internes de longue durée.

Andrew Pudephatt,
directeur exécutif
d'Article 19 Ce défi pour le XXI^e siècle est la résultante de forces très diverses : les pressions qui s'exercent à l'échelle planétaire, l'exploitation inexorable des ressources faciles à extraire, la faiblesse ou l'écroulement des États, la pauvreté, les rivalités ethniques et l'héritage des politiques impériales ou de la guerre froide.

Si certains États en proie à des conflits sont des démocraties de longue date, nombreux sont ceux qui se caractérisent par l'absence d'une démocratie profondément enracinée, le manque d'institutions de gouvernement efficaces, une société civile qui ne donne guère de signes de bonne santé et de dynamisme et l'inexistence d'organes de presse ou de radiotélévision impartiaux et indépendants.

La seule manière, et la plus immédiate, de mettre fin à quelque conflit violent que ce soit est d'assurer la sécurité et la primauté du droit - au sens le plus large du terme - afin de garantir une stabilité suffisante à convaincre les populations que leurs vies ne sont plus menacées par la violence arbitraire.

La peur engendre la violence, et surmonter la peur qui pousse à la violence doit être le premier objectif de toute intervention internationale. La création d'institutions stables est essentielle. Il faut, pour cela, s'attaquer aux causes du conflit - en particulier lorsque celui-ci procède de l'exclusion ou de la subordination de certains groupes sociaux.

Dans toutes ces tâches - établir la sécurité, renforcer les institutions et s'attaquer aux inégalités -, les médias ont un rôle important à jouer. En définissant plus clairement leur rôle, on percevra mieux les principes d'une intervention utile qui pourrait être entreprise pour soutenir durablement les médias.

Le conflit en soi fait partie intégrante de toute société et ne peut être évité. C'est par le conflit que les divers intérêts d'une société parviennent à s'harmoniser. Dans une société stable et démocratique, ces conflits revêtent une forme non destructrice - concurrence entre les partis et les intérêts politiques, débat et discussions publiques, analyse quotidienne et critique de l'action du gouvernement. De tels conflits, loin de saper les structures fondamentales de l'État - administration publique, système juridique ou politique électorale - leur insufflent de la vie.

Médias: Prévention des conflits et reconstruction

Mais il en va tout autrement des conflits destructeurs et violents, qui affaiblissent le tissu même d'une société, sapent l'état de droit et la sécurité élémentaire, et engendrent un cercle vicieux dans lequel sont aspirés en nombre croissant les combattants nécessaires pour alimenter la crise.

Les médias offrent un champ de bataille sans danger qui peut être le théâtre de conflits non destructeurs, ce qui explique que l'existence de médias indépendants soit considérée depuis longtemps comme un élément essentiel de l'édification d'une société démocratique.

Des médias indépendants ont pour rôle essentiel de fournir de l'information, de surveiller le gouvernement, de passer au crible l'action des autres détenteurs de pouvoir et d'offrir une tribune au débat public concernant les choix auxquels la société est confrontée.

Dans les situations de postconflit, des médias indépendants peuvent jouer un rôle important dans la société en contribuant à transformer des conflits destructeurs en débats non destructeurs. Leur analyse des intérêts sous-jacents aux positions prises par les adversaires en présence peut jeter les bases d'un règlement du conflit grâce à l'identification d'un terrain commun - ou, à tout le moins, livrer les informations permettant à d'autres de le faire.

En donnant une voix aux minorités ou aux groupes vulnérables, ils peuvent permettre à ceux que des conflits destructeurs ont accablés de se faire entendre. La voix des femmes peut être particulièrement importante, car c'est souvent d'elles que viennent les principaux signes annonciateurs de l'imminence d'un conflit violent - et ce sont ordinairement elles qui, au lendemain du conflit, reconstruisent la paix.

Tout autant qu'ils peuvent les diaboliser et contribuer à la violence, les médias sont capables d'humaniser les adversaires après un conflit. Par les mots et les images, ils peuvent illustrer avec éloquence tout ce qu'une population a en commun.

Enfin, les médias ont un rôle important à jouer dans le suivi à des accords de paix. Ils peuvent faire en sorte que la nature de tout règlement fasse l'objet d'un débat public approprié et que ne reste pas l'apanage des élites politiques ou des "gens qui comptent". Leurs analyses contribuent à démontrer qu'un processus de paix ne doit

pas nécessairement susciter un surcroît de soupçon, de peur et d'instabilité, mais qu'il est authentiquement légitime. Elles confortent chez les lecteurs et les auditeurs la confiance dans la possibilité d'un changement et dans l'idée que les choses se passent différemment, non pas derrière des portes closes, mais en plein jour.

Il y a, bien sûr, des cas où cela ne fonctionne pas, des situations où les médias font un mauvais usage de leur rôle et prennent parti dans le conflit, exacerbant les tensions qui existent déjà. Il convient, évidemment, de s'assurer qu'ils ne sont pas le simple porte-voix de factions politiques (comme ils l'ont si souvent été lors du démantèlement violent de la Yougoslavie).

Il a souvent été dit que le journalisme doit promouvoir activement la paix, mais prendre parti dans un conflit est source de dangers pour les journalistes. Ceux-ci doivent se garder de s'identifier trop étroitement à quelque camp que ce soit - fût-ce celui des victimes apparentes.

Les groupes paramilitaires modernes sont parvenus à un très haut degré de raffinement médiatique et utiliseront tous les moyens pour servir leurs intérêts. Même le "journalisme pour la paix" élude la question de savoir de quelle paix il s'agit, et quels intérêts elle sert. L'indépendance des médias - à l'égard de quelque intérêt politique que ce soit, y compris la communauté internationale - est vitale pour leur faculté de contribuer à la stabilité d'une société en situation de postconflit.

Le point de départ de toute stratégie à long terme visant à assurer aux médias une stabilité structurelle est une loi garantissant la liberté d'expression. Toute loi de cette nature doit reposer sur les normes internationales pertinentes, dont la plus importante est l'Article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui garantit le droit à la liberté d'expression dans les termes suivants :

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

D'autres garanties importantes de la liberté d'expression figurent dans les trois principaux systèmes régionaux de protection des droits de l'homme, notamment dans l'article 10 de la Convention européenne de sauvegarde

CHAPITRE 2 : Au lendemain des conflits : Faire de la radiotélévision publique un véritable service public

des droits de l'homme et des libertés fondamentales, l'article 13 de la Convention américaine relative aux droits de l'homme et l'article 9 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples. La Cour européenne des droits de l'homme a déclaré :

La liberté d'expression constitue l'un des fondements essentiels [d'une] société [démocratique], l'une des conditions primordiales de son progrès et de l'épanouissement de chacun. (...) elle vaut non seulement pour les "informations" ou "idées" accueillies avec faveur ou considérées comme inoffensives ou indifférentes, mais aussi pour celles qui heurtent, choquent ou inquiètent l'État ou une fraction quelconque de la population. Ainsi le veut le pluralisme, la tolérance et l'esprit d'ouverture sans lesquels il n'est pas de "société démocratique".

Ces normes internationales représentent le socle sur lequel peut s'appuyer la rédaction de lois garantissant la liberté d'expression. En indiquant clairement aux gens quels sont leurs droits, elles précisent aussi les obligations des responsables de l'administration publique. Cette clarté concourt grandement à la fonction de surveillance qui incombe aux médias et à la société civile en fournissant des repères permettant de mesurer les progrès accomplis.

Dans des situations où il n'y a aucun espoir de mettre en place un système juridique qui fonctionne, ou lorsque l'autorité de l'État ne s'exerce pas sur la totalité du pays (l'Afghanistan en est un exemple flagrant), la liberté d'expression est encore plus vitale, même si elle ne repose pas sur un fondement juridique viable.

Dans de tels cas, le strict minimum qu'il convient de rappeler avec insistance est que le gouvernement (et tout organisme international exerçant une autorité politique) doit avoir en matière de médias une politique publique claire et respectueuse des normes internationales.

Toute administration publique devrait déclarer qu'elle respectera le droit à la liberté d'expression de l'ensemble de la population et reconnaîtra le rôle irremplaçable des médias dans la concrétisation de ce droit. Il doit être clair, dans une telle déclaration, que les relations avec les médias ne seront pas laissées à la discrétion du politique, mais qu'elles seront garanties, de préférence, par la loi, ou par des engagements sans ambiguïté des pouvoirs publics. Il en résulte une transparence qui est elle-même un premier pas important vers la reconnaissance de la primauté du droit. C'est une marque de respect envers un idéal qui serait que nul, quels que soient son pouvoir et

son autorité, ne soit au-dessus de la loi, et une illustration du fait qu'il est des principes que chacun doit observer. Il va de soi que certaines questions spécifiques peuvent nécessiter plus ample examen juridique. La plus évidente est celle du discours de haine et de l'incitation à la violence. Il s'agit là d'un problème difficile. Dans des sociétés instables en situation de postconflit, une telle incitation est porteuse de grands dangers potentiels, en ce qu'elle menace de relancer le conflit. Dans le même temps, des tentatives brutales de censure - en particulier de la part d'organisations internationales ou d'organismes nationaux dont l'autorité peut être contestée - risquent de donner à la haine des formes plus virulentes encore.

Parfois, les autorités au pouvoir estiment nécessaire de prendre des dispositions contre le discours de haine. Si tel est le cas, la rédaction d'un texte de loi répondant à l'objectif légitime d'endiguer la haine paraît être le moyen souhaitable. La loi doit être clairement et strictement définie, et administrée par un organe indépendant du gouvernement. Cet organe ne devrait pas agir d'une manière arbitraire ou discriminatoire et ses actions devraient comporter des garanties adéquates contre les abus, notamment un droit d'accès à une cour ou à un tribunal indépendant, s'il en existe. S'attaquer au discours de haine sans respecter ces principes peut induire le risque que les limitations édictées soient utilisées à mauvais escient, voire contre ceux qu'elles devraient protéger.

En principe, selon les rapporteurs spéciaux de la Conférence mondiale contre le racisme tenue en 2000, des déclarations véridiques ne devraient pas être pénalisées, et nul ne devrait être puni pour la diffusion d'un discours de haine, à moins que n'ait été démontrée une intention d'inciter à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence.

Selon les rapporteurs, le droit des journalistes de décider de la meilleure manière de communiquer au public des informations et des idées devrait être respecté, en particulier lorsqu'ils rendent compte du racisme ou de l'intolérance. Aucune censure préalable ne devrait s'exercer. Toute sanction imposée par un tribunal devrait se conformer strictement au principe de proportionnalité.

Un paysage médiatique sain se caractérise par la pluralité et la diversité et est en mesure de véhiculer la gamme la plus large possible d'idées, d'informations et d'opinions existant dans la société. L'étouffement d'intérêts ou d'idées recueillant une forte adhésion étant l'une des principales raisons pour lesquelles les conflits deviennent

Médias: Prévention des conflits et reconstruction

destructeurs, l'observation attentive de l'ensemble de l'environnement médiatique dans une situation d'après-conflit est riche d'enseignements. Il n'y a pas deux situations identiques.

L'histoire de chaque conflit façonnera l'environnement dans lequel les médias de l'après-conflit devront se développer. Il est possible, par exemple, que le paysage médiatique soit fragmenté et se caractérise par des positions politiques partisans - ce qui équivaut à un prolongement du conflit proprement dit. Le conflit peut, à l'inverse, avoir détruit un pouvoir politique hégémonique qui monopolisait l'information et les moyens d'expression, ne laissant subsister qu'une faible tradition de journalisme professionnel indépendant.

Des circonstances différentes exigent des approches différentes, mais il est des règles générales qui s'appliqueront à l'issue de tous les conflits. Il faut, en particulier, mettre en place un service public de radiotélévision en même temps qu'un secteur privé sain et dynamique. La libéralisation pure et simple du paysage médiatique a peu de chance de suffire.

La première et la plus élémentaire des tâches qu'incombent à toute administration dans une zone de postconflit est de s'assurer que la population peut recevoir des signaux de radio ou de télévision, ou, si la technologie le permet, avoir accès à l'Internet. La radiodiffusion est vitale, car elle est le vecteur grâce auquel les nouvelles et les autres formes de communication publique parviendront à la plupart des gens.

On peut laisser les médias imprimés se développer seuls, dans la mesure où le marché le permet, mais un juste équilibre entre la radiotélévision de service public et les intérêts strictement commerciaux exige l'intervention de l'État.

Une politique publique doit prendre pour point de départ la radiotélévision d'État existante. La plupart des sociétés ont, sous une forme ou une autre, une radiotélévision d'État, aussi discréditée puisse-t-elle être. Lorsque les ressources émanant de la communauté internationale et des investisseurs privés affluent dans un pays, contribuant à stimuler les médias privés, il importe de ne pas négliger la radiotélévision d'État mais, au contraire, d'engager le processus menant à sa transformation en un authentique service public.

Souvent, dans une société en situation de postconflit,

les politiques se bornent à permettre la plus grande appropriation privée possible des médias, au motif qu'elle permettrait d'entendre les voix les plus variées et les plus diverses. De nombreux décideurs internationaux considèrent simplement la radiotélévision d'État comme un problème à éliminer. Cependant, bâtir un service public de radiotélévision est l'une des tâches les plus importantes de la période d'après-conflit, pendant laquelle la profusion des médias et l'absence d'une voix qui soit celle de toute la nation peuvent exacerber les divisions de la société.

L'expérience montre que le meilleur moyen d'avoir des programmes qui informent, éduquent et manifestent la diversité des courants culturels et linguistiques (tous essentiels à la formation de l'identité nationale) est de créer un service public de radiotélévision efficace, exprimant une vision claire, bénéficiant du consensus national sur ses objectifs et d'une complète liberté à l'égard des ingérences politiques, et appliquant une stratégie de nature à attirer téléspectateurs et auditeurs.

Ses objectifs doivent être définis par la loi et consister, notamment, en une couverture complète et équilibrée de l'information et en un engagement à être au service de la totalité des régions, cultures et groupes linguistiques. La mise en place d'un tel service suppose un soutien à long terme, qui semble parfois défier la capacité d'attention de la communauté internationale.

Il convient qu'une instance de régulation indépendante, établie par la loi et hors d'atteinte des ingérences du gouvernement, attribue les fréquences aux opérateurs publics et privés de radiodiffusion et veille à ce que les besoins des minorités soient satisfaits. Ses membres doivent être choisis dans la transparence et être en mesure de rendre des comptes au grand public par l'intermédiaire du bras législatif de l'État.

Un service public de radiotélévision doit être subordonné à un organe directeur dont l'autonomie et l'indépendance sont garanties par la loi et qui est lui-même responsable devant un organe comprenant des représentants des différents partis ou devant l'assemblée législative, lorsqu'elle existe. L'organe directeur ne doit pas s'immiscer dans la gestion quotidienne de l'opérateur de radiodiffusion, mais désigner les directeurs de station au terme d'une sélection ouverte et transparente, et s'assurer que le mandat de service public est rempli.

La *Grundgesetz* (loi fondamentale) allemande, qui assigne

CHAPITRE 2 : Au lendemain des conflits : Faire de la radiotélévision publique un véritable service public

à tous les opérateurs de radiodiffusion une fonction de service public, est un autre modèle possible, qui pourrait convenir à une société très divisée, dans laquelle les médias ont été empoisonnés par un conflit, ou à une situation dans laquelle les recettes de l'État sont si maigres que celui-ci n'a pas de réelle possibilité de financer un service public de radiotélévision.

Dans une phase de postconflit, il est vital de conférer une légitimité à une voix nationale. Il est nécessaire qu'il y ait des bulletins d'information et des émissions que tous les membres de la société, indépendamment de leur position à l'égard du conflit, puissent regarder sans douter qu'ils bénéficient d'une couverture des événements impartiale et digne de foi. C'est la raison pour laquelle il importe de consulter les organes de surveillance des médias, les organisations de la société civile ou les partis politiques susceptibles de faire connaître leurs réactions aux radiodiffuseurs.

Le régulateur doit également assurer une concurrence loyale entre le radiodiffuseur public et les radios privées. Le système fiscal ne doit pas favoriser un opérateur plutôt qu'un autre et l'attribution de la publicité gouvernementale doit être strictement contrôlée pour que tous les médias en bénéficient équitablement. Le coût des licences ne doit jamais être si élevé qu'il favorise les entreprises les plus riches et les plus puissantes et toutes les mesures économiques qui ont une incidence sur les médias doivent être justes, transparentes et non discriminatoires.

Les journaux sont souvent soutenus par des groupes puissants - partis, factions et entreprises qui peuvent avoir été les premiers à pousser au conflit. Un bon service public de radiotélévision est un antidote à ces groupes, au même titre que la création d'un marché des médias privés, pour lequel une aide internationale sous forme de financement des coûts de démarrage, d'expertise professionnelle, voire d'équipement et de matériel, peut se révéler précieuse.

En revanche, le financement émanant de la communauté internationale doit éviter de se substituer au développement d'un marché national - en particulier parce que des médias financés par des donateurs internationaux peuvent manquer de la légitimité qui les rendrait authentiquement compétitifs. On peut adopter le modèle d'un fonds de développement des médias, administré par des professionnels locaux respectés, qui aurait pour objet de proposer des prêts à faible coût. Le soutien financier ne devrait pas être conditionné par

une ligne éditoriale particulière, mais il serait raisonnable d'imposer des conditions propres à encourager un journalisme professionnel impartial, en exigeant, par exemple, que les emplois ne soient pas l'apanage exclusif d'une ethnie ou d'une faction.

Une autre approche pourrait consister à mettre en place un holding à but non lucratif qui canaliserait les dons et prendrait des participations dans des entreprises de médias, ce qui lui permettrait de fournir des financements et de garantir l'indépendance éditoriale. Tous les profits pourraient servir à promouvoir au moyen de subventions et d'activités les objectifs de la liberté d'expression. Un bon modèle serait celui de la Stichting Democratie en Media issue en Hollande du journal d'opposition à l'occupation nazie qui paraissait clandestinement au cours de la seconde guerre mondiale.

Les lois posent les fondations d'une société démocratique. La réalité économique dessine la configuration générale des médias, à laquelle le régime de régulation peut apporter quelques retouches. Ni les unes ni les autres ne garantissent cependant un journalisme indépendant, impartial et professionnel.

D'importants efforts ont été consacrés, à l'échelle internationale, à tenter de construire une culture du journalisme professionnel dans des zones qui avaient connu des conflits. De nombreuses organisations internationales, dont la Fédération internationale des journalistes et l'Open Society Institute, soutiennent cette activité et les programmes qu'elles mettent en oeuvre sont bien connus.

Dans de nombreuses zones de conflit, des centres de médias ont été créés pour former les journalistes et leur apporter un soutien. L'expérience de nombreuses organisations non gouvernementales laisse penser qu'une telle formation devrait sensibiliser d'une manière générale à la démocratie et aux droits de l'homme, encourager une pensée et une analyse indépendantes, apprendre à mener des entretiens avec impartialité de manière à faire apparaître sous un jour humain toutes les parties d'un conflit, et diffuser les techniques du journalisme d'investigation.

Selon certaines organisations, les journalistes doivent promouvoir activement la paix, mais, aussi souhaitable que cela puisse sembler d'un point de vue général, cette idée exprime une position politique sous-jacente. Le

Médias: Prévention des conflits et reconstruction

rôle des journalistes n'est pas de prendre parti, mais d'expliquer. Le journalisme peut également faire fonction de terrain neutre sur lequel les différents groupes peuvent communiquer les uns avec les autres, et les médias peuvent jouer un rôle de sentinelle à l'égard d'un accord de paix, en particulier s'il a été négocié en secret.

Les zones de conflit sont des environnements très dangereux pour le personnel des organes d'information. La formation à la sécurité doit être prioritaire pour tout journaliste travaillant dans ces zones. Les journalistes internationaux sont souvent très bien équipés et protégés. Leurs collègues locaux sont plus vulnérables et leur sécurité doit faire l'objet d'une attention particulière.

Les combattants cherchent à n'importe quel prix une couverture médiatique favorable. Les journalistes seront confrontés à toutes sortes d'événements arrangés ou mis en scène à leur intention, raison pour laquelle ils doivent avoir des compétences en matière d'investigation. On les courtisera, on aura pour eux toutes les prévenances, et il est donc nécessaire qu'ils aient une profonde conscience des enjeux éthiques. Si tout le reste a échoué, ils seront menacés, voire tués. La formation est importante pour donner aux journalistes les moyens de faire face à cet environnement complexe et tendu, tout en enrichissant leur culture professionnelle générale.

Une association de journalistes indépendante liée à un groupe international respecté, comme la Fédération internationale des journalistes, peut assurer la défense directe de la profession, notamment en matière de rémunération et de conditions de travail. Parallèlement, des mesures doivent être prises pour favoriser le développement d'associations d'employeurs, liées à l'Association mondiale des journaux ou à l'Institut international de la presse, qui sont mieux placées que les gouvernements pour obtenir de leurs membres un comportement responsable. De telles associations peuvent créer un climat d'autorégulation, toujours préférable à une régulation imposée, parce qu'elle a toutes les chances d'être plus efficace (on se sent, en effet, plus engagé envers des valeurs librement choisies qu'envers des valeurs imposées) et parce qu'elle respecte l'indépendance éditoriale. Les associations professionnelles contribuent à diffuser les bonnes pratiques et exercent une pression sur leurs membres en faveur du respect de l'indépendance éditoriale, des normes applicables aux droits de l'homme et des valeurs démocratiques.

Les syndicats et les associations d'employeurs sont deux incarnations de la société civile, mais il y en a beaucoup d'autres. Ainsi, les femmes sont susceptibles de jouer un rôle clé dans la reconstruction d'une société ravagée par la guerre. Trop souvent, cependant, leur voix n'est pas entendue et leur expérience est ignorée. Les hommes en armes dominent la paix de la même manière qu'ils ont conduit la guerre.

Il convient donc de faire participer et de former les femmes à tous les niveaux des médias - pas seulement en leur offrant des postes de secrétaires, de chargées de recherches, voire de présentatrices, mais en leur permettant d'acquérir des compétences dans les domaines de la technique, de la production et de la rédaction.

Dans de nombreuses sociétés qui ont connu des conflits, le niveau d'alphabétisme des femmes sera inférieur à celui des hommes. En pareil cas, il convient de faire du soutien aux femmes de radio une priorité et de mettre sur pied des programmes bénéficiant réellement aux femmes.

Créer une société où le rôle des femmes soit plus équitable est l'un des principaux moyens d'éviter de futurs conflits. Donner aux femmes un accès aux médias, permettre à leur voix de s'y faire entendre, est essentiel pour parvenir à cet objectif.

Les points que j'ai esquissés - garanties juridiques et politiques, création d'un régulateur indépendant et d'un service public de radiotélévision - doivent être abordés dans le cadre même des pourparlers de paix. Il ne s'agit pas de suppléments facultatifs, mais de pierres angulaires du nouvel édifice social.

Les dispositions administratives permettant de gérer les interventions en période de postconflit doivent être revues. Souvent les institutions internationales ne sont pas en mesure de réagir rapidement. Les longs délais de nomination du personnel, l'attribution de rôles de premier plan à du personnel inexpérimenté et les rivalités nationales concourent à la confusion administrative. Il n'est guère possible de mener une action indépendante et la confusion peut être exploitée sans merci par des forces locales dépourvues de scrupules, au risque de jeter le discrédit sur l'intervention tout entière.

Le cœur du problème est la politisation des structures et du mode de nomination au sein des institutions

CHAPITRE 2 : Au lendemain des conflits : Faire de la radiotélévision publique un véritable service public

internationales, qui se traduit souvent par la nomination de certaines personnes à des postes clés pour des motifs étrangers au mérite. Dans des pays qui viennent de sortir d'un conflit, cette pratique peut se révéler désastreuse. Un personnel international inexpérimenté et arrogant est affecté dans ces pays, où il perçoit des rémunérations qui dépassent l'imagination de la communauté locale. Des jeunes gens sans aucune expérience en matière de création d'institutions viennent faire des cours magistraux à des communautés dans lesquelles les anciens sont respectés et la sagesse valorisée.

Une approche internationale plus systématique de la construction ou de la reconstruction du paysage médiatique dans les sociétés ayant vécu un conflit est nécessaire. Rien ne sert de promettre beaucoup d'argent pour la reconstruction si l'on doit passer, six mois plus tard, à une autre zone de conflit. L'édification d'institutions est un engagement à long terme et doit être abordé dans une atmosphère de réalisme sans passion.

Les organisations non gouvernementales et les organismes de médias ne sont pas à l'abri des critiques. Bien trop souvent, on assiste à une bousculade inconvenante, à une compétition pour les financements, laquelle, au bout du compte, fait apparaître la communauté internationale comme une puissance occupante permanente qui ne fait rien pour empêcher la démoralisation des communautés et l'institutionnalisation du crime et de la corruption.

Une organisation telle que l'UNESCO a un rôle crucial à jouer dans la mise en place d'un mécanisme de planification qui convienne aux interventions dans les phases de postconflit. Nombreux sont les gouvernements qui préféreront déboursier des fonds à titre bilatéral plutôt que de les confier à des institutions en qui ils n'ont pas confiance. Mais une volonté croissante se fait jour de réfléchir vigoureusement et en profondeur aux meilleurs moyens d'intervenir et à la manière la plus productive d'utiliser les ressources. L'UNESCO doit conduire ce débat et y voir une occasion de tirer la leçon des erreurs passées.

Il ne faut pas négliger le rôle des médias locaux pour désamorcer les conflits

CHAPITRE 3 Les progrès accélérés de la technologie et la révolution des communications ont fait des médias un élément omniprésent dans la vie quotidienne des sociétés industrialisées. D'aucuns estiment, par conséquent, que la révolution des technologies de l'information intervenue au cours des années 80 et 90 exigerait de redéfinir le concept de "guerre".

*Ylva I. Blondel,
Université d'Uppsala,
Département
de la recherche
sur la paix et les conflits*

Ni la mondialisation, ni l'euphorie et l'optimisme qui ont suivi la chute du Mur de Berlin n'ont conduit à l'élimination des conflits armés. Inversement, des conflits de types nouveaux sont apparus ou se sont intensifiés depuis la fin de la guerre froide.

Cela étant, des conceptions traditionnelles des conflits armés prédominent encore dans bien des cas chez les décideurs et imprègnent le droit international, tandis que le rôle complexe joué par les médias dans le cadre de conflits violents est souvent jugé normal, voire totalement négligé par la classe politique, l'armée et les chercheurs.

Alors que l'on continue d'assister à des transitions politiques violentes et que la portée et le nombre des interventions des médias ne cessent de croître, il devient résolument nécessaire de comprendre dans son ensemble le rôle des organes d'information dans les conflits et leur gestion.

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la plupart des conflits se sont produits à l'intérieur de frontières nationales dans le but de prendre le pouvoir plutôt que de conquérir des territoires. Il s'agissait de guerres civiles opposant en général l'État et des groupes très divers, allant des "combattants de la liberté" largement soutenus par l'opinion publique à un ensemble disparate de forces paramilitaires, seigneurs de la guerre, groupes criminels et mercenaires.

Ces conflits se caractérisent surtout par un fort déséquilibre, non seulement en termes de moyens matériels et militaires, mais également du point de vue de ressources non tangibles qui confèrent un pouvoir d'influence, comme la crédibilité et la légitimité.

Conquérir "le cœur et l'esprit" des populations est plus important que de conquérir des territoires. Dans la mesure où l'État détient presque toujours la supériorité militaire, les forces non gouvernementales auront pour leur part davantage recours à la guerre psychologique, qui consiste à influencer sur les comportements et les opinions.

On a coutume de penser que les modèles de transition démocratique réussie au sein desquels les médias ont joué un rôle positif fondamental, comme en Europe orientale et centrale à la fin de la guerre froide, sont applicables à d'autres régions.

Médias: Prévention des conflits et reconstruction

Or, le cas des pays actuellement en proie à des conflits est radicalement différent, en ce sens qu'ils connaissent une situation de précarité, qu'ils ont de faibles taux d'alphabétisme, qu'ils ne disposent que de rares sources d'information crédibles et n'ont pas de société civile unifiée consciente de son existence.

La plupart des recherches sur le rôle des médias dans les conflits ont été centrées sur les organes d'information internationaux ou occidentaux et relativement peu ont porté sur le rôle des médias locaux dans la gestion des conflits.

Il existe en effet une multitude d'études de cas et d'analyses concernant l'incidence des médias internationaux sur les décisions en matière de politiques et d'interventions. On citera à cet égard ce que l'on appelle "l'effet CNN", c'est-à-dire l'idée qu'en appelant particulièrement l'attention sur certaines situations les médias internationaux amènent les États à intervenir dans des conflits violents.

Mais très peu nombreux sont les conflits qui suscitent une telle attention. Pour que ce soit le cas, il faut en général qu'ils aient atteint un niveau de violence critique, ce qui amène à douter fortement de l'utilité des médias internationaux dans la prévention des conflits.

Les processus de paix se caractérisent en général par des séries interminables de réunions fastidieuses et, qui plus est, leur succès exige souvent qu'ils se déroulent dans le secret. Ce ne sont donc pas des sujets intéressants pour les télévisions internationales, qui tendent à donner la primeur aux situations d'échec.

Les budgets consacrés à des projets à long terme portant sur des conflits "oubliés" sont réorientés vers ceux qui privilégient les médias internationaux. C'est dans ce type de situations, où les donateurs se précipitent vers un même conflit, que les problèmes de coordination les plus importants se posent.

Les conflits politiques sont une composante normale de toutes les sociétés, mais des conflits ouverts et violents ne le sont pas - tout comme la pauvreté et les questions ethniques, ne sont pas, à elles seules, des causes suffisantes de déclenchement de conflit armé, contrairement à ce que l'on pense souvent.

Tous les conflits armés ont un point commun qui est : la violence. La violence qui détruit les peuples, les cultures,

les infrastructures et les biens matériels, et qui détruit la volonté politique, l'espoir et la confiance. C'est là que réside la cause véritable de la pauvreté et des souffrances humaines ainsi que de la stagnation du développement économique et social.

L'escalade de la violence est le produit d'un processus dynamique interactif. Ce processus n'est pas linéaire, mais oscille entre des situations de tension latente croissante, des conflits ouverts violents et des situations de postconflit.

On observe, pour chaque phase du processus, des niveaux différents de tension politique, d'insécurité et de risque de violence. C'est pourquoi la gestion des conflits doit être adaptée à chacun d'entre eux ainsi qu'à leurs diverses phases.

C'est aux sociétés qu'il incombe de gérer durablement les conflits. En cas d'affrontements ouverts, il est souvent extrêmement difficile aux médias de contribuer à leur gestion. En effet, lorsque la violence menace, peut-on rester toujours totalement impartial ? Quant aux journalistes, peuvent-ils rester indépendants lorsque leur sécurité est menacée ? Pour ces raisons, les initiatives visant à renforcer le rôle des médias dans la gestion des conflits ne concernent en général que les phases qui précèdent ou suivent la phase de violence proprement dite.

Du fait qu'ils mettent en jeu des sociétés tout entières et qu'ils ont des effets psychologiques profonds, les conflits internes sont plus difficiles à résoudre que les conflits inter-États, d'où la nécessité impérieuse de reconnaître et de prendre dûment en considération l'influence des médias sur les événements.

Bien que leur traitement par les médias donne souvent l'impression contraire, les conflits violents éclatent rarement de façon inopinée ou sans raison véritable. Pour gérer les conflits, il est par conséquent indispensable de bien connaître la structure politique, la composition et les mutations des sociétés en proie à des tensions.

Les cas du Rwanda et de l'ex-Yougoslavie illustrent la façon dont les médias peuvent être utilisés pour susciter des sentiments de menace et d'insécurité. Dans des situations d'insécurité contribuant à la vulnérabilité des populations, la capacité des médias d'amplifier les craintes et de les rendre plus pressantes est particulièrement importante. Dans ce type de situations, les médias

CHAPITRE 3 : L'attention se concentre sur les médias internationaux, mais ...

peuvent considérablement exacerber les peurs. Les médias d'envergure nationale sont plus à même que les organes d'informations internationaux de contribuer à la gestion de conflits, car ils font partie de la société locale et peuvent donc y jouer un rôle.

Le fait que les démocraties ne se fassent pas la guerre entre elles et qu'un système de gouvernement démocratique soit en mesure d'assurer des changements à la tête du pouvoir sans avoir recours à la violence conduit à conclure que la meilleure façon de prévenir les conflits armés, est de promouvoir la démocratie.

Au sein d'un système démocratique, on s'attend à ce que les médias contribuent fortement à encourager et garantir la transparence de l'action des pouvoirs publics. Ils fournissent en effet à la société des informations crédibles et pertinentes, permettant à chacun de prendre des décisions en toute connaissance de cause. Dans certaines des régions les plus pauvres du monde, il apparaît que les médias contribuent indéniablement, de par leur action positive et constructive, à l'instauration de la démocratie.

Le rôle spectaculaire que les médias ont joué dans l'escalade de conflits démontre également qu'ils ont tous les moyens de promouvoir la réalisation d'objectifs plus constructifs et pacifiques. Il est rare que des pays dotés d'une presse libre connaissent des conflits violents et la paralysie politique.

Mais les médias indépendants sont considérés comme un risque pour la sécurité par les États autoritaires, qui s'estiment menacés par la diffusion d'informations crédibles et dont l'élite peut difficilement concevoir d'abandonner une partie de son pouvoir. Dans ces États, les médias reflètent généralement la structure du pouvoir, les autorités disposant d'avantages importants à la différence de la société civile et des organisations regroupant des citoyens ordinaires.

S'agissant de prévenir durablement la violence, les médias ont un rôle capital à jouer, en tant que sources d'informations crédibles et que mécanismes reconnus d'autorégulation du système démocratique. Deux fonctions spécifiques des organes d'information peuvent apporter une contribution essentielle à la prévention des conflits et à la promotion de la démocratie. D'une part ils servent de moyens de communication entre les gouvernements élus et leurs électeurs et d'autre part, ils sont les gardiens de la transparence de l'action politique.

Les médias peuvent promouvoir la réconciliation et une gestion durable des conflits, de même que les progrès de la société. Ils ont les moyens de jouer un rôle constructif dans la prévention et la gestion des conflits dans la mesure où ils sont à même d'atteindre un large public et où ils contribuent au processus démocratique en diffusant des informations crédibles.

Il est important que les médias nationaux encouragent la tolérance et la recherche de solutions non violentes aux conflits à tous les niveaux. Ils pourraient ainsi faire pendant aux médias internationaux qui se concentrent sur des événements spectaculaires et négatifs et passent sous silence le contexte dans lequel ils se situent et les initiatives positives.

Pour que les médias puissent intervenir valablement et durablement dans la gestion des conflits, il est indispensable qu'ils soient crédibles, y compris aux yeux des populations locales. Dans une société sujette aux conflits, ils doivent, pour ce faire, posséder une bonne connaissance des structures politiques et accorder toute l'attention voulue à la dynamique politique et culturelle.



Introduction à la partie deux

Informer la population en période de crise

Disposer d'informations fiables est tout aussi important que de recevoir une aide matérielle durant un conflit violent et au lendemain de ce conflit. C'est important car, dans les zones de guerre, les théories du complot, les rumeurs et la propagande pullulent généralement et il faut les contrer. Une information franche et neutre est également indispensable si l'on veut que les organisations de secours obtiennent de la population locale le soutien et la confiance nécessaires. Il se peut que ces informations ne soient pas des "nouvelles" au sens strict du terme, mais elles n'en doivent pas moins être objectives et crédibles.

Donner la bonne information au bon moment a peut-être autant d'importance que fournir des secours, déclare Florian Westphal du Comité international de la Croix-Rouge.

Mais dans une société disloquée, les médias locaux peuvent tout simplement n'être pas à la hauteur de la tâche. Leur situation est parfois chaotique, leur infrastructure détruite, ou eux-mêmes peuvent avoir été discrédités pour avoir pris parti dans le conflit. Dans ce cas, dit Susan Manuel, les Nations Unies jugent nécessaire de mettre en place leurs propres moyens de communication lorsqu'elles entament une opération de maintien de la paix.

La radio, dit-elle, est le moyen le plus répandu, le plus efficace et financièrement le plus abordable de s'adapter aux conditions locales et de toucher des publics très divers. Avoir de la bonne musique est l'un des secrets pour attirer une large audience. Mais le principal objectif des stations de radiodiffusion gérées par l'ONU est de fournir des informations professionnelles et crédibles caractérisées par la transparence et l'équité, valeurs que professe l'Organisation.

Marco Domeniconi, de la Fondation Hironnelle, explique comment fonctionne une opération de radiodiffusion de l'ONU en République démocratique du Congo. Radio Okapi émet en cinq langues et couvre l'intégralité du territoire d'un vaste pays qui sort d'un conflit et où le principal est de persuader les ex-combattants de déposer les armes. Fournir des nouvelles exactes et responsables est un élément absolument indispensable du processus de paix.

À l'heure où les organisations humanitaires entrent en action, elles doivent donner ...

La bonne information au bon moment

CHAPITRE 4 J'essaie parfois d'imaginer quelle peut être la première impression des populations des zones de conflit lorsqu'elles voient les organisations humanitaires entrer en action. Beaucoup doivent éprouver un sentiment de soulagement en assistant à l'arrivée d'un complément d'aide.

*Par Florian Westphal,
Comité international
de la Croix-Rouge (CICR)*

Mais je suis persuadé que notre présence est également source de confusion. Après avoir connu la violence, le stress, la peur, la haine, le danger, le chaos et la pauvreté, les gens se trouvent brusquement confrontés à l'aspect le plus visible de notre travail : des armadas de camions et de 4 x 4, des avions, des entrepôts, des bureaux, des radio-téléphones et des antennes paraboliques, et le personnel qui va avec, dont des expatriés physiquement et culturellement différents des personnes au secours desquelles ils se portent.

De plus, nous venons en tant que représentants de nombreuses organisations différentes aux noms déconcertants, généralement une combinaison de lettres (CICR, IRC, MSF, PAM, HCR, etc.) et toutes sortes de logos, emblèmes et signes différents. Je pense qu'en notre qualité d'organisations humanitaires, il est de notre devoir envers les populations des zones en guerre de mettre fin à cette confusion et de simplement leur expliquer qui nous sommes, ce que nous allons faire et comment. Je suis intimement persuadé que c'est dans notre intérêt.

Le CICR travaille principalement dans des zones de conflit armé, mais pas toujours - j'ai pour l'essentiel acquis mon expérience sur le terrain dans la région orientale de la République démocratique du Congo et en Sierra Leone. Nous sommes à l'évidence une organisation non politique et non partisane. Notre objectif premier est d'offrir protection et assistance aux populations victimes de la guerre. Nous sommes indubitablement en faveur des tentatives visant à apporter aux conflits des solutions politiques et pacifiques. Cependant, les secours humanitaires doivent avoir leur place dans les zones en guerre, même là où aucun effort crédible n'est fait pour résoudre le conflit.

Si le CICR n'a pas de programmes permettant de soutenir activement les médias dans les zones de conflit, il a des contacts étroits et réguliers avec les médias et les journalistes locaux des pays où il travaille.

Trois raisons principales le poussent à tenter de faire comprendre ses objectifs, son identité et sa manière de travailler aux populations locales des zones en guerre. Nous voulons que les populations prennent conscience de l'aide que nous sommes en mesure de leur apporter. Nous voulons gagner leur confiance, qu'elles nous acceptent et nous soutiennent, cela améliorant d'ailleurs la sécurité de notre personnel et les chances de réussite de notre travail. Nous voulons en outre sensibiliser le public au droit humanitaire international, branche du droit international qui protège les victimes de conflits et impose des bornes dans la manière dont les guerres sont conduites.

Médias: Prévention des conflits et reconstruction

Face aux organisations de secours, les premières questions que se posent de nombreux habitants des zones en guerre sont : Pouvez-vous m'aider ? Pouvez-vous me montrer où trouver de l'eau, de la nourriture et un abri ou recevoir des soins ? Pouvez-vous m'aider à retrouver mon enfant perdu ou à entrer en contact avec des membres de ma famille pour leur dire que je vais bien ?

Les organisations humanitaires ont besoin de tous les moyens de communication disponibles pour répondre à ces questions. Les médias jouent un rôle crucial à cet égard. Des stations de radio, la télévision et les journaux locaux peuvent : donner des informations sur les lieux de distribution de nourriture ou les points où trouver de l'eau potable ; publier des listes ou des photographies d'enfants non accompagnés à la recherche de leur famille ; donner des conseils sur les moyens de prévenir les maladies grâce à des mesures élémentaires d'hygiène et d'assainissement. Au Libéria, par exemple, nous avons eu recours à des affiches apposées dans les lieux publics, ainsi qu'à la radio et à la télévision locales, pour aider à retrouver les familles d'enfants non accompagnés. Les médias locaux peuvent également sensibiliser la population au danger des mines et autres objets explosifs que la guerre laisse derrière elle.

Il ne suffit toutefois pas d'indiquer aux populations locales comment nous pouvons les aider. Nous devons aussi gagner leur confiance et leur soutien. Il est une question extrêmement importante que les gens se posent sans doute, bien qu'elle soit souvent négligée : qui êtes-vous donc vous autres, membres de la Croix-Rouge, des Nations Unies et des organisations non gouvernementales ? Que faites-vous ici et de quel droit y êtes-vous ? De quel côté êtes-vous dans cette guerre ? Quel est votre programme politique ?

Le fait qu'en notre qualité de membres d'organisations humanitaires nous ayons la conviction de travailler dans les zones de guerre pour les meilleures raisons du monde ne veut pas automatiquement dire que les personnes que nous sommes venus aider aient la même optique. Et pour être honnête, pourquoi le devraient-elles ? Pouvons-nous véritablement nous attendre à ce qu'elles nous acceptent sans se demander si les organisations humanitaires n'ont pas d'objectifs ou d'intérêts économiques ou politiques ? Dans beaucoup de zones en guerre, la population est absolument persuadée que des puissances étrangères participent activement au conflit et dans certains cas, en Afghanistan et au Congo pour ne nommer que deux pays, cela était vrai.

Pour rendre la situation encore plus confuse, des armées étrangères participent de plus en plus aux opérations de secours. Les populations concernées ont le droit de savoir quel type de relations existent entre les organisations humanitaires et les armées étrangères présentes dans leur pays. Travaillons-nous avec elles ou indépendamment ? Il est indubitablement dans l'intérêt du CICR d'expliquer clairement ces relations. Autrement, nous risquons d'être comptés parmi les ennemis par ceux qui s'opposent à une présence militaire étrangère.

Les spéculations sur des complots, les rumeurs et la propagande foisonnent habituellement dans les zones en guerre. Les habitants n'ont guère de moyens d'en contrôler la véracité et croient facilement aux rumeurs. Même si les allégations contre les organisations humanitaires n'ont aucun fondement réel, cela ne signifie pas que nous pouvons nous permettre de les ignorer.

Les populations victimes de la guerre doutent souvent que des organisations étrangères comme la Croix-Rouge puissent véritablement être neutres. En Sierra Leone, les habitants avaient le plus grand mal à accepter les proclamations de neutralité compte tenu des atrocités commises par les deux parties au conflit. Les organisations humanitaires doivent ouvertement affronter ces doutes et en discuter. Il faut expliquer que la neutralité n'est pas synonyme d'indifférence à la souffrance mais plutôt un moyen pour parvenir à une fin, une façon d'agir qui permet d'aider ceux qui souffrent des atrocités de la guerre.

La Croix-Rouge s'efforce à la transparence face aux populations locales afin d'améliorer sa propre sécurité. En tant qu'organisation travaillant en général sans protection armée, nous ne pouvons être en sécurité dans des zones de conflit que si notre identité et nos activités sont acceptées. C'est particulièrement vrai vis-à-vis des protagonistes eux-mêmes, soldats ou combattants rebelles et leurs chefs politiques, et un sérieux problème se pose quand l'une des parties au conflit est à peu près inconnue ou quand il n'a tout simplement pas été possible d'entrer en communication avec elle.

Informé les populations des zones de conflit peut aider à nous faire accepter et à ce qu'on nous fasse confiance et contribuer à notre sécurité, et par conséquent nous permettre de faire notre travail. Cependant, informer simplement les gens n'est pas suffisant, car c'est pour l'essentiel une démarche à sens unique. Au lieu de cela,

CHAPITRE 4 : À l'heure où les organisations humanitaires entrent en action, elles doivent donner ...

en tant qu'organisations humanitaires nous devrions être prêts à vraiment communiquer, à écouter, à être ouverts à tous ceux qui ont des suggestions, des questions, des doutes ou des critiques. L'organisation doit pour cela être prête à apprendre, s'efforcer constamment de mieux comprendre l'environnement dans lequel elle travaille. Le CICR et d'autres ont encore beaucoup à faire à cet égard.

Nous devons également sensibiliser les populations au droit humanitaire international. Dans l'idéal, nous aimerions influencer sur le comportement des combattants et tenter de faire en sorte qu'ils connaissent l'existence d'une branche du droit qui leur impose de respecter les civils et de traiter les blessés et les ennemis prisonniers avec dignité. Les combattants ne peuvent agir conformément à la loi que s'ils en connaissent la teneur. Beaucoup sont étonnamment ignorants des obligations qui leur incombent. Quant aux civils, ils ne peuvent insister pour faire valoir leurs droits que s'ils les connaissent.

Ces questions juridiques sont directement liées à la réalité sur le terrain. En Haïti, par exemple, les combattants attaquaient régulièrement des hôpitaux arborant le drapeau de la Croix-Rouge, incontestable violation du droit, mais aussi grave préoccupation humanitaire. Entre autres méthodes utilisées pour régler ce problème, on a eu recours à des messages radio informant les populations locales qu'il importait de laisser les blessés avoir accès aux soins et que l'emblème de la Croix-Rouge était un signe de protection des installations médicales.

Le rôle des médias locaux est essentiel pour faire passer ce type de message. Dans de nombreux pays, nous essayons d'encourager des spécialistes locaux à voir s'il est possible d'adapter le langage austère du droit international à leur environnement. Dans la plupart des cultures, les grands principes - ne pas attaquer délibérément des civils, par exemple, ou ne pas prendre pour cible des sites religieux - sont connus depuis des siècles et peut-être suffit-il simplement de les rappeler. En Somalie, le CICR et le Croissant-Rouge somalien expliquent le droit en établissant des parallèles avec des règles locales de la guerre d'origine très ancienne ou par référence à des histoires traditionnelles aux personnages bien connus. L'un des moyens les plus efficaces du CICR pour sensibiliser le public au droit humanitaire international est de renforcer les capacités des services de communication des sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge dans les zones de conflit.

Nous savons, bien entendu, qu'il ne suffit pas d'informer les combattants du comportement qu'ils devraient avoir pour qu'ils obéissent automatiquement aux règles. Le lien entre information, savoir et changement de comportement est beaucoup plus complexe. Cependant, une fois informés du contenu de la loi, les combattants ne peuvent plus plaider l'ignorance et peuvent être tenus pour responsables de leurs actes.

Par la voix des médias locaux, il nous est possible non seulement d'expliquer nos activités et nos méthodes aux populations des zones de conflit, mais également d'écouter leurs préoccupations et de répondre à leurs doutes. Chaque fois que possible, des débats, tribunes ou émissions avec appels téléphoniques d'auditeurs ou téléspectateurs devraient faire partie de la stratégie, car ils offrent effectivement aux gens la possibilité d'exprimer leur opinion et de poser directement des questions. Certaines organisations non gouvernementales ont apporté une contribution extrêmement importante dans ce domaine en lançant dans la zone des combats, par exemple en Sierra Leone, au Libéria ou en République démocratique du Congo, des projets médiatiques destinés à fournir une information impartiale tout en permettant aux gens les plus touchés par la guerre de faire entendre leur voix.

Dans de nombreuses parties du monde, les téléphones ou les connexions Internet sont rares et le public n'a par conséquent guère de possibilités de commenter les nouvelles apportées par les médias. Les organisations humanitaires doivent donc aussi trouver d'autres moyens d'entamer le dialogue avec les habitants des régions en guerre. À cette fin, le CICR travaille souvent avec les sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, s'efforce de multiplier les contacts directs avec ceux qui représentent et façonnent l'opinion publique comme les représentants communautaires, les parlementaires, les chefs traditionnels ou religieux, les organisations non gouvernementales locales et, bien sûr, les journalistes.

Un environnement médiatique relativement libre est souvent d'une importance cruciale lorsqu'il faut donner à la population locale des informations sur les problèmes et sur les organisations dans le domaine humanitaire. Dans de nombreux conflits, les médias sont souvent utilisés abusivement pour répandre la haine ou amplifier la logique de guerre. Il y a alors peu de place pour des informations visant essentiellement à aider des personnes

Médias: Prévention des conflits et reconstruction

de tous bords à régler leurs problèmes. Enfin, il convient de souligner que, pour le CICR, l'information du public est avant tout un moyen d'atteindre un objectif, un outil qui permet d'aider ceux auxquels le Comité est venu apporter assistance et protection. Le CICR renonce à la communication publique si cela risque de l'empêcher d'établir le contact avec les victimes des conflits armés. Je pense que d'autres organisations humanitaires se trouvent parfois dans une situation analogue. Il y a des limites à ce que le CICR peut dire en public pour la simple raison que le but de notre organisation n'est pas de faire la une du journal du lendemain, mais d'essayer d'aider là où c'est le plus nécessaire.

La communication avec la population locale doit être un élément clé de l'action de toute organisation humanitaire dans les zones de conflit. Donner la bonne information au bon moment est peut-être aussi important que de distribuer des secours. De plus, communiquer avec ceux qui souffrent de la guerre et agir vis-à-vis d'eux dans la transparence peut préparer le terrain et créer les conditions nécessaires pour que les organisations humanitaires puissent faire leur travail. Désormais, presque toutes les délégations du CICR emploient à cette fin du personnel spécialisé en matière de communication. Il reste néanmoins encore beaucoup à faire.

Au chevet de la vérité, première victime de la guerre

Comment l'ONU rétablit la communication au lendemain d'un conflit

CHAPITRE 5 On dit qu'en cas de guerre la vérité est toujours la première à succomber : selon les forces de maintien de la paix de l'ONU, au lendemain d'un conflit, assurer le rétablissement de la vérité est une tâche cruciale pour la construction d'une paix durable.

*Par Susan Manuel,
Département
de l'information
de l'ONU*

Lorsqu'une force de maintien de la paix est déployée au lendemain d'un conflit, les médias locaux sont souvent en plein chaos. Les infrastructures ont peut-être été détruites ; plus important encore, l'état de droit est affaibli, et ce qui reste du fonctionnement des médias est souvent inféodé aux diverses parties en conflit. Ou bien les médias sont eux-mêmes devenus des acteurs. Il faut absolument créer un environnement neutre dans lequel les médias pourront se reconstruire et redevenir des sources indépendantes et objectives d'information, mais cela ne se fait pas du jour au lendemain.

Souvent, dans les situations classiques d'après conflit, peu de gens comprennent le mandat souvent complexe ou vague du Conseil de sécurité qui leur a envoyé les Casques bleus. L'une des premières tâches de la mission de l'ONU est d'assurer que sa présence et son mandat sont bien compris, et d'engager la population locale dans le processus de paix.

Dès les missions d'évaluation envoyées sur place avant le déploiement d'une force de maintien de la paix, l'ONU doit définir le moyen de communication le plus efficace compte tenu de la situation locale et pour atteindre des auditoires variés. Il peut s'agir de populations rurales dispersées, de réfugiés et de personnes déplacées, d'anciens combattants, de médias et de leaders, ainsi que de destinataires extérieurs tels que les États donateurs, les voisins et autres capitales intéressées.

La façon de diffuser rapidement des informations exactes aux personnes touchées par le conflit et qui doivent mettre en œuvre un processus de paix a beaucoup évolué depuis les premières expériences des forces de maintien de la paix de l'ONU il y a 56 ans. Il y a actuellement une forte demande de missions de maintien de la paix par l'ONU, puisque 15 sont en cours et que de nouvelles opérations ont commencé ou sont sur le point de commencer en Haïti, au Soudan, au Burundi et peut-être en Iraq. Ces missions ont chacune des besoins extrêmement différents du point de vue de l'information et de la communication.

Depuis sa mission en Namibie à la fin des années 80, l'ONU utilise l'éducation civique et ses propres médias pour sensibiliser l'opinion publique à son mandat et au processus de paix.

Médias: Prévention des conflits et reconstruction

Les missions de l'ONU cherchent à se faire connaître en proposant des programmes aux stations de télévision et de radio, en utilisant des troupes de théâtre, en imprimant des panneaux, des affiches, des illustrés et des brochures, en créant des sites Web et en organisant des réunions dans les mairies. À plusieurs occasions, l'ONU a créé ses propres stations de radio.

La radio est le moyen de communication le plus courant, le plus efficace et le plus abordable dans les opérations de maintien de la paix. L'ONU dispose actuellement de ses propres stations de radio en République démocratique du Congo, en Sierra Leone et au Libéria, et prévoit d'en ouvrir d'autres en Côte d'Ivoire et au Soudan.

Toutefois, la décision de créer ou non une station de radiodiffusion peut prêter à controverse. Faut-il que l'ONU, qui ressemble parfois ou qui fonctionne comme un gouvernement, gère ses propres médias ? Les initiatives de maintien de la paix se déroulent toujours dans un souci maximum de transparence et d'honnêteté, les messages reposant sur les valeurs de l'ONU et le mandat de la mission. Mais les personnes extérieures, les concurrents et certains gouvernements ne sont pas toujours de cet avis. La mission de maintien de la paix en Éthiopie/Érythrée, par exemple, s'est trouvée dans la quasi-impossibilité d'obtenir l'approbation des autorités pour une quelconque programmation radio des Nations Unies en Éthiopie, et l'ONU n'a droit qu'à une heure d'antenne par mois à la radio érythréenne.

La Radio de l'UNTAC au Cambodge est encore considérée comme l'un des grands succès des opérations d'information de l'ONU. Cette radio était extrêmement populaire, en partie à cause de sa collection de musique cambodgienne, et aussi parce que c'était la seule source d'informations équilibrées sur les événements politiques qui ont abouti aux élections de mai 1993. Elle parlait également des violations des droits de l'homme, en particulier contre la minorité vietnamienne, que les autres médias cambodgiens n'osaient pas aborder.

L'opération de maintien de la paix au Cambodge, de 1992 à 1993, devait superviser l'administration du pays, dont quatre grandes factions, y compris le Gouvernement du Cambodge, essayaient d'obtenir la direction jusqu'aux élections administrées par l'ONU. Celle-ci s'est vu confier le contrôle direct de quatre domaines administratifs, y compris l'information. Pour l'essentiel, le "contrôle" était léger : des fonctionnaires de l'ONU avaient des contacts

réguliers avec les médias, le gouvernement et les partis politiques sur l'instauration d'un climat politique neutre et la promotion de la liberté de la presse. Une presse libre et florissante a vu le jour, et on a même enregistré une atténuation du langage de haine. Toutefois, les médias du gouvernement et des partis politiques ont continué à diffuser leurs informations partisans, sans tenir compte des voix de l'opposition et fermant les yeux sur la violence politique ou ethnique.

Bien que l'installation et les problèmes techniques aient retardé la diffusion complète de Radio UNTAC dans tout le pays jusqu'aux derniers jours avant les élections, celle-ci a eu une influence profonde sur le climat politique du pays et elle aurait contribué au taux de participation élevé à ces élections (plus de 90 %) en reprenant constamment le message de la mission "votre bulletin est secret". La radio a offert un accès libre et égal et le même temps de parole à chacun des 20 partis politiques.

À l'issue des élections, le régime de PM Hun Sen avait pris fin, et le fils du Prince Norodom Sihanouk, Ranariddh, en était sorti vainqueur. Hun Sen lança alors une violente campagne contre la radio, en prétendant que ses programmes menaçaient les valeurs familiales du Cambodge en permettant aux amoureux de se dédier mutuellement des chansons. La radio recevait de ses auditeurs jusqu'à 1.300 lettres par jour. Hun Sen a menacé de "faire disparaître" la station, et des troupes ghanéennes ont dû être déployées pour la défendre.

La station a survécu mais, lorsque la mission s'est achevée un peu plus tard en 1993, le studio a été démonté et expédié dans des caisses. L'ONU a décidé qu'elle avait besoin de cet équipement de plusieurs millions de dollars pour d'autres missions, en particulier dans l'ex-Yougoslavie. Les Cambodgiens n'étaient pas assez qualifiés pour continuer à s'en servir, et il n'y avait pas de plans de reprise.

Ce qu'il est convenu d'appeler le démembrement des actifs lorsque les missions s'achèvent a été critiqué par rapport à d'autres opérations de maintien de la paix déployées dans des pays ne disposant pas de moyens techniques suffisants. Toutefois, les stations de radio de l'ONU sont transitoires par définition : l'opération de maintien de la paix est censée donner aux médias locaux du temps et de l'espace pour se rétablir.

En tout cas, pour faciliter la transition après que

CHAPITRE 5 : Au chevet de la vérité, première victime de la guerre

l'indépendance a été déclarée au Timor oriental, en 2003, l'ONU a cédé sa radio populaire UNTAET (qui diffusait en quatre langues depuis 2000) au nouveau gouvernement, et c'est devenu la radio nationale du Timor-Leste. De même, l'ONU a prévu la cession de la radio populaire UNAMSIL à son départ de Sierra Leone.

Après le Cambodge, les stratégies efficaces, ainsi qu'une partie de l'équipement de pointe de Radio UNTAC, ont été réutilisées à Zagreb (Croatie) au début de 1994, où l'ONU a produit des dizaines de programmes de radio que bien peu d'auditeurs ont pu entendre.

À la différence du Cambodge où l'ONU avait un mandat de contrôle de l'information (et où l'État avait accordé à l'ONU l'autorisation d'installer une station de radio), la Croatie, la Bosnie-Herzégovine et la République fédérale de Yougoslavie étaient des pays souverains peu enclins à autoriser des fréquences pour une station de radio de l'ONU.

Des cassettes de programmes radio de l'ONU ont été consciencieusement envoyées à une multitude de stations dans toute l'ex-Yougoslavie, mais elles n'avaient aucune obligation de les utiliser. Toutefois, à Sarajevo, les fonctionnaires de l'ONU ont réussi à convaincre plusieurs stations de radio d'accepter des programmes des Nations Unies, au risque d'être la cible de tireurs embusqués lorsqu'ils livraient eux-mêmes les cassettes, jour après jour, et l'UNPROFOR a apporté son soutien à une radio d'étudiants bosniaques. Ce n'est que lorsque les Nations Unies ont eu le contrôle administratif de la partie est de la Slavonie (Croatie), en 1997, qu'elles ont réussi à diffuser largement leurs propres programmes.

La force de maintien de la paix au Kosovo, appelée UNMIK, est arrivée en juin 1999 avec des plans pour sa propre station de radio. Les producteurs de radio des Nations Unies ont commencé immédiatement à intervenir sur Radio Pristina (albanaise) et Radio Korona (serbe), en lançant des appels à la tolérance, à la modération et à la coopération avec la mission des Nations Unies.

La mission a pris le contrôle d'une petite station de télévision, gérée en juin-juillet 1999 par un seul Serbe isolé au 17^e étage de la tour Panorama, où les ascenseurs ne fonctionnaient plus. La scène des médias était en plein chaos, et c'était la ruée pour savoir qui hériterait des actifs de l'État serbe. L'Armée de libération du Kosovo a brièvement pris le contrôle de Radio/TV Pristina (RTP),

juste avant d'être expulsée par les troupes de la KFOR sous commandement de l'OTAN.

La mission des Nations Unies, la KFOR et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe ont alors supervisé un rétablissement plus pacifique de Radio-TV Kosovo (RTK), l'objectif étant de mettre en place une "radiotélévision indépendante de service public", initialement sous la direction de l'Union européenne de radiotélévision (UER), avec des fonds de plusieurs donateurs européens. Comme les émetteurs de télévision avaient été détruits par des bombardements de l'OTAN, l'UER diffusait par satellite, tandis que UNMIK TV lui fournissait des programmes hebdomadaires.

La nouvelle mission de maintien de la paix devait faire face au double défi de communiquer directement avec la population, forte de son autorité en tant qu'administration transitoire, tout en encourageant en parallèle le développement de médias indépendants et responsables.

Les plans de la mission des Nations Unies concernant sa propre station de radio se sont heurtés à l'opposition de l'OSCE et de l'USAID, notamment. Une radio des Nations Unies, selon ces organisations, allait à l'encontre des objectifs de création de médias locaux dans un cadre de libre-entreprise, et à l'opposé des plans de l'OSCE pour une radiotélévision de service public. Une radio des Nations Unies attirerait des journalistes à cause des salaires de l'ONU (ajustés sur les normes locales mais généralement bien plus élevés que le salaire des journalistes locaux) et elle diffuserait de la propagande, tels étaient les arguments. Les États-Unis apportaient aussi leur appui à plusieurs médias privés au Kosovo (le débat entre les Américains et l'Europe au sujet des médias publics ou privés s'est poursuivi pendant plusieurs années sur la question de savoir si la RTK, en tant que "service public de radiotélévision", devait s'autofinancer grâce à la publicité commerciale ou à une redevance payée par les téléspectateurs).

Le compromis a été Blue Sky Radio, créée en juillet 1999, par la Fondation Hironnelle, organisation de journalistes qui crée et gère des services de médias dans des zones de crise, et par la mission des Nations Unies. Cette radio diffusait des nouvelles et d'autres programmes en langues albanaise, serbo-croate et turque.

Hironnelle a recruté et formé une équipe de jeunes

Médias: Prévention des conflits et reconstruction

journalistes qui ont innové en termes de reportages objectifs dans un climat d'après-conflit, dans une zone qui restait divisée sur le plan ethnique, en particulier au niveau des médias locaux et régionaux. Blue Sky Radio a été intégrée dans la RTK trois mois plus tard. "UN Radio" avait son propre service qui diffusait sur Blue Sky un programme identifié comme celui de l'ONU, car Hirondelle insistait sur une rédaction indépendante.

Hirondelle est aussi le partenaire des Nations Unies pour Radio Okapi en République démocratique du Congo. Le contrat entre Hirondelle et l'ONU prévoit que le contrôle rédactionnel incombe à la mission d'observation de l'ONU appelée MONUC. Mais la directrice de l'information de la mission Patricia Tome écarte les préoccupations concernant la politique rédactionnelle de la station : "Le mot "indépendance" est sans objet et inapproprié. Les mots clés sont "professionnel" et "crédible"", dit-elle.

Les soldats de la force de maintien de la paix des Nations Unies sont arrivés en République démocratique du Congo en 1999 pour surveiller un cessez-le-feu précaire qui mettait un terme à 10 années de guerre et devait précéder l'unification d'un territoire fragmenté aussi vaste que l'Europe de l'Ouest, avec 45 millions d'habitants mais peu d'infrastructures. La mission s'est donc trouvée face à la tâche quasi impossible d'aider à la consolidation d'une nouvelle nation qui avait été grignotée par sept pays limitrophes. Le conflit avait fait des millions de morts et de personnes déplacées, et il n'y avait pas de routes nationales, ni de services postaux ou téléphoniques. Les médias avaient servi à diviser ou attiser la haine plutôt qu'à unir et informer.

Radio Okapi (d'après le nom d'un mammifère congolais) a commencé à émettre en février 2002 et, de manière à la fois symbolique et réelle, elle a réuni le pays grâce aux ondes radio.

Ici encore, la bonne musique a permis d'attirer les auditeurs, qui sont maintenant quelque 20 millions de Congolais. Mais en partenariat avec la Fondation Hirondelle, la station de radio a diffusé des informations équilibrées sur un immense territoire qui était désuni à tous égards.

Cette station de radio a recruté plus d'une centaine de journalistes congolais, les a aidés à rassembler de la musique, les a initiés aux nouvelles technologies et a défini une politique rédactionnelle. Diffusant en cinq

langues sur 14 fréquences FM, Radio Okapi donne des informations sur l'aide humanitaire, le processus de paix et d'autres questions, et elle fait participer les Congolais à des dialogues quotidiens à la radio. Le programme national d'Okapi repose sur les nouvelles collectées dans tout le pays et il est produit à Kinshasa, puis diffusé par satellite aux stations locales et aux studios régionaux (qui seront bientôt au nombre de 13) qui produisent aussi leurs propres programmes.

Pendant toute la fin des années 90, l'ONU a géré d'autres stations de radio - une en République centrafricaine, une autre au Rwanda après le génocide. Radio UNAMSIL en Sierra Leone a duré particulièrement longtemps et a été très populaire.

La force de maintien de la paix intitulée UNAMSIL, qui est arrivée en Sierra Leone en 1999, a dû décider comment communiquer avec une population dont 70 à 80 % était analphabète et facilement victime de la désinformation, dans un pays où les médias locaux étaient faibles, divisés et presque exclusivement basés dans la capitale, et où les moyens conventionnels de communication étaient pratiquement inexistant dans la plus grande partie du pays.

Les responsables de l'UNAMSIL ont réalisé qu'une radio émettant sur tout le territoire national serait d'une importance extrême comme source impartiale de nouvelles et comme moyen de faire connaître à toute la population le processus de paix, le désarmement, la démobilisation et la réintégration, la réconciliation et la justice, et les élections.

En deux ans, l'ONU a fait de Radio UNAMSIL la station de radio FM et ondes courtes la plus populaire, émettant en continu dans tout le pays, les nouvelles matinales étant les plus écoutées, et diffusant un programme toute la nuit. Elle émet en cinq langues et atteint environ 90 % de la population.

Radio UNAMSIL était la seule station à faire des reportages en temps réel sur les élections grâce à des reporters prépositionnés dans tout le pays, malgré de graves problèmes logistiques. L'ONU a appris que les investissements en matériel et le prépositionnement des émetteurs doivent se faire aussi tôt et aussi vite que possible. L'UNAMSIL a aussi été la première mission de maintien de la paix à lancer un programme de radio conçu, produit et diffusé par des enfants et des adolescents de

CHAPITRE 5 : Au chevet de la vérité, première victime de la guerre

5 à 18 ans pour aider à leur réinsertion après-guerre et contribuer à leur éducation et à leurs loisirs. Cette radio a formé des dizaines de jeunes aux métiers de producteurs et de reporters.

En de rares occasions, des incidents troublants ont aussi montré la portée et l'influence d'une radio de l'ONU : en août 1993, un radioreporter cambodgien à la voix douce a lu tranquillement une liste d'organisations et de politiciens que l'auteur d'une lettre avait accusés de tous les crimes - détruisant pratiquement en cinq minutes la réputation d'équité de la station et ses critères rigoureux (la station a rapidement diffusé un démenti). Une fois, sur Radio UNAMSIL, un commentateur des Nations Unies a déclaré par erreur que des rebelles marchaient sur Freetown, ce qui a provoqué une panique générale.

Lorsque l'ONU a pris le contrôle de la situation dans un Libéria livré au chaos en octobre 2003, les responsables de l'information ont tout de suite pensé à communiquer avec la population par radio pour expliquer l'arrivée d'une opération de maintien de la paix.

Un studio prêt à installer d'urgence a été envoyé d'une base logistique située à Brindisi (Italie) et du personnel au sol a passé quelques journées fébriles à essayer du matériel et à repérer des sites pour un relais optimal de signaux. Le premier jour du mandat, la radio de l'ONU a donné le signal de retransmission à toutes les radios de Monrovia, et toute la population de la zone de la capitale - c'est-à-dire environ un tiers de la population totale du Libéria - a pu suivre en direct l'arrivée du Représentant spécial de l'ONU, écouter son discours au peuple libérien et entendre le compte rendu des cérémonies donnant à des troupes de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest un mandat de force de maintien de la paix des Nations Unies.

La radio a continué à donner en direct le compte rendu de l'installation du gouvernement provisoire et autres événements clés. À la fin du mois et avec l'arrivée de matériel supplémentaire, Radio UNMIL a commencé à émettre régulièrement et ses programmes sont passés de deux heures à 24 heures par jour tout en étendant progressivement sa zone de couverture.

La décision de mettre en place une radio indépendante dépend de nombreux facteurs, y compris du mandat et de la portée de l'opération de maintien de la paix, de l'existence ou non de médias libres, indépendants et neutres et du taux d'alphabétisation du pays hôte.

Un autre facteur est la disponibilité de postes de radio dans la population. Des émeutes ont éclaté à l'extérieur d'entrepôts ruraux au Cambodge où étaient stockés des postes de radio usagés provenant du Japon avant même que l'on puisse les distribuer. En République démocratique du Congo, le personnel envoyé dans le pays pour distribuer des postes de radio a été attaqué et les efforts ont dû être abandonnés. Selon d'autres rapports, les postes de radio qui ont fait l'objet d'une distribution sont souvent cassés ou réutilisés pour en extraire des pièces détachées.

Comment une station de radio tient la population informée

Retour complexe à la normalité en République démocratique du Congo

CHAPITRE 6 Radio Okapi, seule station de radio de la République démocratique du Congo couvrant toutes les régions du pays, diffuse quotidiennement des émissions sur le processus de désarmement, démobilisation, rapatriement, réinsertion et réinstallation (DDRRR) des combattants étrangers et des groupes rebelles.

*Marco Domeniconi,
Fondation Hirondelle*

Dans ce processus, élément clé du mandat de la Mission d'observation des Nations Unies (MONUC) dans le pays, les médias jouent un rôle très important, voire crucial. D'après Sébastien Lapierre, chargé d'information de la MONUC et directeur de la station Radio Okapi à Bukavu, dans la province du Sud-Kivu, "plusieurs anciens combattants ont décidé de retourner au Rwanda avec leurs proches ou leur famille après avoir entendu évoquer, à la radio, le retour réussi d'un parent ou d'une connaissance".

Le mandat de la MONUC, instituée en 1999 par un accord conclu à Lusaka entre les belligérants, consistait initialement à surveiller le cessez-le-feu et le retrait des armées étrangères de la République démocratique du Congo.

Ayant accompli cela, la mission joue, depuis deux ans, un rôle moteur dans la tâche bien plus complexe consistant à désarmer et à rapatrier quelque 15.000 anciens combattants qui s'étaient révoltés, au Rwanda, au Burundi et en Ouganda, contre leurs gouvernements respectifs. Il est difficile de déterminer leur nombre exact, car les chiffres diffèrent d'une source à l'autre. Selon les estimations des autorités rwandaises, il y aurait au moins 30.000 rebelles.

Les gouvernements ayant élaboré des programmes de réinsertion et de réinstallation, le rôle de la MONUC consiste à sensibiliser les rebelles - principalement des Hutus rwandais et burundais - aux possibilités de retour qui leur sont offertes et à mettre en place la logistique nécessaire.

Selon Mamadou Bah, coordonnateur de l'équipe spéciale de la MONUC à Kinshasa, "s'ils continuent à rentrer chez eux au même rythme que ces derniers mois, à la fin de 2004 ces groupes ne menaceront plus le processus de paix".

Médias: Prévention des conflits et reconstruction

Près de 10.000 soldats, enfants soldats et leurs familles sont maintenant rentrés chez eux, principalement au Rwanda. Le succès de l'opération tient certainement beaucoup aux changements politiques survenus dans les différents pays et aux nouvelles relations qui se sont instaurées dans la région des Grands Lacs. C'est aussi le résultat du travail accompli par une unité de sensibilisation de l'ONU, qui utilise tous les moyens disponibles - radio, émetteurs mobiles, vidéo, dépliants, affiches, autocollants, site Internet et, au besoin, téléphones satellitaires - pour toucher le public. Cette unité rend compte des activités menées par la MONUC dans la région et son message est simple : "Retournez chez vous".

Ces activités ne pouvaient pas être modelées sur les opérations menées avec succès par l'ONU au Mozambique, en Sierra Leone ou au Guatemala. Elles devaient prendre en compte les particularités de la République démocratique du Congo, vaste pays pratiquement dépourvu de routes ou de moyens de communication et où l'insécurité règne dans de vastes régions.

Pour sensibiliser les groupes rebelles, l'information doit les atteindre où ils se trouvent - dans la brousse ou dans la forêt équatoriale. Elle doit se rapporter aux accords conclus par les différents gouvernements quant aux droits et devoirs des anciens combattants en matière de désarmement et de rapatriement. Elle doit aussi évoquer les possibilités qui s'offrent à ceux qui acceptent de déposer les armes dans le cadre du processus de DDRRR, le but étant d'encourager une prise de décision volontaire.

La tâche est très complexe. Il est difficile de localiser et d'approcher les combattants. Leur mode de vie nomade, leur comportement prédateur et leurs déplacements variant en fonction de l'aptitude des populations locales à les nourrir compliquent la situation. Les soldats se trouvent souvent dans des régions très isolées, inaccessibles par la route. On a par conséquent très rarement la possibilité de les informer individuellement.

Les rebelles, qui plus est, sont souvent étroitement contrôlés par leurs supérieurs militaires, qui manient la pression et la propagande. Certains des officiers sont accusés de crimes contre l'humanité et ne sont donc pas pressés de rentrer chez eux. D'autres préfèrent être des militaires clandestins au Congo plutôt que des civils anonymes au Rwanda. Les simples soldats sont donc toujours sur le pied de guerre et sont terrifiés à l'idée de rentrer chez eux, où "l'ennemi" règne. Pour faciliter le

rapatriement volontaire des rebelles rwandais, la MONUC produit une émission de radio quotidienne baptisée "Gutahuka", ce qui signifie "rentrez chez soi". Cette émission, diffusée deux fois par jour, s'adresse à la partie orientale du pays, où sont concentrés les rebelles.

Le programme mêle des histoires vécues, des récits d'anciens combattants rentrés chez eux, qui sont suivis jusqu'à leur village d'origine, et des messages de familles restées au pays, qui invitent les rebelles à surmonter leur peur et à rentrer. Il explique aussi les modalités pratiques du désarmement et du rapatriement.

Une équipe de production radio et vidéo de la MONUC, affectée à "Gutahuka", se rend régulièrement au Rwanda pour y rencontrer d'anciens rebelles rentrés dans ce pays et vivant dans des camps de transit ou de réinsertion. Il est souvent difficile, cependant, de montrer ces programmes dans les cantonnements de soldats tenus en otages par des commandants extrémistes.

Le programme de sensibilisation a été proposé à tous les médias congolais, avec des résultats mitigés. La presse nationale traverse une grave crise financière et la couverture géographique des stations de radio locales est très faible. Qui plus est, comme l'explique Immaculée Birhaheka, militante humanitaire à Goma, "les médias du pays se préoccupent peu d'une opération qui, selon eux, intéresse surtout la communauté internationale". Pourtant, ajoute-t-elle, "le problème concerne avant tout les Congolais, qui pâtissent de l'insécurité et continuent de faire les frais de guerres et d'invasions perpétrées par des combattants étrangers".

La seule station qui diffuse régulièrement le programme "Gutahuka" est Radio Okapi. D'après Richard Wyatt, coordonnateur de l'Union européenne pour la région des Grands Lacs, Radio Okapi joue un rôle positif parce qu'elle utilise les différentes langues comprises par son public. Selon lui, l'information diffusée est de qualité et le message parvient à ses destinataires.

Radio Okapi est un projet commun de la MONUC et de la Fondation Hirondelle, ONG suisse qui crée des médias dans les zones de crise ou de conflit (www.hirondelle.org). Lancée en février 2002 à l'issue des négociations politiques tenues à Sun City pour relancer le dialogue intercongolais, cette radio compte dix studios régionaux et émet en lingala, en swahili, en kikongo, en chiluba et en français sur la totalité du territoire congolais. Pour ce projet, la

CHAPITRE 6 : Comment une station de radio tient la population informée

Fondation Hironnelle reçoit des fonds de la Grande-Bretagne, des États-Unis, de la Suisse et des Pays-Bas. “La radio peut atteindre les soldats dans les zones les plus reculées et échappe facilement à la censure des officiers”, déclare Yvan Asselin, directeur canadien de Radio Okapi. L’objectif de celui-ci est de produire et de diffuser, au moyen de relais FM mobiles, des émissions centrées sur les besoins précis du public.

Pour étendre leur couverture, la MONUC a proposé les programmes “Gutahuka” à deux radiodiffuseurs internationaux, la BBC et la Voix de l’Amérique, qui émettent à destination de l’Afrique sur ondes courtes. La BBC n’a pas voulu prendre la responsabilité de diffuser un message sur lequel elle n’avait aucune prise. La Voix de l’Amérique s’est réservée la possibilité de diffuser des extraits d’interviews, mais non les programmes dans leur intégralité.

Selon Jean-Marie Etter, président de la Fondation Hironnelle, “Gutahuka” vise à sensibiliser la population et à lui proposer des informations sur divers services et des émissions de vulgarisation concernant les activités désignées par le sigle DDRRR. Cela n’empêche pas de donner des nouvelles exactes, mais l’intention diffère de celle d’un programme d’information classique, qui relate les faits sans chercher à susciter un type précis de comportement.

“Je pense qu’à longue échéance, dans les zones de conflit violent, les gens finiront par préférer une démarche “informative”, qui risque, à court terme, de produire de moins bons résultats, mais qui à long terme se révélera plus solide et renforcera davantage la confiance”, ajoute M. Etter.

Radio Okapi, néanmoins, informe de manière objective comme toute autre radio d’information. Ses journalistes racontent ce qu’ils ont vu dans l’Est du pays, où opèrent les bandes armées, et interrogent, à tous les niveaux, les personnes concernées. Ce traitement journalistique de l’information, qu’il soit positif ou négatif, est depuis le début l’une des priorités de la rédaction.

Radio Okapi comble, s’agissant du processus de rapatriement, les lacunes de l’information fournie en République démocratique du Congo et dans les pays voisins ou par les médias internationaux, qui se contentent généralement de rendre compte des conférences et communiqués de presse de la MONUC.

Il faut dire qu’en la matière, la politique d’information des Nations Unies est plutôt restrictive. Pour éviter toute fuite qui, si elle était exploitée par des intérêts partisans, risquerait de compromettre le bon déroulement des opérations, la MONUC n’informe généralement les médias que lorsque les négociations sont achevées ou quand les rapatriements ont été confirmés. Des visites sont alors organisées et la presse internationale conviée à l’aéroport de Kigali lorsque d’importants groupes de personnes sont rapatriés.

Cette politique d’information n’est pas toujours bien comprise par les Congolais, qui veulent que leur pays soit débarrassé des soldats étrangers afin qu’une reconstruction pacifique puisse débuter. C’est ainsi que la MONUC est souvent blâmée dans les médias congolais pour les retards du processus de DDRRR.

Comme le souligne, cependant, Mamadou Bah, coordonnateur sénégalais de la campagne de DDRRR, “il reste probablement, aujourd’hui, 5.000 combattants étrangers. Nombre d’entre eux partiront avant la fin de l’année, certains par leurs propres moyens. Les autres ne constitueront plus une menace et n’empêcheront pas que se tiennent des élections libres et transparentes”.

Les longues années de guerre et l’effondrement de l’État ont ravagé le Congo, où régnaient le pillage et la loi du plus fort. Le rapatriement des rebelles étrangers n’est qu’une facette du problème ; s’y ajoute la question explosive des milices et des groupes armés nationaux qui se sont emparés, économiquement et militairement, de zones entières du pays.

Le Gouvernement congolais a annoncé la formation d’une nouvelle armée unifiée. Espérant s’enrôler, de nombreux combattants préfèrent attendre sans déposer les armes. Afin de réinsérer les anciens combattants, mais aussi les personnes âgées, les invalides, les veuves de guerre et des milliers d’enfants soldats, il sera mis en œuvre, avec le soutien financier de la Banque mondiale, un programme national de démobilisation et de désarmement. À ces personnes, il faudra proposer des programmes d’assistance, d’instruction et de formation et aussi des perspectives d’emploi. Rendre compte de ce processus, telle est la difficile tâche qui incombe à la MONUC et aux médias du pays, qui doivent tous contribuer, par une information exacte et responsable, à la réussite d’un processus indispensable à un véritable retour à la paix.

Introduction à la troisième partie

Les journalistes dans la ligne de mire

Alors que la violence envers les journalistes est une menace majeure pour la liberté de la presse dans le monde, le nombre de reporters qui tombent sous les balles, les bombes ou les roquettes, sont victimes d'enlèvements ou de harcèlements qui ont une issue mortelle est en augmentation constante.

Rodney Pinder, de l'Institut international pour la sécurité de l'information (International News Safety Institute - INSI), évoque cette situation et dément l'image répandue dans de nombreux pays développés, d'une presse frivole et à scandale. En réalité, des milliers de journalistes courageux risquent leur vie pour mettre au grand jour ce qui se passe dans des endroits dangereux.

La guerre d'Iraq ne fait que souligner les dangers que courent les journalistes. Une armée capable de lire depuis l'espace les plaques d'immatriculation des voitures ne parvient pas à reconnaître un grand bâtiment qui sert de quartier général à des journalistes. Alors que l'INSI cherche à engager un dialogue avec les ministères de la défense pour éviter qu'il y ait, comme en Iraq, des victimes parmi le personnel des médias, Pinder souligne que les journalistes eux-mêmes doivent se préoccuper sérieusement de leur propre sécurité. Ce thème est repris par Juliana Cano, qui invite instamment les journalistes à repenser leur manière de travailler et à avoir avec leurs sources des contacts permettant de réduire leur exposition au danger.

Selon Juliana Cano, les journalistes ne sont pas encore conscients que la sécurité est un atout pour leur travail, et non un fardeau. Dans le même temps, les gouvernements ont l'obligation de faire en sorte qu'ils puissent mener à bien leur travail, qui est essentiel pour la société, sans être menacés ou agressés. L'impunité pour ceux qui agressent des journalistes est inacceptable.

Pour Aidan White, de la Fédération internationale des journalistes, l'aide accordée à la profession doit se concentrer davantage sur les journalistes et leurs besoins, et moins sur les infrastructures. Il est intolérable que ceux-ci soient pris pour cibles et leur sécurité menacée. Selon lui, le mépris du statut des journalistes est, dans le monde entier, largement répandu et profondément enraciné. Il ajoute cependant que la mise en place de l'INSI contribuera grandement à créer la confiance au sein de la profession.

Ils éclairent les zones d'ombre exposant faits et méfaits ...

Les journalistes payent très cher leur volonté d'informer

CHAPITRE 7 Les violences commises contre les journalistes représentent la plus grande menace pour la liberté de la presse dans le monde.

Rodney Pinder,
directeur de
l'International News
Safety Institute

Les actes de violence, la menace de violences ou le climat de violence entourant leur travail peuvent intimider ou effrayer les journalistes et, dans les cas les plus extrêmes, les réduire au silence pour toujours. À l'inverse, tout ce qui peut aider à protéger les journalistes dans les zones à risque facilite la libre circulation de l'information. Le nombre de journalistes victimes de leur courage a augmenté brutalement en 2003, en grande partie à cause de la guerre en Iraq qui est devenue le conflit le plus meurtrier de l'histoire moderne pour les professionnels des médias. En un peu plus d'un an à peine, ce conflit a coûté la vie à 38 d'entre eux ; 2 autres, portés disparus, sont vraisemblablement morts.

En dehors du théâtre d'opérations iraquien, des journalistes ou leurs collaborateurs ont été tués en 2003 dans les pays suivants : Côte d'Ivoire, Somalie, Cachemire, Palestine, Indonésie, Philippines, Inde, Congo, Guatemala, Népal, Colombie, Brésil et Russie. Ils ont été victimes de fusillades, d'attaques à la bombe ou à la roquette, ou enlevés puis assassinés. Certains sont morts dans des accidents de la route, d'autres ont été emportés par la maladie dans le cadre d'un conflit.

En Iraq - l'environnement aujourd'hui le plus dangereux de la planète - des journalistes qui n'ont pas froid aux yeux et leurs collaborateurs prennent quotidiennement des risques pour défendre la liberté de la presse. Ceux qui y ont laissé la vie venaient de différents pays : Allemagne, Argentine, Australie, Espagne, États-Unis, Iran, Iraq, Jordanie, Palestine, Royaume-Uni et Ukraine. Sept d'entre eux ont été tués par les forces américaines et quatre ont été victimes de tirs croisés entre des soldats américains et des éléments iraqiens. Quatre journalistes ont été tués par l'armée iraquienne pendant l'invasion du pays. Dix sont morts lors d'attentats suicides, dont neuf Iraquiens dans une explosion horrible survenue le 1er février.

Neuf journalistes sont tombés sous les balles de tireurs non identifiés, quatre sont morts dans des accidents de la route ou d'autres accidents et deux ont succombé à la maladie.

Bien évidemment, la mort de journalistes - hommes ou femmes - n'est que l'un des aspects de cette réalité sinistre. D'après les cas recensés en 2003 par le Committee to Protect Journalists, les médias ont été en butte à la répression dans 95 pays : outre l'élimination physique, l'agression ou l'emprisonnement de journalistes, les médias ont également été victimes de la censure et d'un harcèlement sur le plan juridique.

Médias: Prévention des conflits et reconstruction

Un tel bilan bat en brèche l'image, trop souvent répandue dans bon nombre de pays développés, d'une presse à sensation avide uniquement de fouiller les poubelles pour dévoiler les secrets sordides des soi-disant célébrités. C'est oublier un peu facilement le travail accompli par des milliers de journalistes honnêtes qui, partout dans le monde, s'attachent à faire la lumière sur les zones d'ombre et qui, trop souvent, payent de leur vie la quête de la vérité, cette vérité qui nous rend libre.

L'Institut international de la presse estime que, face à une telle hécatombe, il est d'autant plus impératif pour les médias de s'attaquer aux problèmes de sécurité. La Fédération internationale des journalistes ajoute pour sa part que la sécurité doit constituer une priorité absolue pour les médias en Iraq et évoque la nécessité de prendre de toute urgence des mesures concrètes pour améliorer les conditions de travail des journalistes dans ce pays.

Lorsqu'il a assumé ses fonctions de Secrétaire général, Kofi Annan s'est engagé à faire de l'ONU une organisation qui ne se contente plus de réagir mais qui privilégie la prévention. Les milieux de l'information - associations de professionnels des médias, groupes de soutien aux journalistes et organismes à vocation humanitaire - ont repris à leur compte cette problématique lorsqu'ils ont décidé de créer l'International News Safety Institute (Institut international pour la sécurité de la presse - INSI) en 2003.

Plus encore que celle des autres groupes de soutien aux journalistes, l'action de l'INSI s'inscrit dans une logique de prévention. Par la formation et d'autres conseils éclairés, l'Institut entend aider les journalistes à éviter des incidents dramatiques, du genre de ceux qui suscitent immanquablement des réactions horrifiées une fois qu'il est trop tard. L'Institut centralise l'information sur les questions de sécurité et facilite la liaison et les échanges entre des organismes qui, jusqu'ici, n'avaient guère de contacts les uns avec les autres. Surtout, il s'efforce d'apporter une aide aux journalistes et aux organisations professionnelles qui disposent de ressources limitées. Ainsi, il a d'ores et déjà obtenu un financement pour un grand programme mondial de formation à la sécurité destiné aux journalistes des zones défavorisées.

Cette démarche est conforme à la position défendue par l'UNESCO, qui souhaite que l'on accorde une attention particulière à la sécurité des journalistes - en définissant des normes internationales en matière de formation

et d'équipement et en sensibilisant de façon plus systématique les journalistes et le personnel des médias, en particulier à l'échelon local, aux risques encourus. L'INSI entend se donner les moyens de répondre à la demande car il est bien conscient que si les grands conflits couverts par des centaines de journalistes internationaux monopolisent l'attention, des milliers de professionnels de l'information et de pigistes travaillant dans leur propre pays courent eux aussi des risques considérables.

La guerre en Iraq - où l'offensive éclair s'appuyant sur une concentration de forces sans précédent a été suivie par une insurrection prolongée et de plus en plus meurtrière dans laquelle tout un chacun est pris pour cible - a marqué un tournant effrayant pour la sécurité des journalistes. Le nombre des victimes dans leurs rangs a été tout à fait disproportionné, tant lors de l'invasion initiale, où la tactique du "choc et de l'effroi" a fait largement appel aux technologies de pointe les plus létales, que pendant la phase actuelle d'insurrection et de banditisme, caractérisée par l'emploi de techniques beaucoup plus élémentaires mais non moins meurtrières.

S'il est difficile d'affirmer que les organes d'information ont été ou sont systématiquement pris pour cible par les forces de la coalition, les soldats iraqiens, les insurgés et les bandits, il reste que les journalistes iraqiens ou étrangers, du simple fait qu'ils se trouvent là pour exercer leur métier, sont particulièrement exposés.

En revanche, de nombreux éléments démontrent que les jeunes recrues manquent de circonspection et ont la gâchette facile - on tire d'abord et on interroge ensuite, à supposer que cela en vaille la peine - et dénotent aussi un manque de communication surprenant entre la base et les premières lignes ainsi qu'entre les unités elles-mêmes présentes sur le terrain. Je dis surprenant parce que, pour beaucoup d'entre nous, il paraît incroyable qu'une armée qui est capable d'identifier un numéro de plaque minéralogique depuis l'espace ne puisse pas établir la communication entre le QG et une formation d'attaque pour avertir celle-ci qu'un immeuble aisément repérable abrite depuis des mois des centaines de journalistes ; il paraît tout aussi incroyable qu'une unité encadrant des journalistes pendant un reportage ne puisse pas avertir une colonne de tanks qui se dirige vers la scène de faire attention aux cameramen présents sur place et d'avancer avec prudence.

Les journalistes, il est vrai, ont commis eux aussi des

CHAPITRE 7: Ils éclairent les zones d'ombre exposant faits et méfaits...

erreurs. Certains se sont illusionnés sur les compétences des soldats, ce qui s'est révélé dangereux, et d'autres n'ont pas hésité à prendre des risques excessifs pour obtenir un scoop ou une meilleure photo. Des journalistes sont allés couvrir la guerre sans y être préparés physiquement ou psychologiquement, sans avoir reçu un minimum de formation et sans être correctement équipés pour travailler dans un tel contexte. Hormis quelques exceptions, nous restons les seuls professionnels à nous aventurer sur le théâtre des combats sans avoir suivi une formation spécialisée nous préparant à ce que nous allons affronter et sans disposer d'un équipement de sécurité adéquat.

À mon sens, l'un des enseignements à tirer du conflit en Iraq est la nécessité de faire en sorte qu'un dialogue plus constructif s'engage entre les correspondants de guerre et les forces armées. Les militaires, du simple soldat jusqu'au sommet de la hiérarchie, doivent mieux saisir les impératifs qui régissent la couverture de l'information par une presse indépendante et les motivations qui sont celles des bons journalistes. Les médias, quant à eux, doivent faire davantage d'efforts pour comprendre les conditions dans lesquelles les troupes opèrent aujourd'hui et savoir quelle est leur puissance de feu ainsi que les capacités dont elles disposent - ou qui leur font défaut.

Des échanges plus pragmatiques et plus concrets doivent s'instaurer entre soldats et journalistes si les uns veulent sauver leur vie à l'avenir et si les autres veulent éviter de détruire les fondements de la société libre au service de laquelle ils sont censés être. L'INSI a entamé un tel dialogue avec le Ministère britannique de la défense et s'efforce d'associer à ce débat les autres puissances membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.

Avec ce conflit, une nouvelle expression - "les journalistes embarqués" - a fait son entrée dans le vocabulaire des correspondants de guerre. Il s'agit en fait d'une nouvelle appellation pour une pratique qui n'a rien de nouveau et qui consiste, pour une armée, à emmener avec elle des journalistes sur le théâtre des opérations. Cette fois, cependant, on a appliqué la formule à grande échelle et avec des moyens de transmission époustouflants, qui ont permis de faire des reportages vidéo en direct depuis les premières lignes. Les images retransmises étaient véritablement stupéfiantes et la possibilité de plonger ainsi au cœur de l'action a incontestablement constitué un plus pour les organes d'information et leur public.

Mais, parce qu'ils avaient "embarqué" des journalistes, certains militaires en ont-ils conclu que leur travail était terminé en ce qui concerne les médias ? Ont-ils estimé que leur responsabilité s'arrêtait là en matière de sécurité des journalistes et que, en dehors des "embarqués", les professionnels de l'information n'étaient plus de leur ressort ? Plus d'un militaire a demandé pourquoi les non-embarqués, ou les "autonomes" ("unilatéraux"), comme on a fini par les appeler, étaient là, puisque le nouveau système répondait complètement aux besoins d'information !

Une autre question qui revêt désormais une grande importance concerne la nécessité d'identifier plus clairement les journalistes sur le champ de bataille de façon à éviter que des soldats puissent commettre l'erreur, par exemple, de prendre un homme portant une caméra à l'épaule pour quelqu'un qui se préparerait à lancer un missile dans la même position. Selon cette optique, quel type d'identification serait approprié ? En Iraq, des journalistes s'aventurent dans les zones dangereuses sans gilet pare-balles parce qu'ils craignent que cet équipement ne les rende plus facilement repérables. Certains ont suggéré un type de bracelet électronique comme celui utilisé par les forces de la coalition.

Mais les militaires redoutent que le matériel d'identification ou les vêtements spécialement destinés aux journalistes ne soient volés et détournés par les insurgés ou les terroristes. Certains journalistes, qui se trouvaient pourtant dans des véhicules de presse où l'inscription TV était clairement lisible de loin, ont essuyé des tirs de soldats qui craignaient que cette inscription ne cache en fait une ruse de l'ennemi. De telles craintes ne sont d'ailleurs pas toujours dénuées de fondement. On sait que le chef de guerre afghan Ahmad Shah Masoud a été assassiné en 2001 par des hommes qui se faisaient passer pour des cameramen - et les membres des services de sécurité occidentaux eux-mêmes se sont fait passer pour des journalistes lorsque cela facilitait leur tâche.

Par ailleurs, certains journalistes s'opposent au port de signes distinctifs trop voyants, et ce pour d'évidentes raisons. De même, nombreux sont ceux qui estiment que des procédures d'accréditation plus tatillonnes reviendraient à faire d'eux des "franchisés", une éventualité qui constitue l'un des vieux tabous du monde journalistique.

Médias: Prévention des conflits et reconstruction

L'une des questions les plus controversées soulevées par ce conflit est celle des escortes armées pour les journalistes. Un grand nombre de journalistes travaillent actuellement en Iraq sous la protection d'hommes armés et, par rapport aux conflits antérieurs, ce phénomène revêt une ampleur sans précédent. La question a donc polarisé la communauté internationale des médias. Certains considèrent que les armes ne font jamais bon ménage avec les journalistes, quelles que soient les circonstances. Comment peut-on être un observateur impartial dès lors que l'armement implique que l'on est dans un camp et que le sujet du reportage se trouve dans l'autre ? Le fait de posséder des armes n'incite-t-il pas les journalistes à prendre encore plus de risques ? D'autres, en revanche, font valoir que le recours à des gardes armés, pour regrettable qu'il soit, répond néanmoins à une nécessité et qu'il a incontestablement contribué à sauver des vies humaines.

D'un point de vue éthique, existe-t-il une différence entre le journaliste embarqué, qui fait son métier sous la protection de la plus puissante machine de guerre, et "l'autonome" qui couvre le même conflit accompagné par des agents de sécurité armés ? Au demeurant, l'Iraq fourmille de bandits sans scrupules qui se moquent bien de savoir si celui qu'ils ont en face d'eux est un journaliste, un homme d'affaires ou un autre malfaiteur. L'INSI estime que les journalistes eux-mêmes ne doivent pas porter d'armes. Il n'est pas difficile d'imaginer le sort qui serait réservé à un journaliste capturé parce qu'on le soupçonne d'être un espion et sur lequel on trouverait une arme dissimulée.

Un autre problème important mis en évidence par ce conflit est celui du traumatisme subi par les journalistes qui couvrent des événements violents. Avec le concours de Cable News Network et d'Independent Television News, une étude a été réalisée portant sur une centaine de journalistes qui avaient couvert le début du conflit. Près de 20 % d'entre eux manifestaient des symptômes caractéristiques d'un état dépressif (abattement, tendance à pleurer facilement, troubles du sommeil, de l'appétit et de la libido, sentiment d'échec et de culpabilité). Un pourcentage analogue souffrait d'un syndrome de stress post-traumatique - cauchemars, rémanence d'épisodes au cours desquels l'intéressé avait frôlé la mort ou failli voir mourir quelqu'un, flashbacks, pertes des affects, hypervigilance même en l'absence de danger, tendance à sursauter pour un rien, et ainsi de suite.

Chaque guerre, chaque catastrophe apporte son lot d'informations qui nous aident à mieux cerner les répercussions qu'ont sur le psychisme des journalistes les événements affreux dont ils sont les témoins ; mais c'est là un domaine dans lequel il faudrait mener des études plus poussées.

Les journalistes étaient autrefois perçus comme des observateurs indépendants, neutres, impartiaux, au-dessus de la mêlée : cette conception a vécu, et l'ensemble de la profession ne peut que le déplorer. Un peu partout dans le monde - et le phénomène revêt là aussi une ampleur sans précédent - les journalistes sont pris pour cible, que ce soit par des assassins agissant dans l'ombre comme censeurs pour le compte d'États policiers ou de criminels, ou simplement lors d'un sommet du G8 par des manifestants violents qui voient dans les journalistes l'un des instruments de ce capitalisme mondial qu'ils détestent.

Abdullahi Madkeer, reporter pour la radio DMC en Somalie, a été pris pour cible par des milices alors qu'il couvrait la réouverture de l'aéroport de Baidoa et a reçu des balles dans l'estomac. Les médecins ont refusé de l'opérer parce qu'il était séropositif.

Des séparatistes ont tué le rédacteur en chef d'une agence de presse au Cachemire ; les forces israéliennes ont abattu un cameraman palestinien travaillant pour Associated Press Television News et un cameraman britannique indépendant qui tournait des documentaires ; un journaliste indonésien a été enlevé et exécuté par des inconnus à Aceh et un interprète de l'agence France-Presse a connu le même sort en République démocratique du Congo ; au Guatemala, un groupe d'individus cagoulés a pourchassé une centaine de journalistes lors d'un rassemblement politique et en a abattu un par balles.

De nombreux journalistes ont trouvé la mort dans des circonstances analogues, ici ou là, simplement parce que leurs articles avaient déplu à certains. Si les méthodes des meurtriers diffèrent, leur conviction est la même : les journalistes sont une proie idéale. L'impunité dont jouissent ceux qui violent les droits fondamentaux des journalistes ne peut que les inciter à poursuivre dans cette voie.

Il vaut la peine de rappeler ici les statistiques établies par le Committee to Protect Journalists :

CHAPITRE 7 : Ils éclairent les zones d'ombre exposant faits et méfaits...

- les trois quarts des journalistes assassinés pendant la décennie écoulée l'ont été en représailles directes pour leurs travaux et, dans 84 % des cas, personne n'a été traduit en justice ;
- tuer un journaliste est deux fois moins risqué que de cambrioler une maison à Londres, où 12 % des cambrioleurs sont arrêtés et condamnés.

Trop nombreux sont les pays où les pouvoirs publics semblent plus soucieux de poursuivre les médias pour diffamation, corruption, fraude fiscale ou d'autres allégations du même type que de traduire en justice ceux qui assassinent des journalistes.

En 2003, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté une résolution dans laquelle il réaffirmait la nécessité de protéger les droits des travailleurs humanitaires en période de conflit. On ne peut que s'en féliciter mais on relèvera aussi que, pendant les dix dernières années, les conflits ont fait trois fois plus de victimes parmi le personnel des médias que parmi les agents de l'aide humanitaire.

Les Conventions de Genève ne prévoient pas plus de garanties pour les professionnels des médias que pour n'importe quelle autre catégorie de la population civile. Les médias eux-mêmes sont très partagés sur la question de savoir si cela est ou non une bonne chose.

Personnellement, je pense qu'une garantie spécifique inscrite dans une convention pourrait offrir une protection particulièrement efficace pour les journalistes persécutés dans leur propre pays. Le risque d'être traîné devant un tribunal comme criminel de guerre pourrait effectivement avoir un caractère dissuasif pour certains des dirigeants les plus dénués de scrupules qui détestent les médias parce qu'ils dénoncent leur corruption.

Sur quels plans pouvons-nous intervenir concrètement pour que les années à venir soient moins meurtrières pour les journalistes ?

- **Compréhension.** Nous pouvons agir pour favoriser une meilleure compréhension et améliorer la communication entre les journalistes et les troupes dans les zones de conflit.
- **Transparence.** Lorsque des journalistes sont tués, il faut qu'une enquête soit ouverte pour faire la lumière sur ce qui s'est passé et en tirer les enseignements. Assurément, il n'est pas dans

l'intérêt des armées des pays démocratiques d'être soupçonnées du meurtre de journalistes - or c'est ce qui se passe lorsque ces armées refusent d'ouvrir une enquête sur de tels incidents ou de rendre publiques en temps voulu les conclusions des enquêtes effectuées.

- **Formation générale.** Nous pouvons développer et améliorer la formation en matière de sécurité, en particulier pour tous ceux qui n'ont jamais été sensibilisés à cette question. Il faut se pencher sur cet aspect jusqu'ici négligé, et nous nous y emploierons. Nous devons intervenir auprès des écoles de journalisme pour qu'elles intègrent les questions de sécurité dans leur cursus de façon à former une nouvelle génération de journalistes plus conscients des risques que comporte leur métier.
- **Formation ciblée.** Nous devons adapter la formation aux contextes. Les journalistes qui opèrent dans des conflits à grande échelle n'ont pas les mêmes nécessités que ceux qui sont menacés dans leur pays et qui, par exemple, ont simplement besoin de savoir comment repérer qu'ils font l'objet d'une surveillance.
- **Stress.** Le problème du stress post-traumatique et les moyens d'y faire face doivent être abordés dans toute préparation au travail dans un milieu hostile, qu'il s'agisse des praticiens ou même des étudiants en journalisme. Les employeurs devraient faire en sorte que leurs collaborateurs puissent bénéficier gratuitement d'une prise en charge psychologique s'ils estiment en avoir besoin après avoir vécu des événements traumatisants.
- **Application.** Un respect plus scrupuleux, une fois sur le terrain, des règles de sécurité apprises dans le cadre de la formation aurait pu contribuer à sauver des vies humaines en Iraq.
- **Équipement.** Nous devons nous efforcer d'obtenir que les journalistes soient correctement protégés lorsque les bombes et les balles sifflent.
- **Pratique.** Nous devons imposer plus largement le respect d'un code de conduite en matière de sécurité comme celui de l'INSI, qui vise à éliminer l'aspect concurrence lorsque la vie des journalistes est en danger et qui invite les employeurs et

Médias: Prévention des conflits et reconstruction

leurs collaborateurs ainsi que les forces de sécurité à accepter certaines responsabilités.

- **Partage.** Les journalistes doivent mettre en commun l'information relative à la sécurité de façon plus systématique, plus rapide et plus efficace. En matière de sécurité, il ne saurait y avoir d'exclusivité de l'information.

Pour dire les choses très simplement, il faut inciter les employeurs et les journalistes à prendre conscience que, dans la couverture d'un conflit, la sécurité n'est pas incompatible avec la qualité du travail effectué par les médias, et que, s'il incombe aux employeurs de se soucier du sort de leurs collaborateurs, les journalistes doivent aussi prendre soin d'eux-mêmes, songer à leur famille et veiller à leurs collègues.

L'International News Safety Institute a été créé précisément pour contribuer à la réalisation de ces objectifs. En 2003, nous avons commencé à agir dans ce sens en organisant une première formation aux questions de sécurité pour les journalistes irakiens et en aidant à mettre sur pied une formation ciblée sur les besoins des journalistes en Colombie. Nous avons créé un site Internet www.newssafety.com qui centralise les informations sur la sécurité et dont nous étoffons progressivement le contenu. Nous avons inauguré une série de débats sur la sécurité avec la tenue, à Londres, d'un forum sur le thème "Les enseignements de l'Iraq", qui a fait salle comble et a rassemblé des journalistes et d'autres parties prenantes.

Nous avons engagé un dialogue avec les forces armées en espérant qu'il conduira à la formulation de règles plus efficaces et à des pratiques plus concluantes sur le théâtre des opérations et, surtout, qu'il favorisera une plus grande compréhension et une meilleure communication. Nous travaillerons en collaboration avec l'École de journalisme de Cardiff, au pays de Galles, pour mettre au point un module de formation aux questions de sécurité destiné aux écoles de journalisme. Et, une fois que nous aurons obtenu les financements nécessaires, nous entamerons notre programme de formation à l'échelle mondiale pour les milliers de journalistes qui ont besoin de conseils professionnels plus pointus et qui doivent être mieux protégés.

Avec l'aide de la communauté mondiale des médias, et le concours de ceux qui savent combien la liberté de la presse revêt une importance cruciale dans le monde entier, nous parviendrons peut-être en 2004 à freiner l'escalade de la violence qui provoque une telle hécatombe chez les journalistes.

Protéger les reporters dans les zones dangereuses

CHAPITRE 8

La Colombie est, depuis plus de 20 ans, un endroit dangereux pour les journalistes. Dans les années 80 et au début des années 90, ceux-ci étaient la cible des trafiquants de drogue qui, voulant empêcher le gouvernement d'approuver les lois d'extradition¹, agressaient quiconque faisait état de la cruauté de leurs agissements ou mettait en garde la société contre leurs méthodes de corruption. Beaucoup de patrons de presse, de rédacteurs en chef et de reporters critiquaient sévèrement les chefs de la mafia et publiaient des éditoriaux et des articles en faveur de leur extradition vers les États-Unis, considérant que les sentences à leur égard étaient trop clémentes en Colombie. Des trafiquants de drogue comme Pablo Escobar ont ainsi commencé à s'en prendre à des journalistes et des médias prestigieux². Ils ont tué Guillermo Cano, le directeur d'*El Espectador*, lancé une bombe dans les locaux du journal et assassiné d'autres journalistes³, dont Jorge Enrique Pulido⁴. Ils ont enlevé, entre autres, Francisco Santos et Diana Turbay⁵, laquelle a été tuée en janvier 1991 lors d'une opération de police destinée à la délivrer. Ils ont aussi bombardé les locaux du *Vanguardia Liberal*, dans la ville de Bucaramanga.

Juliana Cano,
directrice de la Fondation
colombienne pour
la liberté de la presse
(FLIP)

Parallèlement à la guerre contre la drogue, la Colombie est plongée depuis des années dans un conflit armé interne qui a également touché les journalistes dans les années 80 et au début des années 90⁶. Mais c'est au cours de la dernière décennie que ce conflit, de plus en plus lié au milieu des trafiquants de drogue, a éprouvé le plus durement les médias colombiens.

Des guérillas appartenant aux Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) et à l'Armée de libération nationale (ELN) ont menacé, enlevé et tué des journalistes dans de nombreuses régions du pays. Leurs ennemis des Autodéfenses unies de Colombie (AUC) ont eux aussi tué, poussé à l'exil et harcelé un grand nombre de journalistes.

D'après le rapport annuel pour 2003 de la Fondation colombienne pour la liberté de la presse (FLIP), 23 agressions contre la presse (menaces, assassinats, enlèvements, etc.) étaient imputables aux FARC, quatre à l'ELN et 17 à l'AUC.

Les dernières statistiques font état d'une nouvelle tendance préoccupante s'agissant des atteintes contre la presse libre. Plusieurs membres de groupes armés illégaux ont fait alliance avec des hommes politiques et des fonctionnaires locaux corrompus ou avec des gangs locaux⁷, coalition qui s'avère fatale pour les reporters ayant le courage de dévoiler la corruption publique ou la violence qui règnent dans leur ville. Trois des six journalistes tués en 2003 à cause de leur métier étaient en train d'enquêter sur la corruption. Sept des 55 reporters menacés l'année dernière ont quitté le pays. Les journalistes subissent des pressions encore plus fortes dans les zones rurales, où ils ont directement affaire à des groupes armés illégaux, des autorités locales, des politiciens, des trafiquants de drogue et même des hommes d'affaires qui tentent d'influencer leurs reportages en leur faveur.

I. Les points à considérer

1. Les liens des journalistes avec leurs sources

Le gouvernement du Président Andrés Pastrana avait créé une zone démilitarisée spéciale dans la province de San Vicente del Caguán afin d'engager des pourparlers de paix avec les FARC. La plupart des journalistes dépêchés pour couvrir ces pourparlers venaient de cette province. Certains se sont liés avec des membres des guérillas, qui constituaient leur principale source d'information. Quand Pastrana a interrompu le processus de paix, les journalistes sont devenus suspects et ont été considérés comme des sympathisants des FARC.

Face au danger, certains reporters ne se tiennent pas suffisamment à distance de leurs sources, d'où un risque accru pour eux de s'attirer le mécontentement des ennemis de ces sources. Notre fondation a relevé de nombreux cas de journalistes considérés à tort comme des partisans de leurs sources.

Plutôt que de s'attacher à des réseaux d'informateurs précis et devenir trop proches de leurs sources, les journalistes devraient traiter de sujets plus vastes (comme les déplacements de population ou la situation des droits de l'homme) qui les mettent en relation avec un cercle plus large de contacts. Les quelques journaux qui ont commencé à procéder ainsi ont montré que cela permettait de réduire les agressions contre les journalistes. Mais quelle que soit la manière dont le travail est organisé dans les salles de rédaction, les reporters doivent garder une certaine distance professionnelle vis-à-vis de leurs sources. Cela suppose qu'ils s'abstiennent de s'engager pour elles, de leur faire des faveurs ou de participer à des rassemblements publics à leurs côtés.

Ils montreront ainsi qu'ils recherchent la vérité et qu'ils s'efforcent d'écouter toutes les parties et de rendre compte des faits sans parti pris et sans chercher par derrière à soutenir tel ou tel.

En gardant une distance prudente et en interrogeant toutes les sources concernées, les journalistes risquent en outre moins de devenir des agents ou des vecteurs de la propagande ou d'être utilisés pour faire passer, au sujet des mouvements stratégiques des combattants, des informations susceptibles de donner un avantage militaire à l'un ou l'autre des protagonistes.

2. La recherche de l'exclusivité ou le "syndrome du scoop"

Dans un pays en guerre, la recherche de l'exclusivité peut être fatale. En 2002, deux journalistes en quête de scoop qui couvraient une opération de l'armée ont trouvé la mort⁸. Il arrive souvent aussi que des reporters se rendent dans des endroits dangereux à la recherche d'informations sans même prévenir leur rédaction. Ce type de comportement a donné lieu à des enlèvements.

Les journalistes commencent à se rendre compte que leur vie est plus importante qu'un scoop. Ils se sont mis à évaluer les risques qu'ils courent en se rendant seuls dans certains lieux. Des journalistes d'une même zone se sont entendus entre eux pour se déplacer en groupe et pour tenir un responsable dûment informé de leurs mouvements⁹. Ils ont aussi décidé de ne pas se rendre dans certaines zones dangereuses et d'éviter les risques inutiles, quitte à manquer un scoop.

3. L'exercice de plusieurs activités

Les reporters locaux exercent généralement d'autres activités à côté de leur travail de journaliste afin de compléter un salaire de base qui est de l'ordre de 250 à 400 dollars des États-Unis par mois¹⁰. Ils sont en outre censés arrondir leurs revenus en trouvant de la publicité pour leurs émissions (en particulier à la radio). À première vue, il semblerait que cela n'ait pas d'effet sur leur sécurité, mais il n'en est rien.

Si l'on prend des cas extrêmes, il est arrivé que des reporters travaillent pour des groupes armés. Deux cameramen ont par exemple été recrutés pour réaliser un film vidéo pour le compte d'un chef de la mafia locale qui était aussi un dirigeant de forces paramilitaires. Les guérillas en ont conclu qu'ils travaillaient en permanence pour cet individu et elles les ont tués¹¹.

Certains journalistes cumulent leur travail d'information et des activités politiques, par exemple en dirigeant la campagne de tel homme politique local. Un groupe armé en désaccord avec la position de cet homme pourra donc s'en prendre aussi au reporter.

Les reporters étant souvent connus dans leurs communautés, on leur demande de s'entremettre dans les cas d'enlèvement ou d'entrer en contact avec tel ou tel groupe armé illégal¹². Cette simple intervention peut être perçue comme un parti pris. Pour rester en sécurité, les

journalistes doivent s'abstenir de jouer les intermédiaires et suggérer qu'on laisse ce rôle à des organisations humanitaires.

Nombre de journalistes mal payés par leurs employeurs doivent vendre des espaces publicitaires pour vivre, ce qui peut donner lieu à des abus et les exposer à des risques. En Colombie, l'essentiel des messages publicitaires vient des maires ou des gouverneurs. La Fondation pour la liberté de la presse connaît plusieurs situations où des fonctionnaires ont menacé de cesser de placer des publicités dans des médias qui les critiquaient, allant dans certains cas jusqu'à des menaces de mort. Il est urgent d'adopter des dispositions législatives réglemant expressément le placement des messages publicitaires. Dans l'intérêt de leur propre sécurité, les journalistes doivent être mieux payés.

4. *L'absence d'une culture de la protection*

Bien que notre fondation se soit employée à instiller une culture de la sécurité dans l'esprit des journalistes colombiens, beaucoup de ceux-ci ne comprennent toujours pas que la sécurité est un atout dans leur travail et non une contrainte. Pendant des années, un nombre incalculable de journalistes colombiens, particulièrement au niveau local, ont agi suivant le principe de "la mort ou la gloire". D'autres sont habitués à être menacés et considèrent que recevoir une menace de mort fait partie des risques du métier. La plupart d'entre eux n'imaginent même pas qu'il puisse être nécessaire de procéder dans leur domaine à une évaluation des risques.

Avant la publication du manuel pour la protection des journalistes rédigé par notre fondation avec la collaboration de l'UNESCO, les journalistes colombiens n'avaient jamais eu l'occasion de songer à l'importance de leur sécurité. Ce manuel les a au moins fait réfléchir à la manière de se comporter lorsqu'ils couvrent une zone dangereuse. Il leur apprend également qu'ils ont non seulement les mêmes droits que n'importe qui, mais aussi la responsabilité devant la société de produire des informations fiables.

Ce dernier point est particulièrement important. Faire prendre conscience aux journalistes que leur travail est essentiel pour l'édification de la démocratie est un argument de poids pour les convaincre que leur sécurité compte. S'ils sont tués, la société subit une lourde perte. Elle n'est plus informée et, comme toujours, c'est la vérité

qui pâtit d'abord des conflits armés. Mais n'oublions pas que la responsabilité n'incombe pas seulement aux journalistes. Les combattants ne doivent pas considérer les journalistes comme des parties au conflit ni les placer en première ligne¹³. Ils doivent savoir clairement que les journalistes sont un élément essentiel de la liberté d'expression et du droit à être informé¹⁴.

II. Les responsabilités des gouvernements

Tous les États ont le devoir de protéger leurs ressortissants, particulièrement ceux qui assument des fonctions spéciales dans une démocratie, tels que les journalistes, les défenseurs des droits de l'homme et les syndicalistes. Certains progrès ont été réalisés à cet égard en Colombie. En 2000, le Ministère de l'intérieur a mis sur pied un programme spécial pour protéger les journalistes et les membres d'autres professions vulnérables qui courent des risques à cause du conflit armé ou parce qu'ils s'occupent des droits de l'homme. Ce programme prévoit des moyens de protection matériels, comme des radios pour permettre de communiquer immédiatement avec les autorités, des gilets pare-balles et même des gardes du corps¹⁵. Il prend en charge les dépenses de relogement temporaire¹⁶ et le coût du billet d'avion pour l'étranger dans le cas extrême où le journaliste doit quitter le pays.

Si ces mesures permettent de réduire les risques, elles ne vont pas assez loin. Elles sont souvent mal appliquées ou trop lentement, particulièrement dans les régions éloignées de la capitale. Elles ne s'accompagnent pas des mesures de prévention indissociables de toute stratégie visant à réduire durablement les attaques contre la presse.

Le programme ne prévoit pas de protection pour les journalistes qui sont menacés du fait de leur travail pour des raisons non directement liées au conflit armé. Un journaliste a par exemple été menacé par un joueur de football qui n'avait pas apprécié les informations qu'il avait publiées¹⁷.

En outre, lorsqu'un journaliste est agressé par des agents de l'État, il est prévu qu'il peut obtenir une aide mais il n'est pas exigé d'enquête¹⁸. Il est paradoxal qu'un programme mis en œuvre par des agents de l'État protège des journalistes qui sont menacés par d'autres fonctionnaires.

La sécurité des journalistes dépend aussi de la volonté politique des pouvoirs publics de soutenir leur travail

et d'enquêter sur les cas d'atteinte contre la presse. Il est essentiel de soutenir publiquement les journalistes en tant qu'acteurs de premier plan dans la création d'une société démocratique et de légitimer leur tâche d'information dans le contexte d'une guerre civile. Pareille légitimation n'a pas toujours eu cours en Colombie¹⁹. Le gouvernement pourrait soutenir plus franchement le travail des journalistes, notamment en ce qui concerne la couverture du conflit interne. Il montrerait ainsi sa volonté de tolérance zéro aux fonctionnaires, politiciens corrompus ou membres des forces de sécurité, qui réfléchiraient ensuite à deux fois avant de menacer ou de harceler un journaliste.

L'application effective de la loi et l'imposition de sanctions en cas d'atteintes contre les médias sont un moyen d'accroître le coût politique des agressions. Mais beaucoup de journalistes ne signalent pas ces atteintes car ils n'ont pas confiance dans le système judiciaire, et ceci à raison puisque 95 % des cas examinés par le ministère public n'aboutissent jamais à une décision définitive²⁰. D'autres cas ne font pas l'objet d'une enquête parce que les plaintes pour menace ne sont pas admises par les autorités. Une double stratégie, dirigée vers les autorités et vers les journalistes, doit donc être mise en œuvre : en direction des journalistes pour qu'ils signalent les agressions dont ils sont victimes et en direction des autorités pour qu'elles enquêtent de façon approfondie sur ces accusations. L'impunité est inacceptable.

III. Le rôle de la société

Soutenir le travail et le rôle des journalistes est la meilleure façon pour la société de contribuer à la sécurité de la presse. Pour être efficace, un tel soutien doit accroître le coût politique des agressions visant les reporters et faire savoir aux auteurs de ces agressions que leurs actes sont condamnés. La société doit se mobiliser en organisant des manifestations de protestation publique chaque fois qu'un journaliste est tué, agressé ou contraint à l'exil.

Notes de bas de page

- ¹ "Informe a la SIP sobre dramática situación del periodismo en Colombia", *El Espectador*, 16 octobre 1990.
- ² "El Peligro de cumplir con el deber en Colombia", *La Opinión*, 5 mai 1991, p. 6 ; "Nuevas amenazas de los Extraditables", *Diario del Otún*, 19 mars 1991, p. 3.
- ³ Guillermo Cano a été tué le 17 décembre 1986 devant l'immeuble du journal.
- ⁴ Pulido a été tué le 8 novembre 1989.
- ⁵ Diana Turbay a été enlevée le 30 août 1990 par un groupe de trafiquants de drogue menacés d'extradition vers les États-Unis. Elle a été tuée lors

d'une tentative faite pour la délivrer, le 25 janvier 1991. Le même groupe a enlevé Francisco Santos le 20 septembre 1990. Le Cartel de Medellín a également enlevé Azucena Liévano, Juan Vitta, Hero Buss, Richard Becerra et Orlando Acevedo. "El Cartel de Medellín tiene a periodistas: Gobierno", *La Patria*, 4 octobre 1990, p. 6-A ; "Francisco Santos está Vivo", *El País*, 30 novembre 1990, p. 11 ; "Familia de Francisco Santos pide Pruebas de Supervivencia", *El Colombiano*, 20 mars 1991, p. 1 ; "Piden Liberación de periodistas", *El Tiempo*, 20 mars 1991, p. 3-A ; "Familiares de Diana Turbay y Azucena Liévanos divulgaron cinta con sus voces", *El País*, 8 octobre 1990, p. 8 ; "Haremos Todo lo que nos permita la ley para lograr la libertad de periodistas", *El Nuevo Siglo*, 1er décembre 1990, p. 4 ; "El Periodismo sale hoy con sus páginas enlutadas", *El Espectador*, 26 janvier 1991, p. 8-A.

- ⁶ Commission colombienne de juristes (Comisión Colombiana de Juristas), "Colombia, Derechos Humanos y Derecho Humanitario: 1996", Bogotá, 1997, p. 3 à 40.
- ⁷ Outre la FLIP, plusieurs organisations de défense de la liberté d'expression ont publiquement émis une telle hypothèse. Dans son dernier rapport de pays, la Société interaméricaine de presse (SIP) a déclaré : "Il est intéressant de noter que les enquêtes menées par des journalistes sur la corruption politique et/ou administrative sont devenues un motif de plus en plus fréquent de violence à l'encontre de ces journalistes". http://www.sipiapa.com/publications/report_colombia2004m.cfm.
- ⁸ Le 11 avril 2001, Héctor Sandoval et Walter López, journalistes à la RCN, ont été tués par un tireur embarqué dans un hélicoptère militaire au cours d'une opération antiguerillas à Cali.
- ⁹ Des journalistes du journal *El Pílon*, à Valledupar, ont décidé de se déplacer en groupe lorsqu'ils menaient des enquêtes dans la région.
- ¹⁰ Cette information a été recueillie par la FLIP dans le cadre d'une enquête concernant 30 journalistes qui avaient été menacés dans l'exercice de leurs fonctions et 40 autres qui n'avaient pas été soumis à des actes d'intimidation. D'autres enquêtes sur le même sujet ont été réalisées par des universités. L'Université Javeriana a, par exemple, présenté les résultats d'une enquête concernant les conditions de travail des journalistes lors d'un séminaire qui s'est tenu en octobre 2003.
- ¹¹ Luis Alberto Rincon, directeur et propriétaire d'une chaîne de radio, et Alberto Sánchez, reporter à la télévision locale, ont été tués à El Playón (Santander) le 28 novembre 1999. Leurs assassins ont été condamnés à une peine de prison le 26 juillet 2002.
- ¹² L'une des hypothèses examinées lors du procès contre les meurtriers de Jaime Garzón était que celui-ci aurait été tué pour s'être entremis dans des affaires d'enlèvements.
- ¹³ Ce point est prévu dans plusieurs traités et pactes internationaux. Dernièrement, le Rapporteur des Nations Unies pour la liberté d'expression, Ambeyi Ligabo, qui s'est rendu en Colombie en février, a réaffirmé ce principe.
- ¹⁴ Il s'agit d'un principe de base du droit international humanitaire énoncé dans les Protocoles additionnels I et II aux Conventions de Genève. Il permet aux gouvernements et à la société de distinguer ceux qui participent directement ou activement aux hostilités des autres.
- ¹⁵ L'étendue de la protection accordée dépend de l'analyse menée par les membres des forces de sécurité qui définissent le degré d'exposition des journalistes aux risques.
- ¹⁶ Les frais de logement sont payés pendant trois mois maximum. Après ce délai, le journaliste doit trouver une autre solution pour se loger, lui et sa famille.
- ¹⁷ Cela s'est produit à Santa Marta en septembre 2003. Bien que le harcèlement n'ait pas cessé depuis, le Ministère n'a pas approuvé les crédits nécessaires au logement du journaliste parce que la menace n'était pas une conséquence directe du conflit armé.
- ¹⁸ Un journaliste qui avait demandé au Ministère d'enquêter sur les menaces dont il avait fait l'objet et de rechercher les coupables s'est vu répondre que l'enquête relevait du Procureur général.
- ¹⁹ En janvier 2003, après l'enlèvement de trois journalistes, le Président Uribe a déclaré publiquement que la presse pouvait se venir en aide elle-même en s'autorégulant. Il a ajouté que la sécurité des Colombiens primait sur la recherche du scoop.
- ²⁰ On trouvera une enquête détaillée à ce sujet dans : Instituto Prensa y Sociedad, *État d'avancement des enquêtes concernant les cas de menace menées par le ministère public*. Mars, 2003. www.ipys.org.

On met trop l'accent sur la technologie ...

Aider les médias, sans oublier les journalistes

CHAPITRE 9 Depuis environ un an, l'UNESCO, des organismes de développement nationaux et certains gros donateurs indépendants reconsidèrent leurs stratégies d'aide aux médias indépendants, en particulier dans les États en transition et dans les régions en proie à des conflits.

Aidan White,
Secrétaire Général,
Fédération internationale
des journalistes

Il était grand temps de s'en préoccuper. Au cours des dix dernières années, la situation politique mondiale s'est radicalement transformée - passant d'une atmosphère de libération et d'essor illimité des libertés à un climat d'incertitude, d'intolérance et d'affrontement. Dans le même temps, l'environnement médiatique s'est modifié de façon tout aussi spectaculaire sous l'effet du progrès technologique et d'une croissance rapide du marché de l'information et des communications qui a été à l'origine de forces dynamiques nouvelles.

Le moment est donc venu d'évaluer les stratégies visant à renforcer les capacités des médias et à leur fournir une aide ; ce peut être aussi l'occasion de réexaminer la façon dont on affecte les ressources, de manière à soutenir les systèmes médiatiques indépendants dont le fonctionnement est assuré par des journalistes professionnels dûment formés.

L'aide aux médias, qui représente chaque année de nombreux millions de dollars, a porté, au cours de la dernière décennie, sur les domaines suivants : formation, constitution de réseaux, législation relative aux médias, assistance juridique, soutien à des associations professionnelles et prévention des conflits.

Du point de vue de la Fédération, cet investissement, qui a concerné pour une large part, la région des Balkans, s'est traduit par des résultats inégaux. Une grande partie d'entre eux ont indéniablement été satisfaisants :

Les médias indépendants sont parvenus à survivre aux cours des pires moments des affrontements en Bosnie, au Kosovo et en Serbie lors des derniers jours du régime de Milosevic ; il en a été de même en Afghanistan, en Afrique centrale et dans d'autres régions.

Les journalistes indépendants ont été protégés grâce à des réseaux d'alerte et de défense de la liberté de la presse comme le Réseau international pour la liberté d'expression (IFEX).

La législation relative aux médias a fait l'objet de réformes et la gestion des médias s'est améliorée.

Médias: Prévention des conflits et reconstruction

Mais l'on a été par ailleurs dans l'incapacité de mettre en place des infrastructures de formation nationales, de créer des organisations professionnelles efficaces et indépendantes et, point le plus marquant, d'assurer un passage véritable à des systèmes de radiodiffusion authentiquement publics.

L'aide aux médias peut se révéler très efficace, comme on a pu le constater lors de crises, mais l'absence de stratégies et d'engagement à long terme laisse souvent des régions dans des situations où beaucoup reste encore à faire.

Dans toute évaluation de la valeur de l'aide aux médias considérée sous l'angle des journalistes, il convient notamment de répondre à certaines questions essentielles :

- La majorité des journalistes se sentent-ils plus en sécurité, plus assurés et plus en confiance dans leur travail ?
- Ont-ils de meilleures conditions de travail ?
- Leur indépendance professionnelle s'est-elle améliorée et leur statut est-il plus largement reconnu ?

À ces questions, les collègues venant de nombreuses régions du monde où la situation est particulièrement difficile répondent catégoriquement "non".

Par le passé, le renforcement des capacités a été pour une trop large part centré sur des objectifs à court terme et des programmes limités de soutien professionnel.

On ne s'est pas suffisamment attaché à mettre en place des infrastructures nationales qui favorisent le professionnalisme et notamment, à constituer des groupes puissants et unifiés de journalistes à même de faire contrepoids à des gouvernements récalcitrants qui ignorent délibérément l'esprit des lois qu'ils adoptent et gardent, chaque fois qu'ils le peuvent, la mainmise sur la direction des médias, en particulier les organismes de radiodiffusion.

Dans le monde entier, des journalistes doivent quotidiennement affronter une réalité faite de pauvreté, de corruption et d'intimidation. Celle-ci est particulièrement ressentie dans les régions en proie à des

conflits - l'Afrique occidentale et centrale, l'Indonésie, la Palestine et l'Iraq, la Colombie et le vaste ensemble que forment la Russie et les États de l'ex-Union soviétique.

Leurs aspirations sont essentiellement les mêmes, qu'ils travaillent dans des organes d'information publics, privés ou indépendants, dans des États en transition ou dans des régions touchées par la pauvreté et des bouleversements sociaux. Ils veulent travailler en sécurité, bénéficier de conditions de travail décentes et voir reconnaître leur compétence. Ils souhaitent disposer d'un espace professionnel où exercer leur activité en toute indépendance. En bref, ils veulent que s'instaure une culture du journalisme.

Tout débat sur le renforcement des capacités devrait viser, dans un premier temps, à déterminer les mesures nécessaires pour garantir le respect des critères qui viennent d'être évoqués en matière de liberté de la presse. D'après l'expérience qui a été la nôtre au cours des 15 dernières années, la question du renforcement des capacités dans le domaine du journalisme s'est heurtée à trois problèmes constants :

- l'incapacité des pays donateurs de fournir des ressources suffisantes ;
- un manque de coordination de l'appui, en raison essentiellement de l'existence d'intérêts politiques rivaux de la part des gouvernements donateurs, ce qui a donné lieu à une approche déséquilibrée et souvent arbitraire de l'aide ;
- des stratégies de mise en œuvre mal conçues, qui ont entraîné une concurrence stérile chez les bénéficiaires des maigres ressources disponibles.

Je pourrais ajouter un quatrième problème - la méconnaissance de la valeur des ressources humaines dans le processus du développement des médias. Trop de temps a été consacré aux moyens techniques ainsi qu'à la participation des médias à la vie de la société. Et l'on s'est trop peu attaché à créer des systèmes médiatiques qui définissent des normes sociales mais aspirent aussi à l'excellence professionnelle.

Trop souvent, les associations et les syndicats de journalistes n'ont pas été associés comme il se doit au développement des médias, voire n'ont pas été jugés dignes d'y participer.

CHAPITRE 9 : On met trop l'accent sur la technologie ...

Les groupes de journalistes sont souvent extrêmement divisés et leur faiblesse les rend sensibles à l'influence politique. Mais on ne peut tout bonnement pas analyser les crises auxquelles doivent faire face les médias dans les zones de conflit et les régions en transition sans associer à cet examen les groupes qui forment la communauté des journalistes. Que ces groupes ne soient pas représentatifs ou qu'ils soient politiquement compromis, on ne saurait pour autant les laisser de côté. On n'évacuera pas ce problème en refusant d'en tenir compte.

Dans de nombreuses régions parmi les plus démunies, les journalistes ne sont absolument pas équipés pour faire face aux problèmes qui se posent à eux. Ceux qui travaillent dans les pays en développement et dans des situations économiques précaires n'ont pas les moyens d'agir sur leurs mauvaises conditions de travail ; leurs syndicats sont mal organisés et, très souvent, ils se heurtent à l'hostilité des propriétaires des médias, qu'ils soient privés ou publics.

De telles situations affaiblissent l'impact de l'aide aux médias et accroissent la possibilité qu'ont les gouvernements de s'ingérer dans le travail des journalistes. Il est par conséquent impératif de s'attaquer à la crise qui se pose au niveau des capacités existantes.

Mon but, aujourd'hui, n'est pas de déprécier ce qui a été fait, et qui devrait d'ailleurs continuer à être fait, mais de dire que nous devrions réorienter notre attention sur les besoins de ceux qui sont aux avant-postes de la lutte pour le changement dans les régions en transition et les zones de conflit. Nous avons besoin d'une nouvelle approche du renforcement des capacités, une approche qui soit à l'échelle humaine et qui soit centrée sur les aspirations sociales autant que professionnelles du personnel des médias.

Nous vivons dans une époque de plus en plus incertaine dans laquelle l'intolérance, la menace du terrorisme et les conflits régionaux ont ouvert de nouveaux fronts contre l'exercice du journalisme, une époque dans laquelle le personnel des médias a été au premier rang des victimes des conflits et qui appelle donc des efforts renouvelés et vigoureux pour promouvoir le respect du statut des journalistes et du travail qu'ils effectuent.

Les attaques contre la presse libre prennent des formes nouvelles et novatrices. Depuis la tragédie du 11 septembre 2001, la "guerre contre le terrorisme" s'est

traduite par une crise des libertés civiques qui a touché à la fois les journalistes et l'ensemble de la société civile. Cette "guerre" d'un type très nouveau a suscité un climat généralisé de paranoïa au sein duquel les journalistes ont été particulièrement pris pour cibles.

La guerre en Iraq a engendré un nouveau contexte médiatique international encore plus empreint d'incertitude dans lequel le statut des journalistes est dévalorisé. Les journalistes, en particulier nos collègues iraqiens et arabes, font l'objet de pressions afin qu'ils rendent compte des événements selon des critères subjectifs conformes aux vœux du gouvernement intérimaire. Comment œuvrer à la culture du journalisme dans un environnement aussi menaçant ?

Pire encore, l'emploi de l'expression choquante "tir fratricide" ne peut cacher la réalité selon laquelle du personnel des médias a été abattu, dans la plupart des cas par les forces américaines, sans que l'on procède à des enquêtes indépendantes crédibles ou que l'on donne d'explications. Il s'agit là d'un affront à la démocratie. Nous devrions tous insister pour que de telles situations fassent l'objet d'enquêtes dignes de ce nom et pour que le droit international soit modifié et impose que l'on opère en pareil cas, à l'avenir, des vérifications impartiales.

Il ne suffit pas aux gouvernements de faire la guerre au nom de la démocratie et des droits de l'homme, encore doivent-ils se soumettre aux règles qu'ils fixent pour les autres.

Mais le problème ne se pose pas qu'en termes d'actions d'un seul pays dans le cadre d'une seule guerre. Le manque de respect pour le statut des journalistes est systématique dans le monde entier.

En juillet de l'année dernière, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté une importante résolution renforçant les droits du personnel humanitaire dans les zones de conflit. C'était là une action louable, mais il est invraisemblable que l'autre groupe important de civils ayant un droit légitime d'être présent dans les zones de conflit, à savoir les journalistes et le personnel des médias, n'ait pas même été mentionné dans le contexte de cette résolution.

Les journalistes échappent-ils à la mort ? Ne sont-ils jamais en danger ? En fait, même dans les démocraties bien établies, la relation d'amour et de haine qu'entretiennent les responsables politiques et la presse conduit à ne pas

Médias: Prévention des conflits et reconstruction

tenir compte des besoins des journalistes et du personnel des médias et à les occulter.

Dans cette sombre atmosphère, les perspectives sont plutôt maussades. Un rayon d'espoir a toutefois été apporté l'année dernière par le lancement de l'Institut international pour la sécurité de la presse (INSI). L'Institut - créé par la FIJ, l'Institut international de la presse et un certain nombre de journalistes de renom avec le concours de grandes organisations des médias, de groupes de défense de la liberté de la presse et d'associations de journalistes - est résolu à instaurer une "culture de la sécurité" à l'échelle du monde au sein des médias.

Il s'agit là d'un véritable renforcement des capacités - à savoir la création de conditions permettant aux journalistes et aux médias de prendre des mesures raisonnables et utiles pour réduire les risques auxquels ils sont soumis. Les travaux de l'INSI, qui prendront la forme concrète de dispositifs de formation, d'aide et de sensibilisation dans toutes les régions du monde, contribueront dans une très forte mesure à renforcer la confiance au sein de la communauté journalistique.

Les organisations des médias et les groupes de journalistes peuvent collaborer de façon féconde dans ce domaine. Ils peuvent également développer leur coopération en ce qui concerne la défense de la liberté de la presse et s'efforcer d'opposer ensemble une résistance aux gouvernements qui violent les droits des journalistes et des médias. Le renforcement des capacités devrait aussi s'entendre du renforcement de la solidarité à l'échelle de la profession pour faire face aux problèmes communs.

Mais ce n'est pas toujours facile. Le journalisme, en se modernisant, s'est transformé au-delà de toute reconnaissance. Désormais, les journalistes sont censés consacrer plus de temps à leur travail, s'acquitter de tâches nouvelles et avoir acquis tout un ensemble de compétences nouvelles. Il s'ensuit de nouvelles pressions qui viennent s'ajouter aux contraintes de temps normales qui leur sont imposées.

Dans le même temps, de nombreux propriétaires de médias semblent avoir perdu de vue la mission du journalisme, du fait qu'ils sont totalement soumis aux exigences du marché. Ils donnent un bien mauvais exemple aux médias qui sont confrontés à des problèmes de pluralisme et d'indépendance dans les sociétés en situation de postconflit. Assurément, la lutte en faveur

du professionnalisme des médias dans un environnement médiatique moderne fortement concentré et en proie à des impératifs commerciaux est actuellement l'un des plus grands défis posés aux journalistes du monde entier.

Dans un contexte de fusion des moyens de communication et d'information, de nombreux journalistes - des free-lance pour beaucoup, sans la moindre protection sociale - travaillent pour des médias en ligne, des organismes de radiodiffusion et la presse écrite dans un climat intolérable de compétition qui a les conséquences les plus néfastes sur leur santé.

Même si nous ne pouvons nous mettre d'accord sur la nécessité d'appliquer des normes sociales minimales dans le journalisme, la liberté d'association et le droit des journalistes de s'organiser librement devraient être respectés. Nous devrions nous employer à définir un espace commun de solidarité dans lequel envisager des questions comme la pluralité, l'indépendance éditoriale, la limitation de la concentration des médias mondiaux, le respect des valeurs du service public ainsi que le respect des normes de travail internationales essentielles.

Le fait est que si nous ne protégeons pas les ressources nationales - notamment les organismes de radiodiffusion publics - nous compromettons les capacités des communautés de défendre leurs traditions linguistiques et culturelles. Il est indispensable de faire pression contre la concentration des médias pour mettre un terme aux tentatives des entreprises médiatiques mondiales visant à normaliser, manipuler ou contrôler l'information. Les règles antitrust doivent être mises à jour et renforcées.

Dans beaucoup de régions, des groupes de journalistes sont incapables de prendre une part active au dialogue social parce qu'ils n'en ont pas les moyens financiers ou techniques. Dans certains pays, les syndicats nationaux de journalistes sont difficilement viables.

La mise en place de réseaux régionaux d'organisations de journalistes qui contrôlent l'application de leurs droits et mènent des actions en faveur de ceux-ci peut constituer une réponse au problème de l'insuffisance des capacités au niveau national. De tels réseaux existent déjà en Afrique et au Moyen-Orient et il conviendrait de les renforcer.

Il faudrait également prendre des mesures pour favoriser la formation et le partage d'informations concernant des questions telles que le développement des syndicats, les négociations collectives, les droits sociaux, la diversité

culturelle et les droits d'auteur dans un contexte mondial. La solidarité entre les journalistes est indispensable, non seulement pour améliorer les perspectives qui s'offrent aux médias en général, mais aussi pour que nous puissions nous opposer à ceux qui violent l'éthique de notre profession. La dernière décennie a été le témoin de la diffusion de certains des pires exemples de discours de haine et de propagande belliciste par des médias dirigés par des tyrans politiques.

Il en reste des séquelles et restaurer la confiance prendra du temps. Mais s'ils sont unis, les journalistes redeviendront une communauté confiante à même de faire face à de nouveaux défis et de faire en sorte que les atrocités journalistiques du passé ne se répètent pas.

Introduction à la quatrième partie

Renforcer les capacités et la culture journalistique

Dans toute l'Asie centrale et le Caucase, l'absence de droits et de liberté d'expression est très préoccupante. Les agressions et menaces dirigées contre des professionnels des médias sont choses courantes dans toute la région.

Azer Hasret explique comment les journalistes créent des associations pour se protéger et défendre les valeurs de la profession. Ils se sont regroupés en un réseau régional qui lutte contre la censure et l'intimidation violente qui s'exerce contre les journalistes tout en s'opposant aux ingérences gouvernementales ou politiques dans les activités des médias.

En Indonésie et au Timor-Leste, les journalistes ont aussi commencé à s'associer pour renforcer les exigences professionnelles et lutter en faveur de la liberté d'expression. Kavi Chongkittavorn, de l'Alliance de la presse de l'Asie du Sud-Est insiste sur l'importance du recours aux ressources locales et régionales pour s'opposer aux abus et améliorer les conditions de travail des médias.

En même temps, l'aide des donateurs est d'une importance capitale. Selon Edetan Ojo, en Afrique de l'Ouest le Partenariat pour les médias et la prévention des conflits vise à apporter un soutien rapide aux médias dans les situations de conflit. Bien que ce partenariat n'existe que depuis peu, il faut espérer qu'il permettra d'éviter les doubles emplois et les gaspillages de ressources dus au manque de coordination entre organismes nationaux, régionaux et internationaux.

Lena Johansson, de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, soutient elle aussi que les bailleurs de fonds doivent coordonner leur action étant donné que les efforts et les fonds sont gaspillés quand ils ne sont pas appliqués à des stratégies du même type.

Elle souligne que ces stratégies devraient prévoir un soutien durable aux médias, notamment en renforçant les structures, la crédibilité et le professionnalisme.

Asie centrale et Caucase Sud :

L'union des journalistes face à la répression dirigée contre les médias

CHAPITRE 10 Le Réseau d'Asie centrale et du Caucase Sud pour la liberté d'expression (CASCFEN) couvre huit pays indépendants de l'ex-Union soviétique. Cinq d'entre eux - l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan - sont turcophones, tandis que l'Arménie, la Géorgie et le Tadjikistan sont linguistiquement à part. Mais ces huit pays ont tous beaucoup en commun sur les plans de la culture, de la musique et des arts. La région compte environ 80 millions d'habitants, dont la moitié dans des zones rurales. Plus de 98 % de la population sait lire et écrire, ce qui constitue un taux d'alphabétisme très élevé.

*Azer H. Hasret,
président du
Réseau d'Asie centrale
et du Caucase Sud
pour
la liberté d'expression*

L'an dernier, Freedom House (États-Unis d'Amérique) a estimé que seules l'Arménie et la Géorgie jouissaient d'un certain niveau de liberté, tandis que les pays d'Asie centrale étaient soumis à de lourdes dictatures. Depuis, la Géorgie a évolué encore dans le sens démocratique après les élections de janvier 2004, tandis que l'Azerbaïdjan retombait dans une dictature quasi moyennâgeuse à la suite des élections truquées d'octobre 2003 qui ont amené au pouvoir Ilham Aliyev, le fils du Président en exercice Heydar Aliyev.

Le Caucase est une zone de conflit depuis la fin de l'Union soviétique. La guerre a éclaté lorsque les Arméniens du Haut Karabakh, enclave située en Azerbaïdjan, ont exigé d'être rattachés à l'Arménie. Cette guerre a entraîné l'exil ou le déplacement de plus de 1,2 million de personnes de part et d'autre et le conflit en est au point mort, l'enclave étant désormais entre les mains des Arméniens. La Géorgie, pays voisin, a dû faire face à des exigences de sécession dans les régions autonomes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud.

Toute cette zone préoccupe beaucoup les organisations de défense des droits de l'homme et de protection de la liberté de la presse. Bien qu'il n'y ait pas de censure officielle dans ces pays - sauf au Turkménistan, où tous les médias sont entre les mains du Président Saparmurat Turkmenbashi - il y a en général peu de place pour la liberté d'expression.

Si vous voulez acheter un journal d'opposition à Almaty, les responsables des kiosques à journaux vous diront qu'ils n'ont pas le droit de vous en vendre un. Si vous interrogez des marchands de journaux du Turkménistan sur la presse indépendante, ils vous diront que tous les journaux sont indépendants de "l'influence hostile" du monde extérieur. Vous ne trouverez aucune trace ni de médias d'opposition indépendants en Ouzbékistan ou au Tadjikistan. La situation est un peu meilleure au Kirghizistan, où il existe effectivement des journaux d'opposition ou indépendants.

En tant que membres du Conseil de l'Europe, les trois pays du Caucase Sud jouissent de certains droits et libertés politiques, notamment de la liberté de la presse. Il y a donc beaucoup de journaux indépendants et de journaux d'opposition dans ces trois pays, tels que le quotidien azerbaïdjanais Yeni Musavat, dont le tirage quotidien est respectable (25.000 exemplaires).

Médias: Prévention des conflits et reconstruction

La presse indépendante joue un rôle important dans ces pays du fait de la docilité des médias électroniques et des restrictions qui leur sont imposées ; en Azerbaïdjan ou en Arménie, la télévision est tout autant sous la coupe de l'État qu'en Ouzbékistan ou au Turkménistan. Pendant les élections présidentielles d'octobre 2003 en Azerbaïdjan, toutes les chaînes de télévision appuyaient le candidat du parti au pouvoir, ne laissant aux candidats de l'opposition guère d'accès à la télévision quand encore elles leur en laissaient un.

En Géorgie, par contre, les chaînes de télévision ont traité équitablement les élections législatives de novembre 2003. En Azerbaïdjan, les résultats des élections ont été totalement faussés, alors qu'en Géorgie les élections ont été annulées en raison de la résistance de l'opinion transmise en directe sur les chaînes de télévision indépendantes. Les agressions et menaces visant les professionnels des médias sont chose courante dans l'ensemble de la région. Une bonne centaine de cas de violation des droits des journalistes sont enregistrés chaque année dans chaque pays.

Il existe beaucoup d'organisations de journalistes dans les pays du CASCEN ; ce sont à la fois des groupes déjà anciens qui ont déclaré leur indépendance après l'écroulement de l'Union soviétique et des dizaines d'organisations nouvelles qui ont vu le jour plus récemment lorsque les pays ont affirmé qu'ils allaient désormais s'engager sur la voie de l'ouverture et de la démocratie. Par exemple, l'Azerbaïdjan compte une soixantaine d'associations de journalistes, de même que l'Arménie et la Géorgie ; mais cela ne signifie pas qu'elles sont toutes actives et efficaces.

En Azerbaïdjan une demi-douzaine seulement d'associations de journalistes sont actives, notamment le Comité de protection des journalistes et le Syndicat des journalistes (JuHI), le premier syndicat véritablement indépendant de l'Azerbaïdjan, qui n'a pas tardé à réagir contre les violations des droits des journalistes.

Plusieurs organisations de journalistes se sont unies pour créer la Confédération des journalistes d'Azerbaïdjan, qui est ouverte à tous les groupes de médias impartiaux et indépendants et qui vise à ce que soient mieux protégés les droits des professionnels des médias. En Azerbaïdjan, les journalistes ont également créé un conseil autonome de la presse, le premier du genre dans la Communauté d'États indépendants. En mars 2003, plus de 400 représentants

des médias étaient réunis à l'occasion du premier congrès des journalistes azerbaïdjanais. Ce congrès a élu un conseil de la presse de 15 membres, où figurent 6 représentants de l'opinion, et a adopté un code de déontologie. Le gouvernement a essayé de désamorcer cette idée en créant son propre conseil de la presse mais cette initiative s'est heurtée à la solidarité résolue des journalistes du pays.

Des tentatives ont également été faites pour créer un conseil des médias au Kirghizistan, mais plusieurs organisations influentes s'y sont opposées, notamment la principale association de journalistes. On trouve une situation semblable en Géorgie, où les journalistes et éditeurs ne sont pas satisfaits du projet de conseil des médias élaboré par l'Institut des libertés. Selon le chef de l'Association indépendante des journalistes géorgiens, M. Zviad Pochkhua, l'Institut est proche du gouvernement et ne devrait pas participer aux activités du conseil des médias, qui bénéficie du soutien du Conseil de l'Europe.

Mais d'autres efforts sont faits pour mettre en place des organisations de médias et de journalistes surveillées par la profession elle-même, notamment l'Association indépendante des journalistes géorgiens (IAGJ), qui vise à protéger et promouvoir la solidarité entre professionnels des médias ainsi qu'à encourager la liberté de la presse et la liberté d'expression. Cette organisation, l'une des associations de journalistes les plus actives du pays, fait partie de la Fédération internationale des journalistes et est membre à part entière du CASCEN. Elle est indépendante de toute instance idéologique, gouvernementale, politique ou religieuse et ses activités et règles sont conformes à la Déclaration universelle des droits de l'homme et à la Constitution géorgienne.

Outre l'IAGJ, on mentionnera l'ancienne Fédération géorgienne des journalistes, qui fait partie de la Fédération internationale des journalistes et, à Tbilissi, l'Association de la presse de la mer Noire.

En Arménie, le Club de la presse d'Erevan, association non gouvernementale sans but lucratif fondée en 1995, se veut "la première association professionnelle de journalistes d'Arménie créée pendant la période postcommuniste". Il a pour objectif de défendre le droit des journalistes à la liberté d'expression et à la liberté d'accès à l'information, d'aider à améliorer l'infrastructure législative et la base économique des médias et d'encourager les contacts professionnels entre médias arméniens et étrangers ainsi

CHAPITRE 10 : Asie centrale et Caucase Sud : L'union des journalistes face à la répression dirigée contre les médias

qu'entre journalistes. Le Club de la presse d'Erevan a conclu des accords de partenariat avec le Club de la presse de Bakou (Azerbaïdjan), l'Union des journalistes de Géorgie et l'Association de la presse de la mer Noire géorgienne. Le Club de la presse de Bakou comme celui d'Erevan collaborent avec des associations de journalistes turques. Ont également des activités en Arménie l'Association des journalistes d'enquête et l'Union des journalistes arméniens, héritière de l'ancienne association soviétique fondée en 1959.

L'Union des journalistes arméniens encourage aussi la liberté d'expression et la liberté de la presse, assure à ses membres (plus de 1.500) une protection et une assistance juridiques et œuvre à la formation de journalistes. Elle a établi des contacts avec les syndicats de journalistes de Russie, d'Ukraine, de Géorgie, du Bélarus, est membre de la Fédération internationale des journalistes et coopère étroitement avec le Club de la presse d'Erevan.

Au Kazakhstan, une fondation appelée "Journalistes en péril" apporte une assistance juridique, matérielle et morale aux journalistes victimes de pressions dans l'exercice de leur activité professionnelle. L'organisation permet aux journalistes de rester en contact avec le monde extérieur, leur donne une formation et facilite les enquêtes en cas d'agressions de journalistes.

Au Kirghizistan, un groupe intitulé "Journalistes" fondé en 1998 et qui compte 170 membres défend les droits civiques des journalistes ainsi que la liberté de la presse et apporte un soutien juridique aux journalistes en situations de conflit.

L'Association nationale des médias indépendants du Tadjikistan, fondée en 1999, a pour objectif de développer les institutions démocratiques en créant des médias indépendants.

En Ouzbékistan, deux organisations - Ozod Ovoz et le Comité pour la liberté de parole et d'expression - fonctionnent de façon indépendante dans des conditions très difficiles. Elles ne bénéficient d'aucune aide de donateurs internationaux et les pouvoirs publics refusent de les enregistrer, empêchant d'accéder au site Web d'Ozod Ovoz de l'extérieur du pays.

En 1996, le Gouvernement ouzbek a créé une Fondation pour la démocratisation des médias et l'appui à ceux-ci, mais elle ne fait rien en faveur de l'indépendance

des médias, et les journalistes ignorent souvent même qu'elle existe. Dans la région, la collaboration entre les journalistes et associations de journalistes a d'abord été, au début des années 90, non systématique. Les réunions qui ont eu lieu ont été utiles et l'expérience montre que la compréhension entre journalistes contribue à la compréhension entre nations.

Le CASCEN est né en 2001 à la suite de longues discussions et compte maintenant sept membres. Ce sont le Comité national azerbaïdjanais de l'IIP, le JuHÝ, Ozod Ovoz (Ouzbékistan), l'Association indépendante des journalistes de Géorgie, l'Association publique "Journalistes" du Kirghizistan, l'Association nationale des médias indépendants du Tadjikistan et l'Union des journalistes indépendants d'Ouzbékistan. Le groupe kazakh "Journalistes en péril" a présenté sa candidature. Toutes ces organisations se sont déclarées d'accord pour promouvoir les normes internationales relatives à la liberté de la presse dans la région et pour mettre en commun leurs données d'expérience. Leur siège commun est installé dans ce carrefour régional qu'est Bakou.

Lors du premier congrès des organisations en mars 2003, les participants ont adopté la Déclaration de Bakou condamnant la censure, les ingérences gouvernementales ou politiques dans les activités des médias et l'intimidation des journalistes par la violence. Ils ont également appelé les huit États membres de la région à permettre aux journalistes de se déplacer sans visa. Le site Web du CASCEN donne chaque jour des nouvelles sur la liberté de la presse dans la région, y compris en Turquie et en Iran.

Sites Web proposés :

<http://www.cascfen.or> - Réseau d'Asie centrale et du Caucase Sud pour la liberté d'expression
<http://www.ajkib.or> - Confédération des journalistes d'Azerbaïdjan
<http://www.juhiaz.or> - Syndicat des journalistes
<http://www.ruh-az.co> - Comité de protection des journalistes
<http://www.ypc.a> - Club de la presse d'Erevan
<http://home.media.am/sj> - Union des journalistes arméniens
<http://www.iagi.gol.g> - Association indépendante des journalistes géorgiens
<http://www.adilsoz.k> - Fondation indépendante "Adil Soz"
<http://www.monitoring.k> - Association publique "Journalistes"
<http://www.nansmit.or> - Association nationale des médias indépendants du Tadjikistan
<http://www.ozodovoz.or> - Organisation "Ozod Ovoz"
<http://www.freeuz.or> - Comité pour la liberté de parole et d'expression

Renforcer les médias en Indonésie et au Timor oriental

Les défis de la liberté en Asie du Sud-Est

CHAPITRE 11 La chute, en 1998, de la dictature militaire du président Suharto, qui avait duré 32 ans, a permis aux médias indonésiens de connaître une croissance exponentielle. Point n'est besoin d'être titulaire d'une licence, pour publier, et on estime à 1.200 le nombre de nouveaux journaux imprimés et à 900 celui des nouvelles stations de radio qui sont apparues depuis 1998, auxquels s'ajoutent dix chaînes de télévision commerciales. Au total, ces médias emploient environ 22.000 journalistes.

*Kavi Chongkittavorn,
président de l'Alliance
de la presse
de l'Asie du Sud-Est*

Les médias sont libres et produisent une information politique extrêmement variée, contribuant ainsi à accroître la sensibilisation du public à la situation politique et économique du pays, et en particulier aux programmes des 24 partis en lice pour les élections législatives d'avril et à ceux des candidats à l'élection présidentielle de juillet. On avait pu craindre une progression considérable des groupes politiques islamiques fondamentalistes lors de ces élections, du fait de la désillusion des électeurs à l'égard de la politique et des difficultés économiques. Si cela n'a pas été le cas, il faut encore le porter au crédit des médias, qui ont fourni une information très complète sur les convergences et les divergences des options politiques possibles.

En tant que nouvelle démocratie, l'Indonésie se tourne vers ses voisins démocratiques de la région pour en recueillir le savoir-faire et les conseils. L'expérience des Philippines et de la Thaïlande s'est révélée utile pour rédiger, en 2001, une loi sur la liberté de l'information.

Depuis trois ans, le Centre philippin pour le journalisme d'investigation et l'Association des journalistes thaïlandais apprennent aux journalistes indonésiens comment mener des enquêtes sur la corruption.

Les médias tant thaïlandais que philippins ont invoqué les lois relatives à l'accès à l'information pour entrer en possession d'informations détenues par le gouvernement, qui leur ont permis de mettre au jour plusieurs scandales de corruption. Cette démarche s'est révélée particulièrement intéressante pour les journalistes indonésiens.

Cinq mois après la création de l'Alliance de la presse de l'Asie du Sud-Est (Southeast Asian Press Alliance - SEAPA), en novembre 1998, une antenne de la SEAPA a été ouverte à Jakarta en coopération avec l'Alliance des journalistes indonésiens indépendants.

En quelques mois a été mis sur pied un système d'alerte permettant de faire connaître les mauvais traitements subis par les journalistes et la situation des médias à travers le pays. La SEAPA de Jakarta a commencé à faire un usage actif de l'Échange international de la liberté d'expression (IFEX), qui est le plus vaste réseau mondial de groupes de défense de la liberté des médias, en vue de signaler au monde les abus commis.

Médias: Prévention des conflits et reconstruction

Cette façon de faire favorise la solidarité entre les journalistes qui ont, pour la première fois, le sentiment qu'une agression commise contre n'importe quel journaliste de la région est une agression envers tous les autres.

Lorsque le journaliste indonésien Ersa Siregar a été tué par l'armée indonésienne en Aceh, en décembre dernier, lors d'un affrontement avec les rebelles, la SEAPA a immédiatement protesté auprès du gouvernement et exprimé le souhait d'envoyer une équipe en Aceh pour mener une enquête. Le Ministère indonésien de la sécurité a toutefois rejeté cette demande.

Après la rupture de l'accord de cessez-le-feu intervenu en mai de l'année dernière, des restrictions ont été imposées à la couverture du conflit en Aceh et les médias n'ont pas pu rendre librement compte de la violence croissante dans la province.

Sur le modèle américain, l'armée indonésienne s'efforce de contrôler l'accès à l'information en intégrant les journalistes locaux à ses unités et en filtrant toutes les informations.

Aujourd'hui, certains législateurs lancent l'idée de redonner vie au défunt Ministère de l'information, qui fut le principal outil de propagande de la dictature militaire. Selon les législateurs, les journalistes indonésiens seraient trop libres et trop occidentalisés.

Construire à partir de rien au Timor oriental

À la suite du référendum national d'août 1999, le Timor oriental s'est acheminé rapidement vers l'indépendance. Avant de quitter le Timor oriental non sans s'être livrés à des carnages massifs, les troupes indonésiennes ont détruit toutes les structures et les installations existantes des médias. Il était alors nécessaire et urgent de mettre en place au plus vite des institutions dans le domaine des médias, pour permettre aux journalistes de rendre compte de l'élection qui allait se dérouler.

Sur la cinquantaine de journalistes qui se trouvaient au Timor oriental, certains étaient des Indonésiens qui y travaillaient en qualité de correspondants des principaux journaux établis à Jakarta. D'autres étaient des Timorais revenus d'Indonésie et désireux de contribuer à la construction de la nation. D'autres encore de jeunes journalistes timorais inexpérimentés, qui pensaient que

leur premier devoir était d'informer le monde extérieur sur leur pays. Chacun de ces trois groupes suivait son propre chemin, sans coopérer avec les autres.

L'Alliance de la presse de l'Asie du Sud-Est a pris l'initiative, à la fin de 1999, de faciliter le dialogue entre ces groupes et a souligné la nécessité d'une coopération entre eux.

Groupe de défense des médias établi à Bangkok, la SEAPA était considérée par les journalistes du Timor oriental comme un petit organisme régional neutre. Après une série de réunions étalées sur cinq semaines, un consensus s'est fait jour pour mettre en place une association de journalistes. L'UNESCO et d'autres donateurs étaient prêts à apporter leur aide.

Le 22 décembre 1999, l'Association des journalistes de Timor Lorosae (TLJA) a été créée à Dili avec 60 membres, dont certains n'étaient journalistes que depuis quelques mois.

Cette association a été considérée comme un bouclier protecteur pour garantir le respect de la liberté d'expression par le gouvernement qui prenait ses fonctions.

La SEAPA a mis en place un programme de tutorat pour conseiller l'association, mais sans succès, les Timorais étant trop accaparés par les tâches quotidiennes et les incitations économiques faisant défaut, tout comme les fonds de démarrage. Toutefois, la SEAPA a admis l'an dernier le groupe timorais en qualité de membre associé.

On peut tirer de ce cadre régional des leçons précieuses. D'abord, il y a lieu d'utiliser les ressources locales et régionales et d'encourager leur usage. En second lieu, il est nécessaire que les pays donateurs étalent leur assistance sur une certaine durée, au lieu de la concentrer au risque de compromettre son renouvellement, sur une période déterminée. En troisième lieu, il convient de se souvenir que le pluralisme ne se développe pas tout seul. Il doit être alimenté par la mise en place d'institutions qui le soutiennent - et, principalement, de médias professionnels capables d'assurer une fonction de surveillance.

Situation catastrophique pour les médias au Libéria et en Sierra Leone

Les journalistes d'Afrique de l'Ouest attendent une aide rapide

CHAPITRE 12 Depuis plus d'une décennie, les médias de plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, notamment la Sierra Leone et le Libéria, ont pâti des conflits. Parfois, comme en Côte d'Ivoire, ils en sont certes les victimes mais ont aussi grandement contribué à les attiser.

*Edetaen Ojo,
vice-président
de la Fondation
pour les médias
d'Afrique de l'Ouest*

Les conflits les plus ardues ont éclaté dans la région du fleuve Mano, qui réunit le Libéria, la Côte d'Ivoire, la Sierra Leone et la Guinée. La région n'en offre pas moins les meilleures opportunités pour une reconstitution complète des médias qui leur permette de répondre au défi de la consolidation de la paix, de la reconstruction nationale et de la démocratisation.

L'impact sur les médias des conflits au Libéria et en Sierra Leone a été particulièrement catastrophique. En Sierra Leone, la vie des journalistes était menacée à la fois par les forces rebelles et par celles du gouvernement. Dans tous les conflits violents et toutes les guerres qu'a connus l'Afrique, aucun seigneur de la guerre n'a tué autant de journalistes que feu Foday Sankoh, qui fut, dans le camp rebelle, le boucher de la Sierra Leone.

Des informations de caractère négatif diffusées par les médias - souvent une conséquence de l'absence de normes professionnelles élémentaires ou du manque de possibilités de formation pour les journalistes - peuvent aggraver les tensions et les conflits en mettant l'accent sur les inégalités ethniques, politiques ou religieuses.

À l'inverse, des reportages empreints de professionnalisme et d'impartialité peuvent réduire les tensions et contribuer à résoudre des situations de conflit.

Telle est l'idée sous-jacente au Partenariat pour les médias et la prévention des conflits en Afrique de l'Ouest, issu des travaux d'un séminaire organisé par l'UNESCO et l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI).

Ce partenariat devrait permettre d'apporter un soutien rapide et conjoint aux médias, en vue de prévenir et d'atténuer les effets des conflits.

Le partenariat repose sur l'idée qu'il est nécessaire de prendre pour point de départ les formes existantes de collaboration et d'éviter les redondances inutiles. Il reconnaît, en outre, le principe d'un échange et d'une mise en commun des connaissances et des ressources.

Médias: Prévention des conflits et reconstruction

Bien que la question du développement des médias dans les zones de conflit soit relativement nouvelle, les membres du partenariat ont tiré des enseignements précieux des activités menées par la communauté internationale dans des régions comme le Kosovo et l'Afghanistan.

On peut donc conclure que l'action coordonnée et la collaboration des médias internationaux, régionaux et nationaux est essentielle.

Deux des activités recommandées dans le rapport sont au stade initial de leur mise en œuvre. Il s'agit de la constitution d'un centre de documentation pour la presse à la Press Union (Syndicat de la presse) du Libéria, et d'un examen d'ensemble du cadre juridique, institutionnel, réglementaire et politique des médias au Libéria.

Le partenariat fournira notamment, au Syndicat de la presse, un soutien financier et de l'équipement, assurera la formation de son personnel, l'aidera à élaborer un plan d'exploitation et apportera au centre une assistance pour la mise en place de structures institutionnelles qui feront de celui-ci un point d'appui indépendant au service des médias, libre à l'égard des influences politiques comme des dissensions internes.

Il est trop tôt pour évaluer le succès ou non de l'approche de partenariat adoptée pour apporter une assistance aux médias dans les périodes de transition. Cette approche, en effet, n'existe que depuis très peu de temps et son application au Libéria n'en est, en réalité, qu'à ses débuts.

Cependant, bien qu'une grande partie de ses structures et de ses principes de fonctionnement soient encore en cours d'élaboration, le substrat théorique du partenariat en fait un modèle qui mérite d'être expérimenté et soutenu.

Son objectif, qui est de faciliter, par la collaboration, l'apport d'un soutien rapide aux médias, en vue de prévenir et d'atténuer les causes et les effets des conflits ainsi que leurs conséquences humanitaires, repose sur des arguments raisonnables.

Il tranche avec les expériences menées dans des pays où la coordination était médiocre et où le financement donnait lieu à une concurrence entre organisations nationales, régionales et internationales. C'est ainsi qu'on a été mis en œuvre des activités mal conçues et qui se chevauchaient partiellement, ce qui a eu pour effet de nombreux doubles emplois et un gaspillage de ressources. Dans la plupart des cas, les résultats allaient du médiocre au désastreux.

Pourquoi les donateurs doivent-ils coordonner leur action :

Les programmes de développement des médias ont besoin d'une vision à long terme

CHAPITRE 13 Ces deux dernières années, les conflits dans le monde se sont multipliés et l'application de l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme devient de plus en plus problématique. Avec 42 journalistes tués dans l'exercice de leur profession, 2003 est la pire année depuis 1995, et les assassinats se poursuivent.

*Lena Johansson,
responsable de la Division
de la culture et des médias,*

Les questions que je me pose, en ma qualité de représentante de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, sont les suivantes : Quelle est notre tâche en tant que donateur ? Comment pouvons-nous aider ceux qui, en ce moment même, sont menacés ?

*Agence suédoise de
coopération internationale
au développement*

Comment faire, d'autre part, pour appuyer et renforcer les structures des médias sans affaiblir les initiatives locales ? Que peuvent faire les donateurs pour faciliter la transition entre une assistance d'urgence aux médias et un appui à plus long terme, en misant sur le travail des acteurs locaux et en se fondant sur la liberté d'expression et le libre accès à l'information ? Comment pouvons-nous mettre en place des médias pluralistes qui permettent à de nombreuses voix de se faire entendre, y compris celles des femmes ?

Dans le cadre de la nouvelle politique suédoise en matière de développement mondial, la gestion des conflits est considérée comme un domaine d'action essentiel pour parvenir à l'objectif de la réduction de la pauvreté. Les conflits violents débouchent toujours sur la pauvreté. De brefs conflits peuvent plonger une région ou un pays dans une pauvreté durable.

Mais les conflits ne sont pas tous négatifs. Les conflits non violents font naturellement partie des échanges humains et sont nécessaires pour provoquer des changements dans la société. Le risque de conflit violent est sensiblement moindre dans les sociétés démocratiques, où il existe la possibilité de choisir des médias pluralistes et professionnels et un espace de participation et de discussion.

Qu'avons-nous donc appris de l'histoire ? Regretterons-nous dans cinq ans de ne pas avoir analysé et traité différemment les conflits d'aujourd'hui, comme ceux qui se déroulent en République démocratique du Congo, en Palestine, au Libéria ou en Iraq ? Sommes-nous devenus plus vigilants et agissons-nous mieux et plus vite après les expériences du Rwanda, des Balkans et d'autres régions dévastées par des conflits ? On pourrait dire oui et non.

Médias: Prévention des conflits et reconstruction

Les donateurs doivent porter leur attention sur trois points principaux :

- La nécessité d'élaborer des stratégies qui permettent de passer d'une assistance humanitaire initiale - quand le plus important est de fournir une aide et des informations - à un appui aux médias plus durable, avec notamment le renforcement des structures, de la crédibilité et du professionnalisme.
- Le fait que l'aide au développement se concentre sur quelques régions seulement et semble davantage répondre à des motifs politiques qu'aux besoins existants ou à des considérations d'impact. C'est une vraie gageure pour les donateurs que de soutenir et de renforcer les médias et la liberté d'expression dans des pays qui ne présentent pas d'intérêt politique immédiat et ne retiennent pas l'attention de la presse internationale mais qui sont néanmoins dévastés par les conflits, les maladies et la pauvreté. Ce qui ne fait pas aujourd'hui la une de l'actualité internationale pourrait se trouver demain au centre d'un conflit mondial.
- Le besoin de coordination. Les efforts et les ressources sont souvent gaspillés lorsque les donateurs n'ont pas les mêmes stratégies. Les programmes de développement des médias manquent souvent d'une vision globale à long terme qui fasse le lien avec d'autres programmes de développement.

L'UNESCO doit continuer de jouer un rôle normatif dans ce domaine, en étroite consultation avec d'autres institutions des Nations Unies. L'harmonisation est le maître-mot et la coordination entre donateurs est indispensable. Parallèlement, ces derniers doivent accorder davantage d'attention aux médias, tant dans les régions de tension que dans les pays en transition.

Introduction à la cinquième partie

Des conditions difficiles pour les médias indépendants

Bien que tous les pays des Balkans aient adopté des lois pour limiter la concentration des médias, ils n'ont dans l'ensemble pas réussi, d'après Nebojsa Spaic, du Centre des médias de Belgrade, à empêcher une telle concentration.

Ceux-là mêmes qui dirigeaient les médias sous l'ancien régime communiste sont de nouveau aux commandes, constate-t-il. Leur pouvoir est occulte mais nullement amoindri, et ils dominent la presse, la radio, la télévision et l'Internet. Pendant ce temps-là, les médias indépendants luttent pour leur survie, alors que les principes de liberté les concernant sont consacrés dans plusieurs lois et chartes.

Le problème est qu'il n'est pas rare, ainsi que le relève Remzi Lami, directeur de l'Institut des médias albanais, que les lois dans les Balkans soient rédigées suivant des normes européennes et appliquées selon des normes balkaniques.

En Albanie, on a assisté à une prolifération de journaux, de magazines et de stations de radio et de télévision qui tous convoitent un marché limité et souffrent d'un mauvais système de distribution et du manque d'infrastructure.

Aujourd'hui, observe M. Lami, les médias représentent davantage les intérêts des milieux d'affaires que ceux de l'opinion publique, et les journalistes se sentent plus menacés par leurs patrons que par l'État.

En Iraq, le gouvernement intérimaire se retrouve avec un système qui cherche à diversifier le marché des médias et à établir un service public de diffusion indépendant.

Or, pour Rohan Jayasekera, de l'Index on Censorship, cette tentative de créer une structure médiatique pluraliste pourrait être vouée à l'échec si la population considère qu'il s'agit simplement d'une création de l'ex-puissance occupante.

Sa meilleure chance de survie est, selon lui, de défendre la profession et de prendre la tête de l'opposition contre toute loi répressive sur la presse.

Les barons sont revenus aux affaires

La lutte pour le pouvoir dans les médias des Balkans

CHAPITRE 14 Tous les pays des Balkans ont modifié leur législation pour restreindre la concentration de capitaux dans les médias. Tous ont échoué.

Nebojsa Spaic,
directeur du Centre
des médias de Belgrade

Si l'on veut savoir pourquoi, il faut écouter les protestations des groupes de défense des médias et des droits de l'homme et consulter les dossiers des journalistes traduits en justice.

On n'oubliera pas non plus d'écouter ce qui se dit sur les journalistes dont l'assassinat n'a jamais été élucidé.

Tous les médias dans la situation d'après-conflit qui est celle des Balkans ont une chose en commun, à savoir que le pouvoir s'exerce par leur intermédiaire. C'est par leur intermédiaire que les élites gouvernent, divisent, réconcilient et corrompent. Plus le système est stable et perfectionné, moins les manœuvres et leurs agents sont voyants et plus les détenteurs du pouvoir sont évanescents et anonymes. Les médias finissent aussi par adopter les mêmes objectifs que les pouvoirs politiques ou financiers qui les manipulent.

Dans les sociétés non démocratiques (catégorie à laquelle nos sociétés des Balkans cessent lentement d'appartenir), on voit clairement qui abuse du pouvoir par le biais des médias : c'est l'appareil du pouvoir, voire le dictateur ou l'autocrate à titre personnel.

À mesure que nous abandonnons ces modèles de gouvernement et nous engageons vers ce que l'on appelle la "transition", cet abus se perpétue, semble-t-il, par le biais d'accords tacites ou secrets entre les membres des élites politiques et financières. Pour être désormais caché, le pouvoir n'en est pas pour autant amoindri.

Nous adoptons petit à petit le modèle du monde développé, où la vie est généralement plus facile, quoiqu'elle soit loin d'être formidable. Même les marchés les mieux réglementés et les lois les meilleures ne suffisent pas pour freiner les puissants.

En Serbie, l'important homme d'affaires Bogoljub Karic et l'influent banquier Ljubomir Mihajlovic ont plusieurs médias importants sous leur coupe directe ou indirecte. Karic possède une chaîne de télévision dont le conseil d'administration est présidé par Mihajlovic. Ce dernier a en main à peu près toutes les parts nationales de la société de presse la plus importante, la plus ancienne, la plus influente et la plus prospère du pays, Politika, qui publie plusieurs quotidiens et hebdomadaires et est propriétaire d'une station de radio, d'une chaîne de télévision et d'un réseau de distribution.

Médias: Prévention des conflits et reconstruction

Le partenaire étranger de Mihajlovic est la *Westdeutsche Allgemeine Zeitung*, dont le siège est à Essen ; son influence disproportionnée et son apparition plutôt controversée dans le paysage médiatique des Balkans risque de susciter un nouveau monopole asphyxiant.

Karic possède aussi l'une des deux sociétés de téléphone portable du pays et le principal fournisseur d'accès à l'Internet. Il a en outre annoncé le lancement d'une nouvelle chaîne de télévision dans les Balkans après en avoir discuté au début de l'année avec le Président croate Stipe Mesic.

Zeljko Mitrovic est le propriétaire de la *Pink TV* serbe, qui diffuse dans de nombreux autres pays de la région, notamment en Bosnie, où *Pink* a acheté plusieurs petites chaînes de télévision et utilise leur licence pour émettre. En Serbie, l'attribution des fréquences devait être le fait d'un organisme neutre : le Conseil de la radiodiffusion. Au grand dam des médias indépendants, ce Conseil de la radiodiffusion a été constitué l'an passé en contradiction avec les propres directives du gouvernement sur la transparence dans la désignation des membres.

M. Giovanni Porta, chef du Département des médias à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, a été étroitement associé aux préparatifs de mise en place de ce conseil, puis a offert sa démission et accepté un poste de direction à *Pink TV* en Bosnie.

Pink TV continue d'émettre sur le territoire national en Serbie sans licence alors que le Conseil de la radiodiffusion reste inactif. À mesure que *Pink* accumule des moyens financiers et du pouvoir politique, la transformation structurelle et financière de cette société nationale de radiodiffusion en service public n'a pas même commencé et le projet est petit à petit abandonné.

Les gros bonnets des médias - qui grâce à leur proximité avec le nouveau gouvernement démocratique, ont pu bénéficier d'un sérieux coup de pouce - étaient tout aussi proches du régime précédent. Mitrovic était membre d'un parti extrémiste favorable au régime ; Karic avait promu son ascension ininterrompue en passant des accords avec le régime, et Mihajlovic était le banquier de confiance de l'ancien régime. Le pouvoir peut être redéfini par la législation et par les lois du marché, mais n'allons pas penser qu'il puisse jamais être limité.

Karic et Mitrovic ont plus d'une fois utilisé leur participation dans la télévision pour régler des comptes politiques ou financiers personnels. Ils affirment qu'en tant que propriétaires ils ont droit de faire ce qu'ils veulent, oubliant du fait que les fréquences qu'ils utilisent comme instrument d'un pouvoir privé sont un bien commun.

Ces barons des médias n'ont jamais eu le moindre respect pour les principes éthiques. Pendant dix ans ils ont fait partie de l'appareil du pouvoir de Milošević, et maintenant ils font partie d'un autre appareil de pouvoir.

Ils ont toujours fait partie du système. Les médias tels que les leurs ne cessent jamais de s'enrichir et de croître en importance.

Les médias autrefois qualifiés d'indépendants - les médias professionnels - luttent pour survivre.

Nous avons demandé instamment que nos libertés soient inscrites dans la législation, dans des déclarations et dans des chartes. Mais cela n'a pas suffi pour empêcher les abus de pouvoir, en particulier dans les sociétés de transition et en situation d'après-conflit.

Les médias ont aussi leur responsabilité. Les recherches menées par le Centre des médias de Belgrade montrent que les journalistes commettent de graves écarts éthiques, soit parce qu'ils ne savent pas que ce qu'ils font est mal ou parce qu'ils pensent que c'est tout simplement comme ça que l'on fait.

Si nous voulons que nos libertés soient protégées, nous devons lutter au sein de la profession contre les évolutions qui portent atteinte à la liberté. Nous devons respecter les normes éthiques fondamentales.

Un journaliste qui sait s'y prendre peut sans doute écrire un reportage, mais s'il ne respecte pas les faits, son "papier" est un tissu de mensonges. C'est l'éthique et le souci de la vérité qui distinguent le journalisme comme savoir-faire du journalisme comme profession.

Les choses sont claires. Pour améliorer la qualité de la profession, il faut en respecter les principes.

Quantité plus que qualité : un dilemme balkanique

Des médias trop nombreux qui se disputent un public albanais fort réduit

CHAPITRE 15 Pour la première fois dans l'Histoire, il y a des gouvernements démocratiquement élus dans tous les pays des Balkans.

Remzi Lani,
directeur
de l'Institut albanais
des médias

Les nouvelles démocraties sont placées devant trois difficultés qui ne sont pas sans liens entre elles : les suites du communisme, les répercussions des conflits et l'impact de la mondialisation.

Dix ans après la chute du communisme, les médias se sont décentralisés, libéralisés, pluralisés et déréglementés conformément aux normes européennes. Le lectorat est plus difficile à satisfaire et plus fragmenté, et les médias ont adopté des nouveaux formats et styles ainsi que des codes de déontologie journalistique libéraux. De la révolution sanglante de Bucarest en 1989 à la révolution de velours de Belgrade en 2000, tout est passé à la télévision.

Le système vertical de nation-parti imposé par le parti communiste n'existe plus. Les opinions, quelles qu'elles soient, s'expriment librement. En Europe du Sud-Est, les gens n'ont plus peur de parler.

La liberté de la presse constitue l'un des principaux acquis des nouvelles démocraties balkaniques, mais le rôle de la presse a été contradictoire. S'ils ont été un moteur de la démocratisation, les médias ont aussi été un instrument entre les mains des forces nationalistes qui ont semé la haine et suscité des carnages dans la région à la fin du XXe siècle.

Si l'on ne peut considérer l'Albanie comme un pays en situation d'après-conflit, elle constitue certainement un cas particulier de transition complexe dont on ne voit pas la fin et qui n'est pas sans effet sur le développement des médias.

Avec en tout 255 publications, 46 stations de radio et 64 chaînes de télévision autorisées à émettre, les médias albanais ont beaucoup évolué depuis la fin de l'époque communiste.

Les médias recouvrent l'ensemble de l'éventail politique de la gauche à la droite, mais peu de ces journaux et chaînes de radiotélévision sont puissants ou atteignent un vaste public. Le quotidien le plus vendu, par exemple, a un tirage estimé à moins de 20.000 exemplaires, dans un pays qui compte près de 3 millions d'habitants.

Médias: Prévention des conflits et reconstruction

Si le nombre de quotidiens est passé de deux en 1991 à 19 en 2003, leur tirage total (environ 60.000 exemplaires) ne dépasse pas celui du premier journal d'opposition il y a 13 ans, situation qui est proprement aberrante dans une économie de marché véritable.

Certes, après plus de cinquante années de ténèbres, les gens ne sont plus privés d'information, mais le mérite en revient essentiellement aux chaînes de radiotélévision, qui l'emportent indubitablement sur une presse écrite qui souffre d'un système de distribution défaillant et du manque d'infrastructures.

Les journaux ne sont distribués qu'en ville ; or 60 % environ de la population est rurale. Les abonnements sont chers et guère demandés. Un enseignant qui gagne environ 10.000 lek (à peu près 75 euros) par mois dépenserait 13 % de son traitement s'il achetait un journal chaque jour.

Pas un seul quotidien ne paraît en dehors de la capitale et sauf trois, tous les magazines sont publiés à Tirana, où 18 chaînes de télévision se disputent également les téléspectateurs.

Les journalistes albanais sont en général jeunes, nombre d'entre eux se situant dans la fourchette des 18-24 ans, avec de nombreux étudiants engagés avant la fin de leurs études, ce qui n'est pas sans effet sur la qualité du travail d'information et sur leur niveau professionnel. L'équilibre entre les sexes est satisfaisant ; en fait, les femmes sont majoritaires dans certains médias électroniques.

La plupart des journalistes travaillent sans véritable contrat et en dehors de toute convention collective ; il n'y a pas non plus de syndicat à proprement parler ni d'organisme national d'autoréglementation. Les quatre sociétés de médias qui existent sont présidées par leurs propriétaires ou par des actionnaires, qui ne sont donc pas compétents pour défendre les droits des journalistes.

Les propriétaires utilisent le marché de la main-d'œuvre comme ils l'entendent, au détriment de la qualité du travail d'information et du comportement professionnel des journalistes, dont l'indépendance éditoriale n'est en rien garantie.

Il y a quelques années, il est arrivé à diverses reprises que la classe politique exerce des pressions directes sur les médias, y compris en recourant à la violence. À l'heure actuelle, étant donné l'évolution dans le sens capitaliste,

les pressions financières et la corruption, les journalistes sont davantage menacés par leurs propres patrons et rédacteurs en chef que par le gouvernement.

De nos jours, les pressions s'exercent indirectement, et sont par exemple d'ordre financier. Un média est davantage un prolongement de la vie politique et un vecteur pour certains milieux d'affaires qu'un représentant de l'opinion publique.

L'opacité en matière de propriété des médias et l'absence totale d'étude des marchés sont également très préoccupantes. Les relations politiques des propriétaires et l'attribution des espaces publicitaires de l'État en fonction de considérations politiques sont la preuve que les médias albanais ont encore beaucoup de chemin à faire pour être véritablement indépendants.

L'Albanie a une législation convenable en matière de médias mais elle ne l'applique pas. Dans les Balkans, il n'est pas rare, en effet, que les lois soient rédigées selon les normes européennes et appliquées selon les normes balkaniques.

Certes, l'État exerce moins directement sa mainmise sur la presse, et la censure a disparu. Nous ne craignons plus de voir des policiers se présenter à la porte de nos salles de rédaction, mais, nous avons maintenant peur de les voir remplacer par des fonctionnaires du fisc.

Bien qu'ils ne soient plus aussi autoritaires que dans le passé, les dirigeants actuels des pays des Balkans ne se montrent guère prêts à être sérieusement remis en cause. Il leur arrive souvent de réagir violemment aux critiques et ils recherchent plus à contrôler qu'à être contrôlés.

On relèvera aussi une autre tendance, qui peut paraître l'inverse de la précédente mais qui en fait revient au même.

Il y a des époques où l'on peut écrire ce qu'on veut et critiquer autant qu'on veut sans que personne ne réagisse. C'est une situation qui a été observée en Albanie, où la réaction nerveuse aux critiques du temps du parti socialiste est désormais remplacée, avec le parti démocratique, par l'indifférence totale à la critique. L'indifférence à la critique entraîne une dévaluation de la liberté de parole. Les journalistes doivent avoir le droit non seulement de parler, mais d'être entendus.

Depuis la chute du communisme, les médias ont

CHAPITRE 15 : Quantité plus que qualité : un dilemme balkanique

considérablement moins façonné et influencé la vie politique que la vie politique ne les a façonnés et influencés.

Si la demande de produits médiatiques augmente rapidement, l'image des médias dans l'opinion se détériore. Selon une enquête réalisée par l'Institut albanais des médias, 23 % seulement des personnes interrogées estiment que les médias exercent une influence positive, et 12,5 % seulement se déclarent satisfaits de la presse écrite.

Ce n'est pas le moindre de nos paradoxes. Si la liberté de la presse est un des acquis majeurs des démocraties nouvelles, l'image de la presse dans l'opinion est généralement défavorable. Selon nous, cela ne signifie pas que l'opinion soit lasse de la liberté de parole, mais il est clair que la population demande une presse plus responsable.

Le scepticisme très répandu quant à la déontologie des journalistes et au pouvoir croissant des médias n'est pas totalement infondé. Dans la plupart des pays de la région, des codes de déontologie ont été établis et approuvés, mais ils n'existent en général que sur le papier. Il n'y a pas de mécanismes ou d'organismes pour les faire appliquer (conseils de l'information, commissions des plaintes concernant la presse, médiateurs, etc.). La création de mécanismes de ce type est une priorité.

Il en va de même de la formation des journalistes en Albanie et dans l'ensemble des Balkans. C'est un point qui a fait l'objet de beaucoup de débats et d'études, mais lorsqu'on lit les journaux et que l'on regarde la télévision en Albanie, on a l'impression que ces débats n'ont pas été assez loin.

La nouvelle Commission iraquienne des communications et des médias :

Présent d'adieu ou cadeau empoisonné ?

CHAPITRE 16 Après 12 mois de gestion malheureuse de la politique des médias, les forces d'occupation dirigées par les États-Unis ont, paradoxalement, laissé le 28 juin aux médias irakiens, en guise de présent d'adieu, un organe de régulation des médias qui pourrait faire pâlir d'envie les journalistes de tout le monde arabe. Il reste toutefois à savoir si cette institution survivra aux réactions contre tout ce qui est lié à l'occupation, y compris le Gouvernement provisoire irakien.

Rohan Jayasekera,
rédacteur en chef adjoint
de Index on Censorship

La Commission iraquienne des communications et des médias (Iraqi Communication and Media Commission - ICMC) nouvellement créée est une institution inédite, puisqu'elle est responsable de la délivrance des licences de téléphonie mobile, de l'attribution des fréquences d'émissions et de l'homologation des organismes de radiotélévision et qu'elle doit se financer elle-même sur les recettes correspondantes. Elle n'impose pas aux organes de la presse écrite d'être titulaires d'une licence mais collaborera avec eux à l'élaboration d'un code déontologique dont l'application sera contrôlée par la profession elle-même.

Ce plan, qui va de pair avec un autre projet visant à faire du réseau national irakien de radio et de télévision financé par le Pentagone un radiodiffuseur de service public à la manière de la BBC, serait déjà novateur dans un pays à économie libérale comme le Royaume-Uni ou les États-Unis. Dans le contexte arabe, il est unique.

Parmi les attributions de la Commission figure sa contribution à l'application de l'ordonnance 14, abondamment décriée, qui permet d'interdire les journaux dont on juge qu'ils incitent à la violence contre les forces de la coalition menée par les États-Unis.

L'ancien gouverneur civil des États-Unis en Iraq, L. Paul Bremer, a usé de cette ordonnance avec une relative modération, mais d'une manière qui n'a été ni efficace ni juste. C'est sa décision de l'appliquer le 28 mars pour berner *al-Hawza al-Natiqa*, hebdomadaire partisan du dignitaire chiite insurgé Moqtada al-Sadr, qui a marqué le début de l'actuel soulèvement en Iraq.

Les forces de la coalition s'embarrassent rarement des accusations précises à l'encontre des journaux interdits et de leurs rédacteurs, et se soucient encore moins de faire traduire les intéressés devant un quelconque tribunal. Un rédacteur en chef a ainsi été jeté en prison pendant deux semaines avant que la police iraquienne ne finisse par le libérer, ne sachant tout simplement pas que faire de lui. Le non-respect de la procédure régulière était un comble pour les journalistes irakiens, venant de la nation où a été rédigé le Premier amendement.

Médias: Prévention des conflits et reconstruction

Une dernière liste d'amendements à l'ordonnance, publiée au moment du départ de Bremer, donnait au Premier Ministre du gouvernement provisoire, Iyad Allaoui, le pouvoir d'interdire les journaux incriminés, de leur infliger des amendes et d'emprisonner leurs responsables. Elle donnait également à M. Allaoui la faculté de transmettre les dossiers à l'ICMC "pour que [celle-ci] envisage une autre sanction appropriée", et précisait les conditions des appels devant les tribunaux en vue d'établir si les sanctions étaient conformes à la loi, "y compris au Pacte international relatif aux droits civils et politiques".

La ICMC a d'ores et déjà établi un conseil d'arbitrage qui tranchera les différends dans le secteur audiovisuel, avec possibilité de recours auprès d'un organe dépendant du Ministère iraquien de la justice dont une partie des membres viennent de l'extérieur.

En Iraq, pourtant, on soupçonne que les successeurs de Bremer ne renonceront pas de bon cœur aux pouvoirs que lui donnait l'ordonnance 14, et qui lui permettait de jouer tout à la fois le rôle de procureur, d'accusateur, de juge et de magistrat d'appel. Quand il a interdit *al-Hawza al-Natiqa*, Bremer a affirmé que les "fausses nouvelles" de ce journal rendaient la situation instable et "alimentaient les violences contre les forces de la coalition". Mais s'agissant d'un journal favorable à Moqtada al-Sadr, les véritables motivations de Bremer étaient à peine voilées.

Comme le fait remarquer Basim al-Sheikh, rédacteur en chef du quotidien de Bagdad *al-Dustour*, les propos enflammés ne sont pas rares dans certains organes marginaux de la presse de la capitale et ils paraissent modérés au regard de ce qu'on peut entendre dans les mosquées. "D'autres journaux, "dit-il", ont publié des éditoriaux pouvant être qualifiés de plus durs que ceux d'*al-Hawza*". Il note par ailleurs que l'Autorité provisoire de la coalition n'a pas mis en garde le journal avant de le fermer. Son sentiment est que l'Autorité peut "fermer un journal pour des raisons secrètes tout en faisant valoir publiquement de fausses raisons".

Bremer n'était pas un censeur dans l'âme. L'une des toutes premières mesures qu'il a prises en sa qualité de plus haut représentant civil des États-Unis en Iraq a été de suspendre une loi du régime précédent qui considérait comme des infractions pénales les "insultes" à l'égard des personnalités officielles. L'une de ses dernières interventions publiques fut prononcée à l'occasion d'une réunion dans une ville, retransmise à la télévision devant

des contradicteurs iraqiens très virulents, qui ont tous émis des critiques autrement plus dures que les pages incriminées de *al-Hawza*.

Mais l'ordonnance 14 n'est pas le seul raté dans les initiatives de Washington concernant les médias en Iraq. Des centaines de millions de dollars ont été dépensés, engagés ou gaspillés dans les réseaux de télévision et de radio terrestres et par satellite. Des entreprises du secteur de la défense travaillant pour le Pentagone ont gâché des projets qui auraient dû être confiés à des sociétés de médias qualifiées : la programmation était culturellement inadaptée, condescendante ou totalement indigente, quand ce n'était pas les trois à la fois.

Bremer avait invité une presse iraquienne sans expérience ni formation suffisante à s'adresser à ses attachés de relations publiques pour avoir la version des faits de l'Autorité provisoire de la coalition. Mais les Iraquiens furent soit interdits d'accès par les chars qui protégeaient son quartier général, soit dupés par le cirque médiatique orchestré par Washington dans lequel les journalistes américains eux-mêmes ont mis des années à se repérer. La stratégie médiatique désinvolte des forces d'occupation et leur double jeu consistant à prêcher la liberté d'expression tout en réduisant au silence de manière sélective les opposants politiques laissera un lourd héritage qui risque de couler la toute jeune ICMC.

L'ICMC est une création minutieusement préparée, de Simon Haselock, précédemment directeur du développement et de la réglementation des médias pour le compte de l'Autorité provisoire de la coalition, et ancien fusilier marin britannique et commissaire aux médias pendant la guerre du Kosovo.

Aussi longtemps qu'elle existera, la Commission restera une institution créée au nom de l'occupation. *Al-Hawza* a été fermé en vertu de l'ordonnance 14, la nouvelle Commission a été créée par l'ordonnance 65, la radiodiffusion de service public par l'ordonnance 66. Le droit de mettre ces textes en application a été donné au nouveau Gouvernement iraquien par l'ordonnance 100. Toutes ces ordonnances ont été signées par Paul Bremer, le proconsul de Washington à Bagdad.

Les Iraquiens aiment à parler d'Intifada à propos de l'actuel soulèvement dans plusieurs régions du pays. Ce terme arabe très parlant désigne plus qu'une simple "révolte" : il évoque plutôt l'action de "se débarrasser"

CHAPITRE 16 : La nouvelle Commission iraquienne des communications et des médias

d'une présence indésirable. Nombreux sont ceux qui s'attendent à ce que les États-Unis trouvent un moyen de tirer les ficelles en coulisse. Même les ennemis de la violence souhaitent se débarrasser des attributs de la domination américaine et prendre en main leur destinée. La Commission pourrait passer pour l'un de ces attributs. La primauté de la Commission pourrait être attaquée en justice. Du point de vue juridique, les actions de Bremer étaient celles d'une puissance occupante au sens de la quatrième Convention de Genève, laquelle ne permet de changer la loi que si cela est nécessaire au maintien de l'ordre public. La création d'une commission des médias et d'une radiodiffusion de service public du genre de la BBC pourrait ne pas satisfaire à cette condition.

En outre, il existait déjà un organe chargé de certaines des missions maintenant confiées à la Commission. Le droit du Syndicat des journalistes iraqiens d'édicter des codes de conduite, de trancher des litiges et (de garantir) de faire fonction d'instance de recours en cas de différend était, en effet, inscrit avant la guerre dans la loi iraquienne.

Un futur gouvernement de l'Iraq pourrait se retourner contre la Commission. Quand il en a eu l'occasion, le prédécesseur de l'actuel gouvernement - le Conseil du Gouvernement iraquien désigné par les États-Unis - a très vite montré son goût pour la censure en interdisant arbitrairement l'an dernier la station de télévision du Golfe par satellite *al-Arabiya*.

Beaucoup dépend de la personne qui a été nommée à la tête de la ICMC, Siyamend Othman, Kurde iraquien, titulaire d'un doctorat en sciences sociales d'une université parisienne. M. Othman avait auparavant été chercheur à Amnesty International, et occupé des fonctions de direction dans le domaine des médias à United Press International, propriété de la société News World Communications du révérend Sun Myung Moon.

M. Haselock a essayé de créer une sorte de barrière de protection autour de la Commission. Son idée est que la constitution provisoire du pays rendra difficile aux gouvernements futurs de toucher à la Commission ou à ses pouvoirs. L'accès direct de la Commission aux recettes tirées des licences lui garantit une indépendance financière.

Les grosses sociétés devraient voir d'un bon œil la mise en place du type de gestion des licences sans risque et des fréquences qui conditionne la réalisation d'investissements majeurs dans de nouveaux réseaux de téléphonie mobile, dans la radio régionale et dans deux réseaux nationaux de télévision commerciale qui viendront d'ici à la fin 2004 s'adjoindre à la radiotélévision de service public.

La Commission est censée élaborer pour l'avenir de nouveaux projets de loi relatifs aux médias, mais ceux-ci devront être soumis directement au Parlement, et non à un gouvernement futur.

La Commission peut espérer que, en exprimant son opposition à de nouvelles lois répressives sur la presse ou à une réglementation excessive, elle gagnera le soutien des professionnels des médias. En effet, si dans les mois à venir la Commission se trouvait balayée par les réactions hostiles à la coalition, les journalistes iraqiens devraient probablement s'attendre à une campagne de plusieurs années avant que soit institué un organe indépendant d'autorégulation qui aurait toutes chances de ressembler à l'actuelle Commission.

Une version arabe de cet article a été publiée dans The View from Bagdad, anthologie de textes retraçant 12 mois d'efforts déployés depuis la chute de Saddam Hussein en faveur de la renaissance de médias iraqiens indépendants et de la liberté d'expression.

Introduction à la sixième partie

Nouvelles du front - trois épisodes

Si l'expression "moyens de communication de masse" ou "médias de masse" fait surgir dans bien des esprits l'idée d'un puissant monolithe, la réalité, pour nombre de professionnels des médias, est souvent beaucoup plus prosaïque et se ramène à un combat de David contre Goliath. Les rédacteurs en chef et les collaborateurs des trois journaux qui présentent leur point de vue dans les pages qui suivent sont courageux mais pauvres. Ils ont en commun la passion d'informer, malgré les pressions et les forces liguées contre eux.

Pour Gojko Beric, chroniqueur au quotidien *Oslobođenje* de Sarajevo, la volonté obstinée d'indépendance qui avait rendu son journal célèbre dans le monde entier à l'époque de la guerre est devenue un obstacle à l'heure de la paix imposée par la communauté internationale. Certes, *Oslobođenje* milite encore passionnément pour l'instauration d'une société véritablement pluriethnique, mais les temps ont changé et les opinions qu'il défend ne rencontrent plus guère d'écho dans la nouvelle réalité qui est aujourd'hui celle de la Bosnie-Herzégovine. Le journal survit, tout juste, mais il a besoin d'un coup de main.

En Sierra Leone, le *Standard Times* n'avait pratiquement jamais cessé de paraître tout au long de la guerre civile ; maintenant que le conflit a pris fin, il se débat pour garder la tête hors de l'eau, selon Kajsa Tornroth de l'Association mondiale des journaux. Il a besoin de rentrées publicitaires et d'une infrastructure adéquate mais son sort est lié à la situation économique qui prévaut dans l'ensemble du pays. Pourtant, le Réseau africain de presse aide les journaux comme le *Standard Times* à mettre en commun leurs expériences en ce qui concerne les stratégies de gestion permettant de survivre dans le contexte extrêmement difficile de l'après-conflit.

Gwen Lister, rédactrice en chef du quotidien *The Namibian*, constate que les médias indépendants qui voient le jour pendant un conflit, comme ce fut le cas de son journal à l'époque de la lutte pour l'indépendance contre l'Afrique du Sud, n'ont aucune garantie de survie une fois que le conflit a pris fin et que l'intérêt est retombé dans les rangs des donateurs internationaux.

Le parti au pouvoir en Namibie ne s'est pas encore dégagé de son passé de mouvement d'indépendance autocratique pour devenir une organisation fonctionnant selon les règles de la démocratie ; il tolère donc difficilement un journal qui continue de dénoncer les cas de mauvaise gestion des affaires publiques et de corruption et entend brandir toujours bien haut le flambeau des droits de l'homme.

Si *The Namibian* survit, malgré l'animosité et les pressions du pouvoir, c'est grâce à la fidélité de son lectorat et au dévouement de ses journalistes. Les médias indépendants ne doivent pas compter sur qui que ce soit, estime Lister. Ils doivent apprendre à survivre par leurs propres moyens. Mais ils sont l'un des piliers des économies émergentes et, à ce titre, il importe de les encourager et de les soutenir.

À Sarajevo, un journal en lutte contre les difficultés

Requiem pour un journal qui ne veut pas mourir

CHAPITRE 17 Je vais vous raconter une histoire extraordinaire ; en fait, j'irai jusqu'à dire que c'est quelque chose d'unique dans l'histoire du journalisme : la chronique du quotidien de Sarajevo *Oslobodjenje*, pour lequel je travaille depuis une quarantaine d'années.

Gojko Beric,
chroniqueur
à *Oslobodjenje* J'ai cinq ans de plus que ce journal, qui a vu le jour le 30 août 1943, au plus fort de la seconde guerre mondiale, dans un petit village du territoire libéré du nord-est de la Bosnie. L'an dernier, *Oslobodjenje* a célébré son sixième anniversaire. Pour les Balkans, c'est déjà une assez longue vie.

Dans l'ex-Yougoslavie, la Bosnie-Herzégovine passait pour le bastion idéologique du régime. Les médias soutenaient tous le régime, certains mieux que d'autres, mais *Oslobodjenje* figurait parmi les meilleurs.

Puis un miracle s'est produit. Un an avant la chute du Mur de Berlin, *Oslobodjenje* a conquis son petit îlot de liberté. Pour la première fois dans l'histoire du journal, ses collaborateurs ont eux-mêmes élu le rédacteur en chef. Jusqu'alors, celui-ci avait toujours été désigné par des comités du parti.

Du jour au lendemain, *Oslobodjenje* cessait d'être un obscur bulletin du parti pour devenir un journal moderne et agréable à lire qui comptait au nombre de ses collaborateurs certains des journalistes les plus en vue de l'ex-Yougoslavie.

Le journal présentait des éditoriaux et autres articles qui étaient nouveaux dans la presse yougoslave et il embrassa la cause des politiques de réforme du gouvernement fédéral. Quelque dix mois plus tard, *Oslobodjenje* était désigné comme journal yougoslave de l'année pour 1989 dans une enquête menée par le journal *Slobodna Dalmacija* de Split, qui avait interrogé des journalistes professionnels de tout le pays.

Cette liberté durement acquise fut toutefois de courte durée. En novembre 1990, les premières élections multipartites ont été organisées en Bosnie-Herzégovine ; l'effet de l'euphorie nationaliste en Serbie et en Croatie fut tel que les nationalistes remportèrent une victoire indiscutable.

Les Serbes votèrent massivement pour le Parti démocratique serbe (SDS), les musulmans pour le Parti de l'action démocratique (SDA), et les Croates pour l'Union démocratique croate (HDZ).

Il en est ressorti un gouvernement fondé sur le partage du pouvoir, principe que les partis victorieux étaient déterminés à appliquer aux grands titres de la presse écrite et aux médias, à savoir *Oslobodjenje* et la *Radiotélévision de Sarajevo*. Tout a été soumis à la cuisine politique, et l'on s'est partagé aussi bien les moindres miettes que les postes de responsabilité éditoriale, qui, bien sûr, ont été attribués aux fidèles des partis. Toutefois, *Oslobodjenje* réussit à résister à cette vague nationaliste.

Médias: Prévention des conflits et reconstruction

Tout cela se passait à une époque où les grands titres de Serbie et de Croatie, en dépit de leur tradition ancienne et de leurs bons journalistes, connaissaient un déclin moral pour devenir respectivement les porte-paroles de Slobodan Milošević et de Franjo Tuđman. *Oslobodjenje* est toutefois resté fidèle à sa ligne démocratique en s'opposant au nationalisme et en encourageant la tolérance religieuse et culturelle entre Musulmans, Serbes et Croates de Bosnie-Herzégovine. Plusieurs Serbes figuraient parmi les journalistes et rédacteurs les plus éminents de cette équipe multiethnique.

Au début d'avril 1992, la guerre éclata sous nos fenêtres. Sarajevo était assiégée, investie par les troupes de Karadžić. La mort devint chose courante dans les rues de la ville, où les gens tombaient sous les obus ou les balles des tireurs embusqués. Le bâtiment d'*Oslobodjenje*, l'un des plus beaux de Sarajevo, n'était qu'à quelque 200 mètres des lignes de front serbes. Le soir du 20 juin 1992, l'immeuble fut touché par des bombes incendiaires et prit feu. Six des dix étages furent dévastés par les flammes d'un côté, et quatre de l'autre. Tandis que pompiers et journalistes luttait côte à côte pour éteindre le brasier, l'équipe de service était dans l'abri atomique en train de préparer le numéro du lendemain. L'éditorial était intitulé *Oslobodjenje* continue.

Mais il devenait de plus en plus difficile de continuer. Sarajevo était assiégée de toute part, sans nourriture, sans eau, ni gaz, ni électricité ou lignes téléphoniques. Nous nous servions de récepteurs radio et nous ravitaillions en nouvelles auprès d'un réseau de radioamateurs très zélés. Pour pouvoir tirer à au moins 4.000 exemplaires, même réduits au nombre minimum de pages, il nous fallait 100 litres de combustible par jour pour faire fonctionner nos générateurs pendant quatre heures. Tout le reste, nous le faisions dans le demi-jour de l'abri, avec des bougies pour seul éclairage.

Le matin, nos journalistes risquaient leur vie pour distribuer le journal, avant de passer le reste de la journée en reportage. La sortie d'*Oslobodjenje* dans les rues de Sarajevo chaque matin était un des principaux événements du jour pour les habitants recrues d'épreuves. Même ceux qui étaient dans les tranchées pour défendre la ville lisaient le journal. Nous avons réussi à sortir le numéro du cinquantième anniversaire d'*Oslobodjenje* dans le format d'origine d'avant guerre. Ce jour-là, j'ai vu des gens pleurer dans la rue en lisant le journal, qui leur rappelait les jours de paix.

À la fin du roman *Banket u Blitvi* de l'écrivain croate Miroslav Krleža, Niels Nielsen, le héros, un intellectuel libéral rebelle, se demande quelles perspectives restent à l'humanité après tant de massacres et d'effondrements sociaux. La réponse qu'il trouve est celle-ci : "une casse de caractère d'imprimerie, ce qui n'est pas beaucoup, mais c'est la seule chose que l'humanité ait trouvé jusqu'à présent comme arme pour défendre l'honneur humain".

À la fin de 1993, nous nous posions à peu près les mêmes questions que le héros de Krleža. Nous comprenions que nos idéaux avaient échoué et que la Bosnie-Herzégovine serait divisée en fonction de frontières ethniques. La rédaction a passé deux journées entières en vifs débats sur ce qu'il convenait de faire. Enfin, nous avons décidé à l'unanimité de continuer comme avant. Nous aussi, il ne nous restait plus qu'une arme pour défendre notre honneur d'être humains : cette casse de typographe connue sous le nom d'*Oslobodjenje*.

Pendant la majeure partie de la guerre, s'il est deux mots venus de Bosnie qui se sont propagés dans le monde entier, c'est bien "Sarajevo" et "*Oslobodjenje*". Ne resterait-il plus qu'une preuve de coexistence multiethnique authentique à Sarajevo pendant le siège, ce serait l'équipe de notre journal pendant la guerre. Alors qu'il était encore la cible quotidienne des obus et des balles des tireurs embusqués depuis les positions serbes, notre bâtiment en ruine était un but de pèlerinage pour les journalistes, écrivains, philosophes, artistes et diplomates étrangers, pour les militaires des forces internationales et les travailleurs humanitaires du monde entier. Chacun d'entre eux se faisait un honneur de pouvoir inscrire sa visite à *Oslobodjenje* dans son curriculum vitae.

Je ne dirai pas que le monde n'a pas été généreux avec nous, à sa façon. Conformément à "l'idéologie humanitaire" professée par le Président français François Mitterrand, l'Europe a effectivement apporté à la population de Sarajevo quelques denrées alimentaires, même si elle regardait faire avec indifférence lorsque, depuis les collines environnantes, les barbares tuaient chaque jour des habitants.

Il en a été en gros de même pour *Oslobodjenje*. L'Europe n'a pas lésiné sur les récompenses, les médailles et autres marques d'approbation, mais elle nous a apporté de l'aide au compte-gouttes, essentiellement sous la forme de papier journal.

CHAPITRE 16 : À Sarajevo, un journal en lutte contre les difficultés

En 1992, la BBC a proclamé *Oslobodjenje* journal de l'année ; vinrent ensuite le Prix scandinave de la liberté, le Prix Sakharov du Parlement européen pour la liberté de l'esprit, la Plume d'or de la liberté de l'Association mondiale des journaux, etc.

En fait, aucun autre journal du monde n'a été autant décoré. *Oslobodjenje* était toujours décrit comme attaché à la vérité, à la liberté et au courage dans les circonstances les plus difficiles. S'il y avait eu un prix Nobel du journalisme, je ne doute pas que nous l'ayons obtenu aussi.

Tels ont été les faits marquants de la première mi-temps de notre match historique. Ce ne sont toutefois pas les mêmes règles qui se sont appliquées pendant la seconde mi-temps. Nous continuions de jouer en appliquant les règles que l'Europe avait dit admirer. Mais les temps avaient changé ; on estimait maintenant que nous faisons du mauvais esprit et que notre entêtement méritait être puni comme il se devait. Naturellement, les arbitres s'en sont mêlés.

La suite de mon histoire commence par la signature de l'accord de paix sur la base militaire de Dayton, dans l'Ohio, en novembre 1995. Cet accord mettait fin au carnage et à l'épouvantable tragédie humaine qu'avait connus la Bosnie-Herzégovine. Si je vous dis que pas une salve n'a été tirée pour célébrer l'accord, vous aurez peut-être une idée de l'état d'esprit qui régnait dans la ville accablée. Après plus de 40 mois de siège, l'accord de paix apparaissait hypocrite et injuste.

C'est alors aussi que la renommée de l'*Oslobodjenje* des temps de guerre fut considérée comme appartenant désormais au passé, même si nous autres journalistes et rédacteurs avions du mal à y croire. Non pas que nous fussions aveugles à ce qui se passait autour de nous. Il n'était que trop évident que notre pays avait été partagé, que l'époque des défenseurs romantiques de Sarajevo était révolue et que les plus hauts postes de l'État étaient désormais occupés par ces mêmes chefs nationaux qui, quelques jours auparavant, avaient été les ennemis les plus acharnés. L'atmosphère était proprement orwellienne, avec un discours politique qui n'était le plus souvent que mimétisme et mensonges. Les nationalistes ont fini par pouvoir se proclamer vainqueurs.

Ce que cela signifiait, en bref, c'était que tout ce qu'*Oslobodjenje* avait inlassablement combattu pendant la guerre était désormais devenu, au seuil de la paix, la dure

réalité. C'était la défaite d'une société authentiquement multiethnique, la défaite d'une civilisation que l'Europe n'avait pas même remarquée jusqu'alors, et la défaite de mon journal.

Ce sont des choses qui arrivent. Après le triomphe du fascisme en Espagne, Albert Camus dit qu'il s'était aperçu que la force pouvait subjuguier l'esprit, et qu'il y avait des fois où le courage ne recevait pas la récompense qui lui était due.

Soixante mille soldats de l'OTAN débarquèrent en Bosnie-Herzégovine, et le pays se trouva de fait placé sous l'autorité internationale, incarnée en la personne du Haut Représentant. *Oslobodjenje* refusa de devenir le porte-parole des autorités nationalistes serbo-croato-bosniaques ou de la communauté internationale. Ce refus lui coûta cher ; personne n'avait dorénavant plus besoin d'un journal dont le nom avait été connu dans le monde entier, personne sauf quelques lecteurs, ces survivants, ces restes appauvris de la classe moyenne que la guerre avait fragilisée.

La guerre a changé tout le monde, même ceux qui laissaient leur place dans la queue devant les boulangeries pour acheter le numéro d'*Oslobodjenje* quand il apparaissait dans les rues. Que nous en fussions conscients ou pas, même ceux d'entre nous qui avions fait du journal ce qu'il était n'étions plus les mêmes. Nous étions las et déprimés, sans un sou, appauvris, et le peu qui nous restait de notre énergie et de notre passion créatrice d'autrefois s'amenuisait. Malgré tout, *Oslobodjenje* n'avait pas l'intention de vendre son âme au diable. Notre capital moral était trop important pour qu'on le jette dans les eaux de la Miljacka, la rivière qui traverse Sarajevo. Or, ce capital même devenait un fardeau.

Aux yeux du Parti démocratique serbe et de l'Union démocratique croate, *Oslobodjenje* était méprisable. Ces partis ont fait leur entrée sur la scène politique en tant que mouvements populistes militarisés. Pendant la guerre, et après, ils ont fonctionné exactement comme le Parti communiste. L'un et l'autre ont une lourde responsabilité dans la guerre et pour les crimes perpétrés contre les populations civiles. Nous autres, qui, chaque jour, coupions d'eau leur vin nationaliste et leur rappelions leurs péchés, nous ne pouvions guère espérer qu'ils nous applaudissent.

Nous n'étions pas non plus du goût du Parti de l'action démocratique dirigé par Alija Izetbegović et qui était

Médias: Prévention des conflits et reconstruction

pénétré de fanatisme religieux et d'anticommunisme nationaliste. Sachant la réputation internationale d'*Oslobodjenje*, Izetbegović s'abstenait pour sa part de manifester, en tout cas en public, son hostilité au journal. Il laissait ce soin à d'autres, essentiellement des intellectuels de la communauté musulmane. Au milieu de l'année 1994, quand la fin de la guerre n'était encore qu'un rêve éloigné, ce sont eux qui ont lancé une campagne contre les mariages mixtes, y dénonçant un dispositif communiste pour éliminer les musulmans. Au cours du débat houleux qui s'ensuivit, le Ministre de la culture d'Izetbegović publia dans le quotidien musulman *Ljiljan* un article où il désignait *Oslobodjenje* comme "journal communiste serbotchetnik". On ne peut que s'interroger sur le sens d'une construction idéologique aussi schizophrénique.

L'Accord de Dayton a apporté une certaine paix en Bosnie-Herzégovine, mais la société était déjà gravement malade. Les divisions et exclusions ethniques et religieuses sont devenues l'idéologie dominante, imposée avec une logique de type nazi depuis l'école maternelle et l'école primaire jusqu'aux portes des usines et dans les services des hôpitaux. Depuis que cet état d'esprit prévaut, même les pires mensonges, présentés comme patriotisme médiatique, sont acceptés comme argent comptant. Avec un marché des médias divisé en trois selon des critères strictement ethniques, *Oslobodjenje* ne pouvait compter que sur ses lecteurs de Sarajevo. Pour bien montrer ce que cela signifie, l'un des mes éminents collègues a récemment qualifié la ville, dans une intervention publique, de "dernier territoire libre" de Bosnie-Herzégovine.

Mais n'est-il pas étrange qu'*Oslobodjenje* ne soit plus non plus du goût de la communauté internationale ? Au départ, cela nous a intrigués, mais nous avons vite compris la nature du problème.

Après Dayton, l'Occident avait investi des milliards de dollars et d'énormes quantités d'énergie dans la reconstruction de mon pays. Il s'agissait d'établir une paix durable et de mettre en place les institutions de l'État, et pas d'autre chose. Conscient que le recours aux chars d'assaut pour reconstruire une société multiethnique déchirée par la guerre reviendrait très cher et serait peut-être une tâche impossible, l'Occident s'est contenté d'installer un gouvernement multiethnique.

Quiconque mettait en doute cette stratégie était considéré comme un empêcheur de tourner en rond. L'Occident n'avait aucune envie d'écouter les souvenirs nostalgiques

sur l'existence en Bosnie avant la guerre, sur un mode de vie qui lui rappelait trop l'époque communiste. Tout ce qu'il voulait, c'était la réconciliation ; il ne souhaitait certainement pas entendre la vérité sur la guerre. Dès le départ, le mot d'ordre avait été "oublier le passé et penser à l'avenir".

L'Occident était très sensible aux critiques qui visaient l'Accord de Dayton. *Oslobodjenje* disait que l'Accord contenait plusieurs erreurs désastreuses et qu'il préparait le terrain pour un État sans pareil dans le monde. Bref, nous publiions tout ce que l'Occident ne voulait pas entendre. Le journal était le miroir des fautes et erreurs commises en Bosnie-Herzégovine. Comme chacun sait, ce n'est pas la faute du miroir si le visage qu'il reflète est imparfait.

La guerre n'était pas plus tôt finie que la communauté internationale choisit comme partenaires politiques les médias électroniques ; or les chaînes de télévision étaient des usines à fabriquer du primitivisme et des feuilletons minables, voire parfois de la haine nationaliste.

À la fin de 1993, il était d'ores et déjà clair que la guerre aboutirait en fin de compte au partage ethnique du pays. L'armée, dont Alija Izetbegović était le commandant en chef, n'était en rien capable d'empêcher le partage, même si elle l'avait voulu. La coexistence des Bosniaques, Serbes et Croates n'était plus l'impératif de la résistance bosniaque.

À l'époque, Izetbegović avait encore besoin d'*Oslobodjenje*, mais il envisageait déjà un quotidien qui serait exclusivement bosniaque. C'est ce qui arriva lorsque fut lancé *Dnevni Avaz*, ou "Voix quotidienne", actuellement le plus gros tirage de Bosnie-Herzégovine.

Pendant plusieurs années, *Avaz* a fidèlement servi les objectifs d'Izetbegović mais, quand il sembla à la rédaction que le principal parti bosniaque allait perdre les élections, elle adopta la cause du vainqueur probable, le Parti démocratique social. De quelque côté qu'il ait été, le journal a habilement joué sur les sentiments religieux et nationaux de la population. Ces derniers mois, ses pages étaient pleines d'articles détaillant les nombreuses injustices et inégalités dont souffraient les Musulmans bosniaques et éreintant ceux qui pensaient le contraire. Certes, chaque pays démocratique d'Europe a son *Avaz*, c'est-à-dire un journal qui crée un empire fondé sur le populisme médiatique. Selon le philosophe italien, Gianni

Vattimo, le populisme médiatique est dangereux parce que la démocratie représentative moderne repose en grande partie sur le potentiel politique des médias, lequel est fonction des tirages.

Pendant la guerre, l'équipe de rédaction d'*Oslobodjenje* a fait des efforts surhumains dans des conditions impossibles. Une fois la guerre finie, le journal a partagé le sort du pays. Cruellement à court d'argent et de matériel, sans imprimerie propre - car son imprimerie lui avait en fait été confisquée - il fut un réfugié dans sa propre ville. Ses journalistes travaillaient à l'étroit dans des locaux loués, déménageant d'un lieu à l'autre. Les vitrines de la rédaction étaient pleines des prix internationaux et marques d'approbation que le journal avait collectionnés et qui nous rappelaient des jours meilleurs. Mais aucune de ces récompenses n'avait de contre-valeur à la banque ; et la poussière de l'oubli s'accumulait sur la surface de vitrines autrefois étincelantes. *Sic transit gloria mundi*.

Il ne peut y avoir de bon journal sans bons journalistes ; or, de bons journalistes doivent être bien payés. Personne ne veut travailler pour rien. Comme touché par une maladie fatale, *Oslobodjenje* a tout juste de quoi subsister. Les salaires sont donc payés de plus en plus tard et les pertes s'accroissent.

Les efforts pour rajeunir la rédaction n'ont guère donné de résultats. Peut-être la gloire ancienne du journal peut les attirer les jeunes journalistes. Mais, à la différence de la vieille garde, ils n'ont pas de lien sentimental avec le journal et ne souhaitent pas travailler toute la journée pour ne gagner guère plus qu'un peu d'argent de poche. Il leur arrive de rester quelques mois, mais ensuite ils trouvent du travail comme traducteurs ou comme fonctionnaires dans une ambassade ou dans une de ces organisations internationales qui pullulent dans le pays.

Je ne peux passer sous silence l'une des journées les plus tristes de l'histoire d'*Oslobodjenje* : le 21 mai 2001. Ce matin-là, pour la première fois depuis 58 ans, les lecteurs d'*Oslobodjenje* se sont trouvés sans journal. Les journalistes s'étaient mis en grève, exigeant le renvoi du conseil d'administration et du rédacteur en chef et demandant que les salaires en retard soient payés. Les deux premières exigences ont été satisfaites, mais pas la troisième. Je suis certain qu'il n'y a personne ici qui n'ait vu la célèbre photographie de l'immeuble d'*Oslobodjenje* détruit par les flammes et effondré. C'est une photographie qui a fait le tour du monde.

Mais, l'an passé, cette célèbre image a disparu pour de bon du paysage urbain de Sarajevo. Deux élégants gratte-ciel ont été construits sur les fondements du vieil édifice. C'est maintenant le centre commercial et de production du *Dnevni Avaz* qui a gagné l'adjudication de l'ancienne imprimerie d'*Oslobodjenje*. Nous sommes devenus les locataires de ce qui était autrefois notre immeuble.

Deux quotidiens opposés, l'un créé avec des fonds d'origine douteuse, l'autre pauvre comme Job, sont sous le même toit. Bien que diamétralement opposés, *Oslobodjenje* et *Avaz*, chacun à sa façon, symbolisent l'écroulement d'une civilisation, la disparition de la classe moyenne, le recul de la morale et la mise en place d'un État mafieux.

Oslobodjenje aurait dû mourir en 1990, quand les partis nationalistes ont pris le pouvoir. Il aurait dû mourir en mai 1992 sous les obus des chars. Il aurait dû mourir aussi quand la guerre s'est terminée. Mais il a refusé de mourir. Je ne sais pas s'il vivra assez pour fêter son soixante-cinquième anniversaire. Le petit empire de liberté que nous avons commencé à bâtir avant même la chute du communisme est désormais enclos par les barbelés de la transition et pris dans le filet de la pauvreté chronique. C'est comme cela que meurt la liberté. Le destin d'*Oslobodjenje* dépend de nombreux facteurs, mais surtout de la question de savoir s'il trouvera quelqu'un pour l'aider à se remettre sur pied, dans mon pays ou en Europe, pour redonner vie aux principes qui lui valurent tant de louanges.

Se tailler une part de marché en Sierra Leone :

Comment un journal se débat pour se frayer la voie sur une route semée d'embûches

CHAPITRE 18 Je voudrais vous parler d'un journal de Sierra Leone, le *Standard Times*. Ce journal privé a été créé en 1994, trois ans après le début de la guerre civile, et il a paru dans des conditions extrêmement difficiles pendant presque toute la durée du conflit. Il continue de paraître aujourd'hui, mais sa route reste semée d'embûches.

Kajsa Tornroth,
Association mondiale
des journaux Tout d'abord, la fourniture d'électricité est irrégulière en Sierra Leone et, si le *Standard Times* dispose de son propre générateur, il a déjà été obligé de le changer à deux reprises en raison d'une utilisation trop prolongée, ce qui fait augmenter les coûts. La production est perturbée et le journal est régulièrement contraint de suspendre sa parution pendant un jour ou deux.

Les bureaux du *Standard Times* ont été détruits par un incendie pendant la guerre, ce qui a entraîné la destruction d'ordinateurs, d'imprimantes et de mobilier de bureau qui n'ont pas encore été remplacés.

Le journal a dû réduire ses effectifs de 20 à 15 personnes pendant le conflit et, en raison de ses difficultés financières, il n'a pas réussi à recruter de nouveaux salariés.

Le tirage du *Standard Times* lorsqu'il était à son plus haut niveau, oscillait entre 10.000 et 15.000 exemplaires, mais aujourd'hui il n'est plus que de 2.000 exemplaires environ et il est souvent inférieur à ce chiffre. Comme le dit son rédacteur en chef, Ibrahim Karim-Sei, les gens n'ont tout simplement pas les moyens de s'acheter le journal. En raison de la chute de son tirage, le journal a axé sa stratégie de commercialisation sur la publicité et il s'efforce d'attirer des annonceurs pour compenser ce manque à gagner.

“La liberté de la presse m'offre la possibilité de m'exprimer librement sans craindre le moins du monde les actes d'intimidation, le harcèlement ou les violences physiques”, déclare Karim-Sei. “Cependant, la possibilité que j'ai de m'exprimer librement en tant que journaliste dépend en grande partie de la santé financière de mon journal”.

Aujourd'hui le journal tire 90 % de ses recettes de la publicité, situation qui tranche sur celle de ses débuts où il tirait l'essentiel de ses recettes des ventes directes.

Pour attirer les annonceurs, le *Standard Times* publie des rubriques sur les loisirs, le sport, la cuisine et la culture ainsi que des articles destinés à attirer un lectorat féminin au lieu de traiter principalement de politique et d'économie dans ses colonnes.

Le journal essaie de convaincre les annonceurs qu'il peut toucher un marché du point de vue géographique étendu et, pour y parvenir, il a dû créer un solide réseau de distribution à travers l'ensemble du pays.

Médias: Prévention des conflits et reconstruction

Les pertes financières du *Standard Times* sont dues en grande partie au fait qu'il n'a pas été en mesure d'assurer sa distribution dans d'autres régions du pays pendant la guerre, en particulier dans les zones rurales ou isolées. Bien que la guerre soit finie maintenant, le problème continue de se poser en raison du mauvais état du réseau de transport. Le journal négocie actuellement avec le service postal national un accord de distribution afin d'étendre sa diffusion dans des zones reculées.

Le cas du *Standard Times* illustre à la perfection le rôle vital que le marché et les infrastructures jouent pour la presse écrite en Afrique. On pourrait faire le même constat pour les stations de radio indépendantes en Afghanistan ou les chaînes de télévision privées en Bosnie.

Dans les démocraties prospères, tous les médias privés, sans exception ou presque, tirent leurs ressources de la publicité. Cette solution n'est peut-être pas toujours idéale, mais généralement elle donne de bons résultats. C'est aussi le seul système qui permet à des médias indépendants de se développer et de survivre dans les situations d'après-conflit.

On se rend compte de l'importance de la publicité au vu des demandes que font les médias dans les situations d'après-conflit partout dans le monde. Apprenez-nous à créer une agence de publicité, disent-ils. Apprenez-nous à attirer des annonceurs.

Pour permettre à des médias indépendants de se développer et de prospérer, il faut aider à constituer les infrastructures économiques nécessaires, par exemple en créant des imprimeries privées, des réseaux de distribution et des centrales d'achat de papier journal, en mettant en place parallèlement des marchés, des normes et des contrôles pour la publicité.

Cela montre à quel point le développement de médias indépendants est lié au développement économique du reste de la société.

Les médias ont besoin d'un cadre juridique pour préserver leurs intérêts éthiques et juridiques. Ce facteur est particulièrement important dans les situations d'après-conflit où la législation est souvent périmée ou simplement non respectée. C'est là un des premiers problèmes à résoudre, car la législation est un des fondements nécessaires si l'on veut créer un environnement dans lequel les médias puissent travailler librement.

Il faut aussi des valeurs partagées et un code de conduite commun, des possibilités de formation et de développement de carrière pour les journalistes et des associations professionnelles efficaces et non partisans, des groupes et des publications de surveillance de la presse, ainsi que des équipes de citoyens actifs qui jouent le rôle d'observateur critique des médias.

Mais comment faire concrètement pour que de telles transformations économiques s'accomplissent et pour reconstruire les infrastructures ? Une initiative montre qu'il est possible d'y parvenir. Il s'agit de RAP 21, le Réseau africain de presse pour le XXI^e siècle, qui a été lancé en 2000 par l'Association mondiale des journaux. RAP 21 est un réseau d'information électronique destiné à la presse africaine, par l'intermédiaire duquel plus de 400 journaux se font part de leurs expériences en matière de gestion des médias. Le pivot du réseau est un bulletin d'information hebdomadaire qui permet aux journaux de communiquer et de faire connaître les stratégies de gestion des médias qui ont donné de bons résultats dans divers domaines, comme la distribution et la gestion du personnel.

Des centaines de projets très novateurs sont menés en Afrique dans le domaine de la presse écrite - ce qui représente beaucoup de connaissances, beaucoup de savoir-faire. Les personnes qui souhaitent s'informer sur la façon dont on dirige un journal en Afrique et sur les obstacles qu'elles risquent de rencontrer trouveront des réponses à nombre de leurs questions sur le site Web de RAP 21.

RAP 21 montre comment soutenir le développement des médias avec des moyens limités. Il montre également qu'il existe déjà une somme considérable d'informations et de connaissances, que de nombreuses initiatives ont été lancées, certaines avec plus de succès que d'autres.

Nous devrions nous inspirer des leçons qu'ont déjà tirées de façon empirique ceux qui vivent réellement dans des sociétés sortant d'un conflit, qui dirigent un journal, une station de radio ou une chaîne de télévision au quotidien dans des conditions très difficiles. Nous ne partons pas de zéro - les connaissances sont déjà là, tout le problème est de savoir comment les rassembler et les transmettre à ceux qui en ont besoin.

Les journaux face aux pressions de l'État :

Être toujours vif, réactif et proche du lecteur

CHAPITRE 19

“C’est en période de conflit que le devoir d’information indépendante et pluraliste des médias est plus important que jamais. Il peut aider à prévenir les pires atrocités. À l’issue d’un conflit, une presse libre et indépendante facilite le passage d’un climat de méfiance et de peur à un climat propice au dialogue, parce que les gens peuvent alors penser librement et fonder leurs opinions sur des faits.”

Kofi Annan, secrétaire général de l’ONU, dans la préface à la brochure publiée à l’occasion du quinzième anniversaire de *The Namibian*, en août 2000.

Gwen Lister,
rédacteur,
The Namibian

Qui peut nier qu’aujourd’hui, partout dans le monde, ce sont les médias indépendants qui sont le plus souvent visés dans les situations de conflit ? Et qui contesterait que “la création, le maintien et le renforcement d’une presse indépendante, pluraliste et libre sont indispensables au progrès et à la préservation de la démocratie, ainsi qu’au développement économique”, comme il est dit dans la Déclaration de Windhoek de 1991 sur la promotion d’une presse indépendante et pluraliste.

Ironie du sort, l’existence même d’une presse indépendante est dans une large mesure le produit des conflits qui, de par leur nature même, ont tendance à susciter l’apparition de médias alternatifs. La notion de médias indépendants telle qu’elle est définie dans la Déclaration de Windhoek désigne les médias qui échappent au contrôle de l’État ainsi qu’à celui des pouvoirs politique ou économique.

Malheureusement, il en va tout autrement de la **survie** des médias indépendants. Sur tous les continents, le paysage médiatique des sociétés anciennement non démocratiques est jonché de cadavres d’entreprises de médias dont le courage n’a pas suffi à les prémunir contre la puissance de l’État au cours d’un conflit armé ou qui n’ont pas réussi à gagner la bataille de la viabilité une fois le pays entré dans la phase de transition pacifique.

The Namibian est l’un des rares à avoir réussi la transition du statut de journal tributaire des donateurs, créé au plus fort de la répression par le régime d’apartheid sud-africain, en 1985, à une autonomie financière après l’accession de la Namibie à l’indépendance, en 1991.

Notre histoire ne date pas d’hier mais elle est toujours pertinente et, alors que de nombreux médias continuent de lutter vaillamment pour leur survie dans des zones de conflit, il est peut-être utile de tirer quelques enseignements de l’expérience de ceux parmi nous qui ont eu la chance non seulement de survivre à la lutte politique mais également de conquérir dans le même temps leur autonomie financière. Lors du lancement de *The Namibian*, en 1985, rares étaient ceux qui pensaient qu’il survivrait. La Namibie, qui s’appelait alors l’Afrique du Sud-Ouest, était sous la férule de l’ex-gouvernement blanc d’Afrique du Sud et de son régime d’apartheid.

Médias: Prévention des conflits et reconstruction

Le journal se donnait pour objectif de conquérir les cœurs et les esprits des Namubiens, dont la plupart soutenaient la lutte armée menée par la South West Africa People's Organisation (SWAPO) pour l'autodétermination et l'indépendance de ce qui était alors la dernière colonie en Afrique. Il en est résulté une répression contre la SWAPO et quiconque pouvait passer pour un partisan - ou sympathisant - du mouvement de libération.

Le Gouvernement sud-africain de l'époque a eu recours à la puissance de son armée et à toute une série de mesures répressives, dont une législation draconienne, et à une guerre de propagande contre tout adversaire.

La plupart des médias de l'époque étaient, sinon directement contrôlés par la puissance coloniale, du moins manifestement passifs face à la domination sud-africaine. Le nord du pays, près de la frontière avec l'Angola, qui servait de base arrière pour la lutte armée, vivait sous un régime quasi militaire. Le couvre-feu était en vigueur du lever au coucher du soleil ; les partisans de la SWAPO faisaient l'objet d'arrestations arbitraires et de détentions sans procès. Les actes de torture étaient monnaie courante.

C'est dans ce climat que *The Namibian* a vu le jour. Le petit groupe de personnes qui a fondé le journal était uni dans sa conviction qu'un journal dont la politique éditoriale serait indépendante et qui pratiquerait un journalisme honnête et réaliste, en se conformant à des principes directeurs stricts, exposerait au grand jour la situation du pays sous la botte de l'apartheid et contribuerait à la création d'une presse libre et dynamique en Namibie.

Le journal s'est également engagé à œuvrer pour l'application du plan de règlement des Nations Unies pour la Namibie, qui prévoyait des élections libres et honnêtes et l'indépendance à l'égard de l'Afrique du Sud.

À l'instar de la plupart des autres médias indépendants en situation de répression, nous ne nous faisons guère d'illusions sur la facilité de la tâche. Dans l'éditorial du numéro zéro du journal, en 1985, nous écrivions "nous ne doutons pas qu'il y aura des moments difficiles et que le périple que nous avons entrepris avec le journal ne sera pas toujours de tout repos, mais nous sommes assez optimistes pour penser qu'à longue échéance, ceux qui nous critiquent verront que nous avons à cœur de défendre les intérêts de la Namibie et que notre objectif était qu'elle soit indépendante et prospère et qu'elle

occupe la place qui lui revient de droit dans le concert des nations".

Nous avons accepté aussi que le succès du journal soit tributaire de son acceptation par l'ensemble de la population. Ce qui, *a posteriori*, s'est avéré un atout très important dans les années qui ont suivi.

Les obstacles ont surgi dès le début, et sont allés croissant jusqu'à la fin des années 80. Lorsque le gouvernement provisoire fantoche mis en place par l'Afrique du Sud a eu vent de notre projet de lancer un journal, la première menace fut immédiate. Il nous a imposé le versement d'une caution de plus de 20.000 rands en vertu de la loi sur l'impression et l'enregistrement des journaux, au motif que notre journal, et moi personnellement, représentions une menace pour la sécurité de l'État.

Ayant entrepris de lever le voile sur les injustices du régime d'apartheid, nous avons trouvé un certain réconfort dans le fait que, même en des temps aussi répressifs, la magistrature namibienne faisait preuve d'une certaine indépendance. Lorsque nous sommes allés devant les tribunaux pour faire valoir que cette caution était anticonstitutionnelle, le juge nous a donné raison.

Dans les années qui ont suivi, nous avons survécu au harcèlement, à l'intimidation et aux attaques directes contre nos locaux et notre personnel, voire aux tentatives d'assassinat. On nous a refusé des documents de transport et de voyage. Les détentions sans procès et les arrestations arbitraires étaient une réalité de tous les jours.

À l'époque, c'est le financement par des donateurs qui a assuré notre survie financière, dans la mesure où les milieux d'affaires, soumis aux intimidations ou aux menaces directes des autorités, refusaient de nous confier leur publicité. L'année 1991 a été pour la Namibie celle des élections et, enfin, de l'indépendance, qui allait de pair avec une constitution démocratique et une charte des droits garantissant la liberté de la presse et invocable devant les tribunaux.

Pour nous, ce fut le grand tournant qu'ont connu bien d'autres médias indépendants créés en situation de guerre ou de conflit, lorsque les sources de financement commencent à se tarir et que la lutte pour la viabilité devient le maître-mot. Notre survie était encore loin d'être assurée. Nous nous étions battus pour l'autodétermination et l'indépendance de la Namibie, ainsi que pour la garantie

CHAPITRE 19 : Les journaux face aux pressions de l'État : Être toujours vif, réactif et proche du lecteur

des droits de l'homme, dont la liberté de la presse. Ayant remporté cette bataille politique, il nous fallait désormais conquérir l'autosuffisance économique.

Certes, la guerre avait pris fin, et la paix régnait dans notre pays, mais il n'en demeurait pas moins que, comme le disait l'archevêque Desmond Tutu dans un message publié à l'occasion de notre 15^e anniversaire, "ceux qui arrivent au pouvoir, surtout dans de jeunes démocraties, deviennent vite hypersensibles à toute opinion dissidente ... Car il est souvent plus commode de faire peu de cas de l'opposition, de ne pas supporter les questions, de chercher à se soustraire à tout examen quelque peu rigoureux, de chercher à éviter d'avoir à rendre des comptes". Ce phénomène n'est pas unique à la Namibie, et notre sous-continent, l'Afrique australe, abonde en exemples de libérateurs qui, une fois eux-mêmes parvenus au pouvoir, ont vite cessé de tolérer une presse libre et démocratique.

Dans les tout premiers temps qui ont suivi l'indépendance, notre journal a traversé des passes très difficiles avant de parvenir enfin à assurer sa viabilité financière. Plusieurs fois, nous avons frôlé la catastrophe. Nous savions que de courageuses initiatives médiatiques analogues dans l'Afrique du Sud voisine avaient échoué, comme ce fut le cas pour le *Vrye Weekblad et South*, souvent à cause de la perte soudaine de sources de financement.

Ce qui a fait pencher la balance en notre faveur, c'est notamment, à mon avis, le fait que nous disposions d'un personnel résolu et dévoué, prêt à sacrifier jusqu'à son salaire mensuel et autres avantages pour passer les caps difficiles ; que notre politique éditoriale était indépendante et est demeurée fidèle à ses principes ; que notre conception de la gestion était à la fois austère et dynamique ; que nous faisons preuve d'imagination dans le règlement des problèmes ; et que notre journal a continué d'être produit et géré par les journalistes eux-mêmes.

Notre journal a conquis les cœurs et les esprits de la population en s'efforçant d'être la voix des sans-voix sous l'occupation du régime d'apartheid, et il continue de bénéficier du soutien de cette base. Notre conception du journalisme, qui privilégie la surveillance, irrite les anciens libérateurs aujourd'hui hommes de pouvoir, mais le soutien de nos lecteurs a incontestablement contribué à nous prémunir contre les réactions excessives de l'État. Nous sommes organisés en association à but non

lucratif si bien que, avec le regain de recettes publicitaires, nous avons pu améliorer les conditions de travail et les avantages offerts à notre personnel. Nous allons aussi au devant de la communauté, qui nous aide depuis tant d'années, en lui rendant ce soutien sous la forme de divers projets "citoyens".

Il en va ainsi parce que nous n'avons ni propriétaires ni actionnaires qui cherchent à tirer le maximum de profit du journal ou à se remplir les poches. La logique de l'entreprise doit certes nous guider, mais uniquement pour assurer notre survie. Si nous y sommes parvenus en Namibie, pays où l'analphabétisme est assez répandu et qui compte moins de 2 millions d'habitants, donc beaucoup moins de lecteurs potentiels et encore moins de lecteurs payants, alors notre expérience peut certainement être reproduite par d'autres.

La dernière en date des difficultés tient à la décision du gouvernement d'investir l'argent du contribuable dans les médias contrôlés par l'État pour lutter contre notre façon indépendante et parfois critique de faire du journalisme.

Le summum a été atteint en décembre 2001, lorsque le conseil des ministres, arguant de ce qu'il appelait notre "politique hostile au gouvernement", a arrêté toute publicité officielle dans *The Namibian*. Puis une directive présidentielle est venue interdire l'achat de tout exemplaire de *The Namibian* au moyen de fonds publics. Ces interdictions sont toujours en vigueur, et notre autosuffisance - qui plonge ses racines dans le peuple - se révèle dans le fait que nous ne soyons pas vulnérables aux tentatives de sabotage économique de ce genre.

Jusqu'ici, nous avons préféré ne pas contester ces interdictions devant les tribunaux, mais il n'est pas exclu que nous le fassions un jour. Environ 6 % seulement de nos recettes publicitaires ont été touchées, ce qui représente un effet minime. Ce que nous redoutions le plus, c'était le choc frontal si les entreprises publiques et le secteur privé avaient emboîté le pas à l'État. Or, à quelques exceptions près, celle du parti au pouvoir, par exemple, tel n'a pas été le cas.

Le déni de publicité est une arme relativement nouvelle dans l'arsenal dont divers gouvernements, d'Afrique et d'ailleurs, disposent pour tenter de réduire au silence la presse indépendante critique. Après l'interdiction de la publicité dans *The Namibian*, le Gouvernement botswanais a décrété un embargo analogue sur la publicité dans deux

Médias: Prévention des conflits et reconstruction

journaux du pays, le *Botswana Guardian* et le *MidWeek Sun*. Ces deux journaux ont contesté avec succès cet embargo devant les tribunaux mais leur fonctionnement a été sérieusement compromis, parce qu'ils tirent près de 60 % de leurs recettes totales des annonces publicitaires de l'État.

Le Gouvernement swazilandais s'est aussi inspiré de cet exemple et le quotidien *Guardian* a cessé de paraître au Swaziland.

La question essentielle reste cependant de savoir pourquoi certains médias indépendants parviennent à survivre et pas d'autres. Il serait peut-être intéressant que des organismes et des organisations non gouvernementales compétents entreprennent une étude sur la question.

Dans notre propre région, la fermeture du *Daily News* au Zimbabwe, en 2003, est un bon exemple à cet égard. Nul n'ignore que le gouvernement de Mugabe a mené, sur plusieurs années, une campagne concertée visant à réprimer les médias privés indépendants, par diverses formes de harcèlement, de censure et de restrictions légales.

La fermeture du seul quotidien indépendant du Zimbabwe, lancé en 1999, a incontestablement créé un vide sur le plan de l'information dans ce pays, la plupart des Zimbabwéens étant désormais contraints de lire le journal favorable au parti gouvernemental Zanu-PF. Il ne subsiste que quelques hebdomadaires indépendants et, bien entendu, les émissions sur ondes courtes de radios étrangères, les radios privées locales ne pouvant obtenir de licence.

Le journal a certes obtenu des décisions de justice en sa faveur mais qui n'ont pas empêché la poursuite des descentes de police dans ses locaux jusqu'à ce qu'il soit contraint de fermer. La question de savoir quelles raisons ont abouti à la décision de fermer le journal et qui a pris cette décision reste posée. Est-ce que la vie des journalistes était menacée ou est-ce que des considérations commerciales ont amené les actionnaires du journal à jeter l'éponge ? La lutte contre les pressions politiques fut longue et difficile et il n'est pas certain que les journalistes ont été consultés à propos de cette fermeture.

Il ne faut pas en conclure que toute publication indépendante jamais lancée devrait s'estimer en droit de survivre. Et il ne faudrait pas encourager le

recours continu aux donateurs. Lorsque les normes professionnelles ne sont pas respectées et qu'il n'y a pas de politique éditoriale attachée à des principes ; lorsque de nouvelles publications sont lancées à des fins purement lucratives et commerciales (ce qui peut arriver dans notre région du monde où l'argent est si rare et où les donateurs sont disposés à soutenir de tels projets), alors les publications qui échouent n'ont que ce qu'elles méritent. Notre aptitude à assurer la survie du journal supposait une aptitude tout à la fois à gérer dans la crise et à gérer la crise. Mettre en lumière certains des aspects de notre conquête de la survie pourrait être utile à d'autres publications qui se trouvent dans une situation analogue à la nôtre.

Avoir une politique éditoriale indépendante - être un journal qui n'est lié à aucun parti politique ou intérêt commercial - nous a rendu de grands services. Nous devons impérativement rester fidèles à nos principes de journalisme indépendant. *The Namibian* est demeuré constant dans son attachement à tout un ensemble d'idéaux clairs qui nous ont aidés à garder le cap, sur des mers souvent très houleuses. Cette éthique fondatrice d'un journal attaché à la démocratie et à la défense des droits de l'homme demeure aussi forte aujourd'hui.

Il ne faut pas sous-estimer le dévouement du personnel. Il contribue à définir l'éthique d'une publication, laquelle détermine elle-même le soutien des lecteurs. Ce sont ces braves gens qui ont été à l'avantgarde du journalisme "de combat" contre la domination de notre sous-continent par le régime d'apartheid, et qui semblent malheureusement devenir une espèce rare dans notre partie du monde aujourd'hui. Il n'y a peut-être pas lieu de s'en étonner, en ce sens que personne n'aime affronter constamment les dangers. Le courage demeure une caractéristique importante des journalistes qui travaillent dans les médias indépendants.

Le financement par des donateurs était certainement d'une importance capitale pour *The Namibian* dans sa période de combat, avant l'indépendance. Les donateurs devraient faire en sorte que ce financement ne soit pas interrompu brutalement, mais diminue progressivement pour permettre aux médias indépendants de s'atteler au règlement du problème de la viabilité, point de passage obligé pour tous et qu'il faut s'efforcer d'atteindre le plus rapidement possible. Ceux qui sont au pouvoir dans notre région du monde, et qui sont souvent eux-mêmes les bénéficiaires de quantités importantes de fonds émanant de donateurs, ont tendance à accuser les médias qui

CHAPITRE 19 : Les journaux face aux pressions de l'État : Être toujours vif, réactif et proche du lecteur

bénéficient d'une aide extérieure d'être manipulés par l'étranger. Peut-être à cause de la situation du moment, et de la fin de la période de transition hors de la guerre froide, *The Namibian* est parvenu, grâce aux fonds fournis par la communauté internationale, à acquérir une stature internationale et il a été aidé en cela par le climat politique extérieur de l'époque. On pourrait dire à cet égard que nous avons démarré au bon endroit au bon moment.

The Namibian est un journal du peuple. Il a toujours réussi à rester en phase avec ses lecteurs. Au cours des années de combat, nous avons été le porte-voix de l'opposition à la domination du régime d'apartheid et c'est ce faisant que nous avons gagné ce que nous appelions nos "galons de combattant". Nos reporters se rendaient régulièrement dans les zones militaires situées dans des régions rurales reculées, et nous n'avons donc jamais eu une base purement urbaine.

Malheureusement, même dans notre démocratie d'aujourd'hui, des peurs qui remontent à l'ancien régime semblent toujours profondément ancrées dans un pays où la liberté de parole est pourtant garantie. La Namibie est dominée par un parti, la SWAPO, qui n'a pas encore réussi à mener à son terme la transition d'un mouvement de libération autocratique à un parti politique démocratique. *The Namibian* continue de s'exprimer quand beaucoup d'autres ont encore peur de le faire, en particulier lorsqu'il s'agit de questions de mauvaise gouvernance ou de corruption.

La propriété est la clé de la survie. Les journaux exploités par des journalistes sont peut-être en train de devenir encore plus nécessaires dans le monde d'aujourd'hui. Dans ce que l'on appelle le premier monde, les gestionnaires sont en train de prendre la relève, si bien que les profits passent avant les principes et que les lecteurs sont de moins en moins nombreux.

En ce qui nous concerne, nous avons dans une large mesure appris sur le tas. Ayant travaillé au journal depuis sa création, j'estime qu'il est possible de concilier les principes et le profit. Pour prendre un exemple, *The Namibian* refuse d'augmenter son prix de vente, parce qu'il est conscient que la population doit avoir accès à l'information, surtout dans les démocraties émergentes. Dans toute institution médiatique indépendante, les gestionnaires doivent faire preuve d'imagination face à l'adversité. Il importe de ne pas abandonner purement et simplement un projet avant d'avoir épuisé toutes

les formules possibles de survie. Au Zimbabwe, par exemple, *Radio Dialogue et Voice of the People*, auxquels on avait refusé des licences de diffusion depuis l'intérieur du pays, se sont mis à diffuser sur ondes courtes depuis l'étranger, en dépit de la poursuite des harcèlements.

L'innovation peut aussi jouer dans la lutte pour la survie financière. Les technologies dont on dispose aujourd'hui permettent à des médias qui essaient de parvenir à l'autosuffisance d'offrir d'autres services, de composition et de conception par exemple, qui leur permettent de regonfler quelque peu leur trésorerie.

Il est tout aussi important que les médias indépendants fassent preuve du plus grand professionnalisme, même lorsque la pratique du journalisme est plus difficile et que les voies d'accès à l'information sont souvent coupées. Il est plus difficile pour les autorités de s'attaquer à une publication ou une station de radio dont le bilan professionnel est au-dessus de tout reproche. Le gouvernement n'approuve certes pas nécessairement ce que nous écrivons, mais *The Namibian* est devenu le journal de référence, et même nos adversaires dans l'appareil d'État se sentent obligés de nous lire.

Si l'on estime que l'autosuffisance est essentielle à la survie politique des médias dans les situations de conflit et immédiatement après, alors la formation à la gestion des médias devient une nécessité. Nous-mêmes avons appris sur le tas, en tirant les enseignements de nos erreurs, et j'ai moi-même dû acquérir le sens des affaires pour assurer la survie du journal. Si possible, l'acquisition de ce type de qualifications ne devrait pas être laissée au hasard.

Il est important que les médias puissent saisir les tribunaux et qu'ils soient aidés à le faire. Bon nombre d'obstacles à la survie des médias indépendants sont d'ordre législatif et doivent être contestés juridiquement. Comme nous l'avons nous-mêmes constaté, même les systèmes les plus draconiens comportent parfois des lacunes. Pour assurer leur survie, les médias devraient exploiter dans toute la mesure possible les lacunes du système.

Il importe au plus haut point de faire fonctionner les médias indépendants avec des budgets modestes, épurés et concentrés. C'est absolument indispensable à leur survie. Nous pouvons pourvoir aux besoins fondamentaux de nos journalistes, et nous le faisons, mais nous évitons les salaires excessifs et les dépenses fastueuses, en particulier au sommet de la hiérarchie.

Médias: Prévention des conflits et reconstruction

The Namibian a toujours été un journal “militant”. Nous avons constamment insisté sur la nécessité d’une constitution démocratique et d’une charte des droits assortie de libertés effectives. Mais nous étions tellement pris dans la lutte quotidienne pour la survie que nous avons oublié de nous demander de quelle manière l’exercice de ces droits pourrait être rendu effectif.

L’enseignement que l’on peut en tirer est que si les droits à la liberté d’expression, à la liberté des médias, à l’accès à l’information et au pluralisme des médias ne sont pas défendus et garantis pendant la phase de transition des pourparlers de paix, puis au stade de l’élaboration de la constitution et des lois, ils risquent beaucoup moins de l’être après. C’est aux médias et à la société civile d’engager une action concertée en vue d’obtenir ces garanties. Les médias doivent également rédiger et appliquer des codes de conduite et des mécanismes d’autoréglementation efficaces.

La force de la société civile est un élément capital pour créer un environnement propice à l’existence et à l’épanouissement de médias indépendants. En Namibie, la société civile n’est pas forte et, dans une large mesure, notre journal demeure le porte-étendard des droits de l’homme. Cette situation nous rend vulnérables, quand elle ne nous isole pas. D’autres pays ont eu plus de chance. En Afrique du Sud, par exemple, la société civile est forte et intervient activement dans tous les aspects de la promotion des droits de l’homme.

Nous autres journalistes sommes bien placés pour savoir que dans bon nombre de régions du monde notre profession est devenue synonyme de danger, surtout dans les situations de guerre et de conflit politique, et les rapports annuels des diverses organisations de journalistes témoignent de la multitude de ceux d’entre nous qui sont morts ou ont souffert dans l’exercice de leur métier. Même dans une démocratie comme la nôtre, la situation demeure précaire, et il en va probablement ainsi dans de nombreux pays de création récente ou qui sortent d’une situation de répression. Les médias, surtout s’ils sont indépendants, sont forcément pris pour cible lorsque les choses vont mal.

L’Institut des médias en Afrique australe (MISA) brosse un tableau légèrement plus optimiste de la situation dans son rapport sur l’état de la liberté de la presse pour 2003, mais il pointe un certain nombre d’exceptions on ne peut plus évidentes, au premier rang desquelles figure

le Zimbabwe qui est à cet égard le pays le plus répressif dans la région.

Alors que de nombreux médias indépendants, qu’il s’agisse de presse écrite ou de radio, n’ont pas réussi à surmonter des situations de crise, d’autres ont prospéré. J’ai souvent l’impression que c’est la taille relativement modeste des médias de cette deuxième catégorie - dotés d’un personnel dévoué qui fait tout ce qu’il y a à faire pour que le journal soit dans les kiosques ou que les émissions de radio soient effectivement diffusées en dépit des pires formes de provocation - qui a contribué à en faire des réussites exemplaires.

Dans de nombreux pays, il arrive que les médias dits normaux ou commerciaux aient des choses à apprendre de nous. Par la force des choses et la rareté des ressources financières, nous sommes devenus polyvalents. Dans mon propre cas, le titre de rédacteur est quasiment accessoire. À mes débuts, en 1985, j’étais un journaliste sans qualifications qui a appris son métier dans le feu de l’action. J’en suis aujourd’hui à gérer l’ensemble de la publication, de son personnel, de sa situation financière et toute autre tâche qui doit être accomplie. Il en va de même pour une bonne partie de notre personnel. Je dois reconnaître que la tâche semble parfois impossible.

Cette conception modeste de la taille du journal nous a permis de demeurer enracinés dans la communauté, et ce facteur aussi a incontestablement beaucoup contribué à notre succès. Cela étant, des journaux comme le nôtre, qui a survécu dans une large mesure grâce aux “galons” qu’il a gagnés dans la lutte pour l’indépendance et à son enracinement dans son lectorat, ne peuvent pas se permettre de dormir sur leurs lauriers.

Les temps changent et la lutte n’est plus la même. Il nous faut donc faire preuve d’imagination pour accompagner ce changement et apporter à nos lecteurs plus de diversité et de fraîcheur dans le contenu. L’un de nos grands projets est de créer un hebdomadaire pour la jeunesse, qui serait pour cette dernière un média tout à la fois d’éducation et d’information dans un pays où le fort taux de chômage et le peu de perspectives d’emploi posent un problème de taille pour la prochaine génération.

Nous avons aussi développé notre édition en ligne (à l’adresse <http://www.namibian.com.na>), dont le site remporte un grand succès tant dans le pays qu’à l’étranger.

CHAPITRE 19 : Les journaux face aux pressions de l'État : Être toujours vif, réactif et proche du lecteur

La solidarité régionale et internationale accroît beaucoup les chances de succès d'un média nouvellement créé. Il est incontestable que, dans notre région, l'Institut pour les médias d'Afrique australe (MISA) a apporté un appui aussi bien sur le plan de la promotion que de la gestion à des médias en difficulté.

Le choix du bon support dans les situations de conflit et de transition est essentiel pour la survie. Il y a des situations où le bon choix n'est pas celui de la presse écrite, parce que les journaux sont des produits matériels qui, comme le montre l'exemple du *Daily News* au Zimbabwe, constituent une cible facile pour les autorités qui peuvent sans peine les confisquer. La radio demeure le support le plus important en Afrique, et l'on peut dire qu'au Zimbabwe elle a aujourd'hui pris la relève dans la défense de la liberté de la presse après la disparition du *Daily News*.

Les médias indépendants, qu'ils se trouvent dans des États répressifs ou des États en transition, doivent être transparents. La morale professionnelle est capitale, et la clarté doit régner en ce qui concerne la propriété des médias. Bien souvent, les intérêts des propriétaires ou des actionnaires sapent les principes journalistiques.

Les médias indépendants, écrits ou audiovisuels, constituent souvent l'épine dorsale des démocraties émergentes. Il importe donc que ceux qui ont réussi, et qui peuvent partager leur savoir-faire avec les nouveaux venus, encouragent les autres.

Il semble qu'il y ait dans de nombreuses régions de l'Afrique un mouvement concerté vers la création de médias alternatifs, ce qui constitue un signe positif si l'on considère l'ampleur de la domination que l'État exerce depuis quelque temps sur les médias dans de nombreux pays. De grands progrès ont été enregistrés, et continueront de l'être, dans des pays en transition tels que l'Angola et le Mozambique. Ces initiatives méritent d'être soutenues parce qu'elles posent les fondements de la démocratie, de la bonne gouvernance, de la liberté de la presse et de la liberté d'expression.

Appendices

Déclaration de Belgrade Assistance aux médias en situation de conflit et dans les pays en transition 3 mai 2004

Nous, participants à la Conférence de l'UNESCO organisée sur le thème "Soutenir les médias en situation de conflit violent et dans les pays en transition" réunis à Belgrade (Serbie et Monténégro) le 3 mai 2004 à l'occasion de la Journée internationale de la liberté de la presse,

Rappelant l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui dispose que "tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit",

Notant que les Conventions de Genève et leurs Protocoles additionnels, qui énoncent les normes internationales applicables aux journalistes accomplissant des missions professionnelles périlleuses dans des zones de conflit armé, considèrent ceux-ci comme des personnes civiles et non comme des combattants, et disposent qu'ils doivent donc bénéficier de toutes les protections accordées aux civils, notamment ne pas être délibérément pris pour cibles, détenus ou de toutes autres façons maltraités,

Sachant que la liberté de la presse fait partie de la nouvelle conception du développement fondée sur les droits de l'homme inscrite dans les objectifs de développement du Millénaire, feuille de route pour l'application de la Déclaration du Millénaire des Nations Unies,

Rappelant la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui demande instamment à la communauté internationale de faire en sorte que les groupes de femmes et les femmes à titre personnel soient associées à tous les processus de reconstruction, de développement et de paix après conflit,

Se félicitant de la Charte sur la sécurité des journalistes en zones de conflit ou de tension adoptée par les organisations compétentes à Paris le 8 mars 2002 et de la Charte sur la sécurité adoptée à Montréal en 1992,

Rappelant la résolution 4.3 que la Conférence générale de l'UNESCO a adoptée à sa 26e session (1991), qui reconnaît qu'une presse libre, pluraliste et indépendante est une composante essentielle de toute société démocratique et qui approuve la Déclaration adoptée par les participants au Séminaire pour le développement d'une presse africaine indépendante et pluraliste organisé par l'UNESCO et l'ONU à Windhoek (Namibie) du 29 avril au 3 mai 1991,

Médias: Prévention des conflits et reconstruction

Condamnant les assassinats de journalistes en reportage dans les zones de conflit, ainsi que les attaques, menaces et harcèlements dont ils sont victimes,

Soulignant l'importance que revêt l'accès à la libre circulation d'informations puisées à diverses sources s'agissant des situations de conflit pour révéler tout abus qui peut avoir lieu et susciter un climat propice au règlement des conflits,

Insistant sur la nécessité de faire intervenir les organes d'information locaux comme acteurs principaux de l'élaboration de toute stratégie en matière de médias dans les zones de conflit et de postconflit,

Notant que, dans son message pour la Journée mondiale de la liberté de la presse de 2004, le Directeur général de l'UNESCO, M. Koïchiro Matsuura, a déclaré que "la sécurité personnelle et la survie même" des populations des zones de conflit pouvaient être tributaires de l'obtention "d'informations indépendantes et dignes de foi", et qu'il a estimé que le dialogue, "même lorsqu'il était passionné (...) était essentiel pour préparer le terrain de la réconciliation et de la reconstruction", et que "la presse libre n'était pas un luxe qui pouvait attendre des temps meilleurs ; elle fait partie du processus même par lequel ces temps meilleurs peuvent advenir".

Déclarons unanimement ce qui suit:

1. la démocratie et une paix durable sont tributaires du respect des droits de l'homme internationaux, et en particulier du droit à la liberté d'expression inscrit à l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme;
2. la liberté d'expression exige qu'il y ait des médias indépendants et pluralistes capables de présenter les nouvelles indépendamment de toute mainmise gouvernementale, politique ou économique;
3. le souci de la sécurité des journalistes locaux comme des journalistes internationaux doit revêtir un rang de priorité très élevé. Il faut mettre fin à la culture de l'impunité en cas d'assassinats de journalistes et autres agressions les visant, et les assassinats et agressions de ce type doivent donner lieu à des enquêtes indépendantes;
4. dans les zones de conflit et de postconflit, il faut veiller à ce que des informations humanitaires crédibles et

pratiques puissent être mises à la disposition de la population locale comme des organisations d'aide internationales. Cela peut amener à mettre en place des organes d'information spéciaux aussi longtemps qu'il le faut. Il faut également veiller à ce que des informations exactes soient diffusées sur toutes négociations de paix ou autres processus de réconciliation ;

5. quand il y a conflit violent, le discours officiel est souvent accaparé par les parties armées. Il faut assurer la participation active de groupes de femmes, de la société civile et des groupes marginalisés et vulnérables en les aidant à accéder à des organes d'information et/ou à créer leurs propres organes pour faire connaître leurs préoccupations;
6. lorsqu'elles administrent des zones de conflit ou de postconflit, les autorités mandatées par la communauté internationale doivent promouvoir et défendre la liberté des médias et les autres droits de l'homme, et non pas les restreindre;
7. s'il peut s'avérer nécessaire de prévenir la diffusion d'incitations directes et réelles à la violence, les autorités ne doivent pas confondre informations indépendantes et propagande appelant à la violence;
8. les stations d'État ou de gouvernement doivent devenir des organes de diffusion de service public. Il faut instituer un système d'octroi d'autorisations d'émission et de fréquences à l'abri de toute ingérence politique et commerciale;
9. il n'y a pas de médias pluralistes sans une grande diversité d'organes de presse, de radiodiffusion et autres médias qui traduisent toute la variété des opinions au sein de la communauté. Des mesures doivent être prises pour assurer une concurrence loyale et des conditions économiques égales pour tous;
10. des efforts doivent être entrepris pour développer et renforcer les capacités des organismes locaux, nationaux et régionaux de formation tels que les écoles supérieures de journalisme, pour encourager la formation de journalistes, la formation de formateurs ainsi que le développement de recherches sur les médias et la communication. La formation des journalistes doit aborder les problèmes de sécurité et les questions de viabilité économique des médias. Elle doit aussi aborder les questions de gestion des

conflits et des processus de paix pour répondre à la demande d'informations exactes sur les processus de réconciliation tout en veillant à ce que les journalistes ne soient pas amenés à jouer le rôle de conciliateurs;

11. il est également essentiel de mieux faire connaître les droits de l'homme - en particulier la liberté d'expression, la liberté de la presse et le droit humanitaire international - aux fonctionnaires et à la société civile;

12. des mesures doivent être prises pour améliorer les compétences professionnelles des journalistes, notamment en soutenant les associations, organisations et syndicats indépendants ainsi que les organes et codes d'éthique volontaires et de déontologie professionnelle, le cas échéant;

13. nous prions instamment les bailleurs de fonds gouvernementaux et non gouvernementaux d'inscrire le développement des médias dans leur stratégie de reconstruction et de développement des zones de conflit et de postconflit, en coordonnant leur action pour lui donner un effet maximal;

14. nous réaffirmons le rôle de l'UNESCO en tant qu'institution chef de file pour les questions de communication au sein du système des Nations Unies. Nous appelons l'UNESCO à renforcer ses fonctions de coordination en appuyant les initiatives relatives aux médias dans les zones de conflit et de postconflit ;

15. nous prions le Directeur général de l'UNESCO de porter la présente Déclaration à l'attention des États membres en vue d'élaborer une stratégie aboutissant à un plan d'action concret pour les différents acteurs du système des Nations Unies, les bailleurs de fonds gouvernementaux et non gouvernementaux ainsi que les partenaires de la société civile, conformément aux principes inscrits dans la présente Déclaration.

Allocution d'Elisabeth Rehn, présidente de la Table de travail I du Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est

Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi tout d'abord d'exprimer ma joie et mon plaisir sincères d'être de retour à Belgrade, dans cette région des Balkans - ou de l'Europe du Sud-Est comme on l'appelle aujourd'hui - qui est si chère à mon cœur. Je suis aussi très heureuse d'avoir été invitée à prendre la parole à cette conférence internationale qui, pendant deux jours, va réfléchir au rôle des médias dans les périodes de conflit et, plus important encore, au rôle crucial qui peut être le leur dans la phase de rétablissement de la paix et lors de la transition entre un régime dictatorial ou répressif et la démocratie, et enfin à leur contribution à la réconciliation nationale et au relèvement d'une société.

Nous allons célébrer demain la Journée mondiale de la liberté de la presse. À cette occasion, nous pourrions rendre hommage aux femmes et aux hommes de courage qui ont choisi la vérité pour guide dans l'exercice de leur profession, au risque d'y perdre la liberté, et parfois la vie.

En 2003, 42 journalistes ont été tués parce qu'ils faisaient leur métier et parce que la manière dont il le faisait déplaisait à quelqu'un. Cette même année, 766 autres journalistes ont été arrêtés et 1.460 au moins ont été victimes d'agressions ou physiquement menacés.

Des journalistes ont été assassinés parce qu'ils représentaient une menace pour le pouvoir national ou local. Peut-être enquêtaient-ils - ou avaient-ils écrit ou s'apprêtaient-ils à écrire un article - sur une affaire de corruption à laquelle étaient mêlés des responsables politiques ou des personnes au pouvoir. Peut-être dérangent-ils les activités lucratives d'un réseau de criminels. D'autres étaient peut-être en train d'exposer au grand jour un réseau de contrebande ou de trafic d'êtres humains, d'organes, d'armes ou de stupéfiants.

Menacer, intimider ou agresser les journalistes est un moyen efficace d'opprimer les médias. De tels agissements ont valeur d'avertissement pour les autres membres de la profession : si vous osez faire des révélations indésirables, cela peut vous arriver à vous aussi.

Nous avons régulièrement connaissance d'autres formes d'oppression dont sont victimes les médias, qu'il s'agisse de mesures législatives, de pratiques administratives ou encore de poursuites judiciaires, y compris pour diffamation.

Dans certains pays, les médias peuvent encore faire l'objet de poursuites pénales pour écrit diffamatoire. Certes, les médias ne doivent pas pouvoir publier impunément des informations mensongères sur telle ou telle personne, mais il convient de tolérer jusqu'à un certain point les critiques visant les personnalités publiques, car le rôle d'une presse libre est de soulever des questions d'intérêt public et d'aider les citoyens à demander des comptes aux autorités.

Nous avons vu des affaires dans lesquelles des condamnations pour diffamation ont été

manifestement prononcées pour réduire des médias au silence. Certains médias se sont vu infliger de lourdes amendes qu'ils n'étaient de toute évidence pas en mesure de payer, et qui les acculaient donc à la faillite. De même, des médias jugés indésirables ont été délibérément privés de leur licence sous le couvert d'une décision administrative.

Le fait même de libéraliser le secteur ne suffit pas toujours à garantir la liberté des médias. Au contraire, un ou deux groupes privés sont parvenus dans certains pays à contrôler la totalité des médias. La difficulté est de trouver les moyens d'éviter que les détenteurs du capital ne compromettent l'indépendance éditoriale d'un média, qu'il s'agisse d'un journal, d'une chaîne de télévision ou d'une station de radio.

Il serait naïf de croire que les détenteurs du capital d'un média n'influencent en rien la teneur de l'information diffusée ou publiée ; je pense néanmoins que l'indépendance éditoriale et un traitement de l'information fondé sur les faits et leur analyse impartiale doivent demeurer des objectifs fondamentaux.

Quoi qu'il en soit, un régime imaginaire trouvera toujours quantité de moyens d'opprimer les médias. C'est un danger face auquel nous devons tous, en tant que citoyens, rester vigilants, pour empêcher toute dérive de la part des pouvoirs publics.

Mais les médias ont eux aussi des responsabilités. Les médias, en particulier la télévision, disposent d'un pouvoir considérable, dont ils ne doivent pas abuser. Il est arrivé que des médias manquent à leur obligation de rendre strictement compte des faits, et cherchent à présenter ces faits sous un certain éclairage, voire à les déformer. Cela peut être dangereux, en particulier dans une société se relevant d'un conflit, où il se peut par exemple que les relations interethniques soient explosives, ou que l'information et les possibilités de prendre connaissance de différents points de vue soient rares.

Au Rwanda, les médias contrôlés par l'État ont ouvertement encouragé les massacres, et des stations de radio ont appelé les Hutu à tuer les Tutsi. Dans d'autres guerres, les gouvernements ont utilisé la télévision comme un instrument de propagande pour diaboliser l'adversaire et encourager les attentats visant des civils.

Nous condamnons fermement ces abus. Mais il est

inquiétant aussi de voir des médias qui, sans même avoir reçu d'instruction d'un régime au pouvoir, adoptent un point de vue partial, dans l'intention d'attiser le mécontentement du public et de prendre les choses en mains. La manière dont les médias ont rendu compte, les premiers jours, de l'agitation récente au Kosovo n'a rien fait pour calmer les esprits - bien au contraire.

Je sais que pour certains, la liberté implique que les médias puissent écrire ce qui leur plaît, quand il leur plaît et de la manière qui leur plaît. Je crois pour ma part que l'une des pierres angulaires de la liberté des médias est le droit de rendre compte des faits. Toutefois, il n'y a pas de liberté sans responsabilité. C'est une question de déontologie, laquelle commande de vérifier les faits, de les analyser et de les présenter de manière loyale. Et il est encourageant de voir que des journalistes restent fidèles à l'éthique de leur profession et que dans certaines régions, parmi lesquelles figure, je crois, la Serbie, ils ont constitué leur propre comité d'éthique, où sont débattues les questions relatives à la liberté et à la responsabilité.

Je suis toujours un peu agacée par la manière dont on présente les femmes dans les médias, en particulier l'image de victimes qu'on donne d'elles dans les conflits. On nous les montre avec des enfants dans les bras, se dissimulant sous les porches ou prostrées près du feu, peut-être en pleurs. Cela est très triste, et souvent vrai.

Mais les femmes sont aussi une force vive dont on ne doit pas oublier l'existence. Elles ont participé à des négociations pour la paix et à des processus de consolidation de la paix, comme le demande la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité de l'ONU. Les femmes représentent plus de la moitié de la population, et aucune paix durable n'est possible sans leur contribution et leur participation actives. C'est pourquoi les médias devraient parler aussi des femmes fortes, prêtes à assumer leurs responsabilités dans la reconstruction pacifique de leur pays à l'issue d'un conflit.

En temps de guerre, les médias détiennent un pouvoir formidable. Ils peuvent servir de médiateur, ou d'interprète, ou même attiser le conflit, ne serait-ce qu'en passant sous silence les faits dont il est difficile de rendre compte en un certain temps d'antenne ou en tant de mots.

En définitive, les médias ont un rôle crucial à jouer, pour le meilleur ou pour le pire, pendant un conflit, et

Médias: Prévention des conflits et reconstruction

dans le processus de rétablissement de la paix à l'issue du conflit. Ils peuvent avoir davantage d'influence que n'importe quel responsable politique. Aussi devons-nous tous les encourager et les soutenir afin qu'ils participent de manière positive au rétablissement de la paix et à la réconciliation. Assurément, ils ne pourront jamais trop contribuer aux efforts pour construire une paix durable. C'est donc avec fierté qu'ils doivent assumer et affermir leur rôle bénéfique.

Allocution du Sous-Directeur général de l'UNESCO pour la communication et l'information, M. Abdul Waheed Khan

Monsieur le Président de la Commission nationale,
Mesdames et Messieurs les délégués,
Mesdames et Messieurs,

C'est un grand honneur pour moi que d'être ici à Belgrade pour ouvrir, avec Jovan Cirilov, président de la Commission pour l'UNESCO de la Serbie-et-Monténégro, notre conférence de deux jours sur l'appui aux médias dans les zones de conflit violent et les pays en transition. Je voudrais avant tout exprimer mes sincères remerciements à Monsieur Cirilov, et, à travers lui, à la République de Serbie-et-Monténégro, pour avoir bien voulu accueillir notre conférence ainsi que les manifestations organisées à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse. Je voudrais aussi dire toute ma gratitude à vous tous, Mesdames et Messieurs, qui êtes venus du monde entier ici, à Belgrade, pour débattre des questions très actuelles que nous allons examiner. Nous nous réjouissons à la perspective de votre active participation aux débats ainsi que de vos contributions.

Mesdames et Messieurs les délégués,
Chers collègues,

Le thème qui a été retenu pour la Journée internationale de la liberté de la presse de 2004 s'intitule "L'appui aux médias dans les zones de conflit violent et les pays en transition". C'est là le résultat des nombreuses discussions qu'ont eues les partenaires de l'UNESCO, notamment lors du séminaire organisé l'an dernier à Stockholm par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement. Ce séminaire a réuni un certain nombre d'ONG, d'institutions des Nations Unies et de donateurs qui étaient invités à discuter des expériences de chacun et des perspectives d'assistance aux médias dans les situations de conflit et à déterminer les principales questions que posent la gestion des conflits et l'appui aux médias.

Si l'on considère les événements qui se sont produits récemment dans de nombreuses régions, le thème de cette année est, hélas, on ne peut plus actuel. Le monde connaît un nouveau conflit dont les médias et les journalistes pâtissent de plusieurs façons. Les médias se heurtent à diverses difficultés avec notamment les entraves qu'ils rencontrent pour accéder à l'information et les attaques qu'ils subissent dans des opérations militaires. Mais le plus grave, c'est que des journalistes sont enlevés, blessés ou tués. Le nombre des journalistes tués en Iraq est dramatiquement élevé et je rends hommage à tous ceux qui ont trouvé la mort alors qu'ils cherchaient à nous informer, avec exhaustivité et impartialité, sur cette guerre.

Les conflits armés ont toujours des conséquences catastrophiques. Les opérations militaires détruisent l'infrastructure, les ressources matérielles, les institutions, la volonté politique, l'espoir et la confiance. Les conflits armés sont sources de pauvreté, de souffrances, de retards dans le développement économique et social. Ils avivent le sentiment de menace et de crainte, créant un engrenage qui risque de provoquer une intensification du conflit. Dans cette spirale de la peur et de la violence, certains médias attisent parfois les flammes.

Médias: Prévention des conflits et reconstruction

Mais les médias peuvent aussi jouer un rôle positif en fournissant les informations pertinentes et exactes qui sont indispensables pour permettre aux individus de faire des choix en connaissance de cause et de participer de façon constructive à la direction des affaires de leur pays. Ceci est vrai en temps de paix comme en temps de guerre. Si les types de média et de situation conflictuelle varient inévitablement, il est essentiel dans tous les cas d'avoir des médias crédibles. Et par médias crédibles, j'entends des médias qui ont le courage d'exiger un niveau élevé de professionnalisme et d'insister sur les faits et l'exactitude des informations.

En temps de guerre et de conflit violent, les journalistes courent davantage de risques qu'à l'ordinaire, mais c'est précisément là que l'indépendance, l'objectivité et le professionnalisme sont les plus importants. Nous devons tous unir nos efforts pour faire en sorte que les journalistes puissent exercer leur métier sans crainte ni faveur.

C'est pourquoi l'appui aux médias doit-il être considéré comme un élément essentiel de toute intervention humanitaire. Dans la famille des Nations Unies, l'UNESCO assume à cet égard une responsabilité particulière puisque son mandat, tel qu'il est énoncé dans l'Acte constitutif de l'Organisation, associe la libre circulation des idées à l'objectif plus large qui consiste à prévenir les guerres et à élever les défenses de la paix. Au début des années 90, l'UNESCO a souligné la nécessité d'inclure la communication et l'information dans l'assistance d'urgence fournie par l'ONU. Comme beaucoup d'entre vous le savez sans doute, le but de nos programmes était de soutenir les médias indépendants qui fournissaient à la population dans les zones de conflit des informations non partisans.

Dans les pays en transition, il est indispensable d'avoir des médias indépendants et pluralistes et des journaux et des stations de radio d'intérêt collectif à la fois pour édifier une société démocratique et rétablir des liens sociaux et pour contribuer au difficile processus de réconciliation.

Je suis fier de rappeler que l'UNESCO a joué un rôle important pendant la guerre en aidant la Serbie-et-Monténégro et d'autres pays de la région à développer et renforcer des médias indépendants grâce à une assistance matérielle et à la formation de journalistes professionnels. On peut dire que ces nouveaux médias ont contribué à établir les bases de la paix et c'est un motif d'espoir pour

la population de la région, ainsi que pour la communauté internationale tout entière, de voir qu'en l'espace de quelques années seulement beaucoup d'entre eux sont devenus viables.

Mesdames et Messieurs les délégués,
Chers collègues,
Mesdames et Messieurs,

Revenons à notre conférence : nous avons beaucoup de questions réellement importantes à examiner au cours de ces deux jours, ainsi que dans le cadre de la conférence régionale de mardi à laquelle, je l'espère, vous participerez tous activement. Permettez-moi de présenter brièvement les principaux thèmes de notre réunion.

La première partie portera sur la question de savoir comment informer la population pendant un conflit violent. Dans un conflit violent déclaré, fournir aux populations civiles des informations non partisans peut être aussi vital que leur procurer de la nourriture, de l'eau ou des soins médicaux. Or un État affaibli par un conflit est parfois incapable d'offrir des services publics et il peut être nécessaire de mettre en place des structures pour assurer une information crédible et objective. L'appui aux médias doit donc être considéré comme un élément essentiel de toute intervention humanitaire.

Parfois, cependant, il existe une incohérence intrinsèque entre l'impératif humanitaire immédiat et les objectifs à long terme de la stabilité, de la démocratisation et du développement. Il est évident que si l'on veut faire face de façon efficace aux problèmes de la reconstruction et de la transition démocratique, il faut assurer la soudure entre les objectifs immédiats de l'assistance d'urgence et les buts à plus long terme consistant à encourager la liberté d'expression et à établir des médias indépendants et pluralistes.

Les deux séances suivantes porteront sur la question de la création de conditions favorables à la pleine réalisation de la liberté d'expression grâce à la promotion de la liberté de la presse et à une législation appropriée. Tout aussi importante est la formation de professionnels des médias, et ce dans tous les domaines, des méthodes et outils d'information aux capacités de gestion en passant par le renforcement des institutions. Il est également impératif de travailler sur les relations des médias avec les autorités politiques ainsi qu'avec le pouvoir judiciaire et la société civile, pour montrer clairement que la liberté d'expression

est bel et bien indispensable au progrès de la démocratie et de la prospérité.

Monsieur le Président, se trouvent rassemblés ici un grand nombre de participants brillants venus de toutes les régions du monde, qui, je n'en doute pas, feront des contributions intéressantes et de qualité. Je vous remercie de m'avoir donné l'occasion de partager avec vous tous quelques-unes de nos réflexions. J'attends avec intérêt les conclusions et recommandations de votre réunion et vous présente tous mes vœux de succès.

Cérémonie officielle de remise du Prix mondial de la liberté de la presse UNESCO/Guillermo Cano à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse, le 3 mai 2004, à Belgrade

Remarques de M. Oliver F. Clarke, président du jury

Le Prix mondial de la liberté de la presse UNESCO/Guillermo Cano qui va être remis dans quelques instants est aujourd'hui la récompense la plus prestigieuse au monde destinée à promouvoir la liberté de la presse. Ce prix a été établi en l'honneur d'un être extraordinaire et courageux, Guillermo Cano, adversaire résolu des cartels de la drogue qui ont ravagé sa terre natale de Colombie et tombé lors d'un attentat à la bombe contre les locaux de son journal, El Espectador.

Il est tragique qu'au cours de l'année écoulée - en 2003 - une cinquantaine de journalistes aient été tués tandis que près de 1.500 autres étaient victimes d'attentats ou de menaces. Comme vient de le souligner Rodney Pinder, le plus incroyable est que dans 94 % des cas ces assassinats restent impunis et que l'auteur d'un cambriolage de domicile à Londres court davantage le risque d'être traduit en justice que l'assassin d'un journaliste.

Ce prix est décerné par l'UNESCO qui, sous la direction de M. Koïchiro Matsuura, son Directeur général, est devenue l'une des principales institutions attachées à promouvoir les libertés de la presse.

Le lauréat est désigné à l'issue des délibérations approfondies d'un jury dont les membres viennent de toutes les régions du monde.

Étant donné le prestige dont s'auréole, au plan international, le Prix mondial de la liberté de la presse UNESCO/Guillermo Cano, il est d'autant plus attristant que le lauréat, Raul Rivero Castaneda, ne puisse pas être aujourd'hui parmi nous.

Il croupit dans une geôle cubaine. Il a été jeté en prison parce qu'il s'efforçait de promouvoir une presse libre dans une société fermée. Le visa qu'avait sollicité sa femme pour pouvoir se rendre à cette cérémonie lui a été refusé.

Le régime de Fidel Castro a beaucoup fait pour mettre en place à Cuba un système éducatif et un système de santé qui forcent l'admiration, alors que le pays subit un blocus économique archaïque. Mais la révolution qui avait commencé dans les montagnes de la Sierra Maestra ne sera pas achevée tant que M. Castro n'ouvrira pas Cuba à la libre circulation de l'information, donnant ainsi aux Cubains la possibilité d'être exposés à une diversité de points de vue et de sources.

C'est alors seulement que les Cubains seront libres. C'est alors que la société cubaine saura quel prix très lourd Raul Rivero Castaneda a payé pour la liberté de ses concitoyens.

Aujourd'hui, le choix de ce lauréat se veut un message à l'intention des gouvernements partout dans le monde : le temps est venu d'accorder à leurs citoyens la possibilité de se faire une opinion en pleine connaissance de cause et non plus en se fondant uniquement sur l'information officielle filtrée par les autorités.

Les membres du jury remercient l'UNESCO de leur avoir offert l'occasion de s'acquitter d'une fonction aussi importante et louent le courage de M. Koïchiro Matsuura, prêt à braver les critiques immodérées du Gouvernement cubain.

Je sais que vous partagez tous avec moi l'espoir que Raul Rivero puisse un jour assister en personne à une cérémonie de l'UNESCO en l'honneur de la liberté de la presse.

Allocution prononcée par Miguel Sanchez lors de la réception, au nom de Raúl Rivero, du Prix mondial UNESCO/Guillermo Cano pour la liberté de la presse

Monsieur Svetozar Marovic, président de la Serbie-et-Monténégro,
Monsieur Koïchiro Matsuura, directeur général de l'Organisation des Nations Unies
pour l'éducation, la science et la culture,
Mme Ana María Bousquet Cano,
Mesdames et Messieurs,

Le lauréat du prix Cervantes de littérature en 2003, le poète chilien Gonzalo Rojas, a dit que supprimer la parole serait comme vouloir supprimer le silence. La poésie est un exercice qui participe de l'intimité mais aussi de la liberté. Enfermer la parole reviendrait donc à supprimer la poésie.

Le poète et journaliste Raúl Rivero est incarcéré dans une prison cubaine à plus de 450 km de la capitale pour avoir voulu exercer son droit à la liberté de parole sous un régime où le mot "droit", sans parler de la liberté, n'existe tout simplement pas. La peine de 20 ans d'emprisonnement infligée à Raúl et à 24 autres journalistes cubains indépendants marque l'un des épisodes les plus sombres de l'histoire de Cuba.

Ma mère, Blanca Reyes, qui est l'épouse de Raúl, n'a pu assister à la manifestation d'aujourd'hui, ayant été privée du droit de circuler par un gouvernement qui se permet de décider de la liberté de mouvement de ses citoyens, enfreignant ainsi l'un des droits les plus fondamentaux et universellement reconnus de l'homme.

Tout espoir à cet égard s'est évanoui lorsque le Gouvernement cubain a rejeté l'offre de bons offices de M. Matsuura, à qui nous adressons, au nom du peuple cubain, nos excuses, en espérant que le tort qui a pu lui être causé par les autorités cubaines pourra être réparé.

C'est dans ces circonstances qu'il me revient de représenter aujourd'hui Raúl et de recevoir en son nom un prix qui l'honore grandement.

Permettez-moi, avant de poursuivre, une réflexion personnelle. J'ai grandi aux côtés de Raúl et, dès mon plus jeune âge, j'ai admiré son affabilité et sa sincérité. J'ai pu apprécier son talent créatif et eu la chance d'être le témoin de sa grande tolérance et de son amour de la liberté. C'était un homme qui avait l'amitié et la reconnaissance de quelques-unes des personnalités les plus éminentes des lettres cubaines, notamment - et en dépit de leurs profondes différences politiques - de José Lezama Lima et du poète communiste Nicolás Guillén.

Raúl Rivero était encore adolescent lorsque la révolution triompha en 1959, laissant entrevoir un avenir meilleur pour le peuple de Cuba. Il a cru en la révolution avec la ferveur caractéristique de son âge et lui a consacré son énergie et ses talents d'écrivain et de journaliste. Il a occupé des postes importants dans la presse nationale et a été un

poète reconnu et célébré par ce même régime qui cherche aujourd'hui à étouffer sa passion, sa vocation et sa voix dans une cellule exigüe.

Son crime est d'être resté fidèle à lui-même. Aujourd'hui comme hier, il chérit la liberté de pensée et d'expression. Grâce à sa maîtrise de la langue, il a défendu les idées d'égalité sociale et de rédemption nationale qui avaient constitué le credo révolutionnaire avant de laisser place aux excès d'un pouvoir corrompu par les années, dont les actes trahissent les idéaux qu'il prétend défendre.

Raúl, avec un courage admirable dans les conditions de répression que l'on sait, a rompu publiquement avec son long engagement politique, ou peut-être serait-il plus exact de dire qu'il a simplement réaffirmé sa fidélité à ses propres idées, et s'est placé depuis à l'avant-garde d'un journalisme objectif et indépendant ; seule voie possible pour exprimer les aspirations les plus profondes de son peuple et rendre compte de la tragique réalité à laquelle les aspirations se heurtent.

Les motifs pour lesquels il a été condamné à une peine de prison longue et injuste font paraître bien pâles même les méthodes implacables du Big Brother de George Orwell. Il est inutile de les rappeler ici.

Comme les 24 autres journalistes indépendants condamnés à Cuba ces dernières années, ainsi que des économistes, des bibliothécaires, des défenseurs des droits de l'homme, des médecins et des dissidents pacifiques, il n'a rien fait d'autre que de mettre ses idées au service d'un changement essentiel dans le pays.

Chacun d'entre eux était mû par l'espoir et la volonté d'apporter à tous les Cubains, par des moyens pacifiques, un avenir meilleur et différent.

L'histoire de mon pays, si intense et instable, abonde en épisodes de ce genre. Beaucoup de Cubains ont été, au cours des deux derniers siècles, à l'avant-garde des mouvements esthétiques et politiques de leur époque et ont assumé avec intégrité les lourds sacrifices personnels qu'ils ont dû consentir pour réaliser leurs buts.

Je remercie l'UNESCO de rendre hommage, à travers Raúl Rivero, à tous ceux qui, aujourd'hui, à Cuba ou ailleurs, s'efforcent de défendre la liberté des idées et leur libre expression. Ce prix, qui est une reconnaissance

symbolique de leur effort, doit contribuer aussi à réduire le délai qui nous sépare du moment où les portes des prisons cubaines s'ouvriront et où prendra fin l'enfermement de la pensée.

C'est pour moi un grand honneur que de recevoir aujourd'hui, au nom de Raúl, le Prix mondial de la liberté de la presse.

Raúl a souhaité adresser personnellement ses remerciements à M. Matsuura, à M. Jovan Cirilov, ainsi qu'aux autres membres du jury, notamment Oliver Clarke, Kavi Chongkittavorn, Souleymane Diallo, Kunda Dixit, Yosri Fouda, Valérie Gatabazi, María Carmen Gurruchaga Basurto, Marvin Kalb, Guadalupe Mantilla de Acquaviva, Mohamed Larbi Messari, Arturas Racas, Veton Surroi, et aux représentants de la Fondation colombienne Guillermo Cano.

En ce moment même, Raúl souffre d'une mauvaise pneumonie qu'il a contractée en prison. J'aimerais avant de conclure, vous implorer de ne pas abandonner la lutte pour sa libération et pour celle de tous les autres journalistes indépendants emprisonnés à Cuba. Voici les mots qu'il a dictés à ma mère au téléphone tout spécialement pour cette journée et qui évoquent la manière dont les parents apprennent à leurs enfants à dire merci.

Qu'est-ce qu'on dit ?

Je me souviens que, dans mon enfance, à chaque fois qu'un membre de ma famille ou un ami avait un geste généreux à mon égard, j'entendais ma mère et mon père me dire cette phrase toute simple :

"Qu'est-ce qu'on dit ?" et je répondais : "Merci".

Aujourd'hui, alors que je me trouve en prison et que j'apprends, par l'intermédiaire de Blanca, que j'ai reçu le prix de l'UNESCO, me reviennent constamment à la mémoire la voix de ma mère, aujourd'hui éteinte, ainsi que celle de mon père disparu, qui me demandent à nouveau "Qu'est-ce qu'on dit ?" Et je réponds : "Merci. Merci beaucoup".

Le site de la Journée mondiale de la liberté de la presse
<http://www.unesco.org/webworld/wpdf/2004>
s'est avéré très utile, avant et pendant les manifestations de Belgrade,
pour les journalistes et les autres personnes intéressées.
Le BPI a renvoyé à ce site un grand nombre de journalistes locaux qui ont
pu ainsi avoir accès à toutes les informations pertinentes, y compris les textes
des interventions de la plupart des orateurs. Au cours des trois jours
qu'a duré la manifestation, 3.455 personnes ont consulté le site.